

LA BULGARIE ET LES DÉTROITS

Essai d'Histoire Diplomatique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 7 juin 1927, à 2 heures.

PAR

MILU MILEFF

Président : M. GEOUFFRÉ DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. BASDEVANT, Professeur} \\ \text{LE FUR, Professeur} \end{array} \right.$

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1927



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547903_0065

THESE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA BULGARIE ET LES DÉTROITS

Essai d'Histoire Diplomatique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 7 juin 1927, à 2 heures.

PAR

MILU MILEFF

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants : } MM. BASDEVANT, Professeur
LE FUR, Professeur

PARIS

JOUE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1927



INTRODUCTION.

« La Bulgarie est un pays d'actualité. Actualité toujours renouvelée qu'entraînent les phases successives de cette éternelle question d'Orient » (L. DE LAUNAY, *La Bulgarie d'hier et de demain*, Paris, 1907, page 3).

En général, on ne connaît que très peu la Bulgarie en Occident. On connaît mal son passé, son histoire contemporaine même et on a souvent une idée fausse des aspirations et des intentions de ce pays. L'opinion juge les entreprises politiques de la Bulgarie d'après les nouvelles publiées dans les journaux et, le plus souvent, elle apprécie les actes de ses gouvernements d'après les dispositions politiques du moment. D'une manière générale, on est mal renseigné sur le problème bulgare qui, dans son ensemble, n'est qu'un aspect de la question d'Orient. On connaît, sans doute, la plupart des étapes que la Bulgarie a franchies au cours de son développement historique depuis sa libération en 1878, mais, dans le public étranger, on ignore les causes, les causes fatales qui, pendant cette période de temps, ont poussé la Bulgarie dans la voie de la réalisation de certains buts politiques qui étaient et sont encore aujourd'hui aux yeux du peuple bulgare des idéals nationaux.

On dit souvent que la péninsule des Balkans est un foyer de désordres pour l'Europe entière. C'est toujours avec un vif intérêt que l'on y suit la marche des événements, mais on ne se rend pas toujours compte des causes profondes des crises politiques, si nombreuses, que traversent les Etats balkaniques. On accuse souvent les peuples balkaniques d'être de mau-

vais sujets dans la famille des nations européennes et, peut-être, a-t-on raison. Cependant, il ne faut pas perdre de vue en l'occurrence qu'une fatalité inexorable pèse sur les destinées des peuples balkaniques et que, tant que cette adversité irrévocable subsistera, ces Etats seront toujours poussés à enfreindre la paix européenne. Cette fatalité, elle vient uniquement de la situation géographique des Etats péninsulaires situés à proximité des Détroits (1).

Pour ce qui est de la Bulgarie, on peut dire, sans exagérer, que toute son existence d'un demi-siècle n'est qu'une lutte pour conquérir le droit de s'affirmer et que sa politique n'est qu'une fonction de la politique des grandes Puissances dans la question des Détroits. La conclusion qui se dégage tout d'abord d'une étude quelque peu approfondie sur la Bulgarie et sur la politique européenne, touchant le Proche-Orient, est qu'il existe une liaison, un parallélisme évident entre, d'une part, le développement historique de la Bulgarie, sa politique, et, d'autre part, les phases successives de la question des Détroits. La situation géographique de la Bulgarie, le voisinage des Détroits du Bosphore et des Dardanelles ont exercé sur l'orientation de la politique extérieure des différents gouvernements bulgares, sans distinction de partis, une influence prédominante. Dans les pages qui suivent nous nous efforcerons justement de mettre en pleine lumière le rapport fatal qui, de tout temps, a lié la politique de la Bulgarie et le problème des Détroits. Pour cela, nous commencerons par exposer comment le peuple bulgare a été appelé à une vie politique libre et indépendante. C'est là qu'on doit chercher la première manifestation de cette relation constante entre la question des Détroits et l'existence politique de l'Etat bulgare. Puis, poursuivant notre étude dans l'ordre chronologique, nous verrons comment a évolué la politique extérieure de la Bulgarie en rapport avec

(1) Comp. MICHEFF. *La Mer Noire et les Détroits de Constantinople*, Paris 1899, page 647.

l'attitude des grandes Puissances dans le problème oriental et nous serons amenés par là à nous arrêter tout particulièrement sur les questions de l'union des deux Bulgaries en 1886, de la guerre serbo-bulgare de la même année, de l'alliance balkanique de 1912, de l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre et, enfin, de son attitude politique d'après-guerre.

Si nous parvenons à faire ressortir d'une manière claire et évidente le rapport entre l'orientation politique de la Bulgarie et la question des Détroits de Constantinople et des Dardanelles, nous considérerons notre tâche comme accomplie et parfaitement justifiée.

* * *

Nous croyons tout à fait superflu de donner ici un aperçu plus ou moins bref de l'histoire de la question d'Orient, bien que notre étude en fasse partie, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, il ne nous semble pas que notre exposé courre le risque d'être incomplet, si nous nous bornons à étudier les faits et les événements qui ont un rapport direct avec le sujet qui nous intéresse. En second lieu, l'histoire de la Question d'Orient a fait l'objet de tant d'ouvrages volumineux parus en diverses langues et de tant d'études approfondies, qu'il n'est nul besoin de répéter ici des faits bien connus (1).

Cependant nous croyons qu'il n'est pas dépourvu d'un certain intérêt de préciser dès à présent ce qu'il faut entendre par «problème des Détroits» et de mon-

(1) Consulter sur l'histoire de la Question d'Orient : DRIAULT, *La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1898; GORIAINOFF, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910 (en français et en russe); MICHEFF, *La Mer Noire et les Détroits de Constantinople*, Paris, 1899; G.-P. GUENOFF, professeur de droit international à l'Université de Sofia, *La Question d'Orient* (en bulgare), ouvrage couronné par l'Académie des Sciences bulgares, Sofia, 1925; le Dr. GOUDEFF, ancien Président du Conseil bulgare, *L'Histoire de la Question d'Orient avant l'affranchissement de la Bulgarie* (en bulgare), Sofia, 1908.

trer comment l'ont compris les divers auteurs qui ont travaillé jusqu'ici dans ce domaine.

La question des Détroits est, en quelques mots, la suivante : quel statut doit-on conférer au Bosphore et aux Dardanelles, afin d'assurer à tous les pays dans les eaux des Détroits et de la Mer Noire une liberté de navigation qui donne toute facilité à leur commerce maritime et qui sauvegarde en même temps leurs intérêts politiques et économiques? Quel doit être le gardien des Détroits, gardien qui doit jouir de la confiance de tous les pays du monde et qui doit établir un régime uniforme de sécurité, d'équité et d'impartialité à l'égard de tous (1).

Ajoutons tout de suite que la question du régime des Détroits, telle que nous venons de la poser, n'a jamais cessé de toucher de très près les intérêts de la Bulgarie. Cependant, les gouvernements successifs de Sofia n'ont jamais eu une attitude bien déterminée et absolument indépendante dans cette question, et l'on serait tenté d'en conclure que cela vient de ce qu'ils n'ont pas accordé toute leur attention à ce problème. Mais les raisons de cette absence de point de vue fixe doivent être cherchées ailleurs. La Bulgarie, petit Etat, sans grande importance dans la discussion des questions de premier ordre de la politique européenne, ne pouvait, et ne peut encore aujourd'hui, avoir un point de vue indépendant et propre dans un problème politique de grande envergure comme la question des Détroits où les intérêts vitaux des plus grandes puissances du monde s'entrecroisent et entrent en collision. C'est en vain aussi que l'on chercherait à trouver un rapport direct entre le régime des Détroits et l'attitude politique de la Bulgarie. Si l'on veut saisir la relation qui existe entre la question des Détroits et la politique extérieure de la Bulgarie, il faut la chercher dans les efforts constants qu'ont faits les gouvernements de Sofia pour contrebalancer les influences

(1) PHILLIPSON (Coleman) and BUXTON (Noel), *The Question of the Bosphorus and Dardanelles*, London, 1917, page 3.

politiques soit de la Russie, soit de la Grande-Bretagne, soit de l'Autriche-Hongrie dans le passé, afin d'épargner au peuple bulgare les malheurs que pouvait amener un état constant de guerre diplomatique sur les bords du Bosphore. Ensuite, on peut trouver aussi le point de vue Bulgare dans cette question, dans la tendance constante et irrésistible de la Bulgarie à descendre jusqu'à la mer libre. Les aspirations de la Bulgarie à une issue libre sur la Mer Egée ne sont que la conséquence de l'état actuel de la question des Détroits. Nous y reviendrons d'ailleurs par la suite.

En résumé, de tout ce que nous venons d'exposer il résulte que le lien entre la question des Détroits et la politique extérieure de la Bulgarie doit être cherché dans la rivalité des grandes Puissances intéressées à établir leur domination sur les bords du Bosphore et Dardanelles, ainsi que dans les efforts qu'elles ont faits pour s'assurer le concours des Etats balkaniques, et en premier lieu celui de la Bulgarie, afin d'arriver à leurs fins.

* * *

Lorsqu'on parle de la Bulgarie et des Détroits, il n'est pas sans intérêt de dire quelques mots de la façon dont s'est posée cette même question à une époque plus lointaine. L'histoire de l'ancienne Bulgarie nous fournit des données assez intéressantes, quoi qu'incomplètes, sur cette question et nous permet de conclure que le voisinage immédiat des Détroits du Bosphore et des Dardanelles a joué dans le développement de l'ancien Etat bulgare le même rôle important qu'à l'époque actuelle.

Cependant, il faut le dire dès le début, les sources historiques qui pourraient témoigner d'une politique bien déterminée de la part des anciens rois bulgares en ce qui concerne la question des Détroits nous manquent complètement. Les preuves explicites qui pourraient établir que les anciens rois de Bulgarie avaient

une conscience nette de l'importance politique des Détroits nous font défaut.

La plupart des documents originaux qui nous révèlent l'organisation, l'évolution et la vie politique de l'ancien Etat bulgare sont de provenance byzantine. L'histoire bulgare puise ses matériaux dans les annales des historiens byzantins : c'est là sa source principale. L'Empire byzantin était en relations constantes avec le royaume de Bulgarie, seul rival dangereux de la domination byzantine dans la péninsule des Balkans. Les empereurs byzantins avaient par conséquent intérêt à suivre de très près la vie politique du royaume voisin et son développement historique. C'est grâce à eux que nous avons ces exposés, plus ou moins exacts, de l'histoire de l'ancienne Bulgarie, ouvrages dus à la plume des historiens de la cour byzantine et écrits, dans la plupart des cas, sur l'ordre de l'empereur.

Les annales des historiens byzantins, riches de faits et de récits historiques, ne nous donnent aucune idée des conceptions politiques des rois de Bulgarie, des mobiles de leur politique extérieure ni de leurs intentions. Par conséquent, il nous est impossible d'affirmer d'une façon catégorique que les rois de Bulgarie eurent une conscience parfaite de l'importance qu'avait la domination des Détroits par l'Empire byzantin pour le développement politique et économique de l'Etat bulgare.

Mais, pour quiconque connaît l'histoire de la Bulgarie ancienne, il est évident que les rois de Bulgarie ont eu une idée plus ou moins claire du rôle fatal de ce concours de circonstances naturelles qui a mis le royaume bulgare à proximité immédiate des Détroits.

Et, en réalité, après une étude attentive de l'histoire de la Bulgarie antique, on en vient nécessairement à la conclusion que les faits les plus marquants de cette époque de l'histoire de la presqu'île des Balkans sont les guerres nombreuses et successives de la Bulgarie avec Byzance. Ces deux pays se sont toujours trouvés en état de guerre latente. Depuis la fondation de l'Etat

bulgare au VII^e siècle (679 après Jésus-Christ) par le roi Asparouch, huit grandes guerres successives ont mis aux prises la Bulgarie et l'Empire byzantin et plus d'une fois les troupes bulgares ont campé au pied des murs de Constantinople.

Il est tout à fait remarquable de voir avec quelle opiniâtreté, avec quelle persévérance les rois de Bulgarie ont repris, l'un après l'autre, leurs essais infructueux tâchant de se frayer un chemin vers la Mer Egée et de s'emparer de Constantinople. Toutes les forces vitales du peuple bulgare étaient dirigées vers un but unique : porter le coup décisif à l'Empire byzantin pour consolider la domination bulgare sur les bords de la Mer Blanche. Il est prouvé d'une manière absolue qu'à cette époque les yeux des gouvernants bulgares ont été tournés exclusivement vers le sud et que toute leur politique extérieure n'a eu qu'un but : s'assurer des avantages sans cesse renouvelés sur le compte de Byzance.

Il y a bien eu des époques dans l'histoire de la Bulgarie ancienne, par exemple au temps des grands rois bulgares Kroun, Siméon, et Ivan-Assène, où la domination bulgare s'étendait loin au nord, jusqu'aux Carpathes, en Transylvanie, à l'ouest jusqu'au bord de l'Adriatique; il y a eu des moments même où le royaume de Bulgarie touchait à celui des Francs, mais l'évolution historique des événements de cette époque nous prouve que les Bulgares n'ont pas attaché un grand prix à leurs territoires et à leurs conquêtes du nord et de l'ouest. L'histoire ne nous fournit pas de données qui nous permettent de déterminer exactement à quelle époque et dans quelles circonstances le grand royaume de Bulgarie a perdu tous ces territoires.

L'attention, les efforts inlassables d'une nation entière ont été concentrés en entier vers cette tâche énorme — asseoir solidement l'Empire bulgare dans les parties méridionales de la péninsule et détruire le puissant Empire byzantin.

S'il est historiquement établi que le peuple bulgare

a déployé des efforts formidables pour descendre à la mer ouverte, si sept siècles de luttes presque constantes ont consacré une politique tendant infailliblement à étendre la domination bulgare sur les Détroits, si, enfin, toute la nation a, pour se débarrasser de l'influence et de la prédominance byzantine, épuisé ses forces vitales au point de ne plus avoir été en état de résister à l'invasion des Osmanlis au XIV^e siècle, on est en droit, semble-t-il, de se poser la question suivante : quels ont été les mobiles de cette pression que les Bulgares ont exercée sur l'Empire byzantin, pour quelles causes la politique des rois bulgares consistait-elle à établir leur autorité sur les Détroits?

Comme nous l'avons déjà dit, les historiens ne disposent pas aujourd'hui de données précises qui leur permettraient de répondre catégoriquement à ces questions. Toutefois, bien qu'ils soient insuffisants les renseignements qu'on trouve dans les annales de chronologistes byzantins et dans d'autres monuments historiques de cette époque, ainsi que la continuité de la politique extérieure des rois de Bulgarie nous donnent une idée assez nette des causes profondes des luttes sanglantes qui se sont déroulées entre Bulgares et Byzantins et de cette force naturelle qui, sans cesse, à travers les siècles, a poussé la Bulgarie vers la mer libre.

Les causes principales sont, comme on peut le deviner, de caractère économique. La Bulgarie a été réduite à l'impossibilité d'avoir un commerce extérieur bien développé faute d'un accès à la Méditerranée, mer qui était la seule voie de communication entre les grands centres commerciaux du monde médiéval. Tant que les Détroits du Bosphore et des Dardanelles pouvaient être fermés à tout moment par l'Empire byzantin, aucun commerce n'était possible entre la Bulgarie et le monde extérieur. Et ce qui était pis, c'était que dans le territoire de l'ancien Empire romain le commerce était monopolisé au profit des négociants nationaux; nul étranger, même s'il résidait à Constantinople, n'avait le droit d'exercer le

métier de commerçant. Le commerce bulgare était donc toujours à la merci des autorités byzantines et la Bulgarie était condamnée à un isolement absolu chaque fois que Constantinople en avait décidé ainsi.

Cet état de subordination économique dans lequel se trouvait la Bulgarie par rapport à sa voisine du sud ne pouvait pas échapper aux rois bulgares qui s'étaient proposés comme but de rompre le joug économique byzantin. La seule solution possible était d'occuper les territoires situés sur les côtes de la mer Egée et d'assurer par là le maintien de relations commerciales constantes avec les autres pays riverains de la Méditerranée. Cependant, après avoir fait de nombreuses tentatives pour consolider leur pouvoir sur les bords de la mer Egée, les rois de Bulgarie se sont vite aperçus que la possession des régions méridionales de la Thrace serait remise en question tant que Constantinople resterait entre les mains des Byzantins qui y entretenaient une flotte considérable et pouvaient à chaque moment attaquer les côtes bulgares. D'où les nombreuses guerres pour la conquête de Constantinople et pour l'établissement de l'empire bulgare sur les Détroits. Annexer Constantinople au royaume de Bulgarie était, de plus, à cette époque lointaine, une question d'ambition et d'amour-propre pour les rois bulgares.

En dernier lieu, il faut enregistrer aussi les projets politiques du roi Kaloyan (1196-1207) qui, après avoir compris l'inutilité de toute action militaire par terre contre Constantinople, choisit comme objet de ses conquêtes la ville de Salonique. Il voulait faire de ce port le centre du commerce extérieur de la Bulgarie et il avait aussi l'intention d'y créer la base militaire d'où partirait la future flotte bulgare qui devait tenir tête aux forces navales de l'Empire byzantin. Malheureusement, à la veille de la réalisation de ses projets grandioses, Kaloyan fut assassiné au siège de Salonique par un de ses généraux acheté par les Byzantins.

Deux siècles plus tard, la Bulgarie, complètement

épuisée par les guerres dévastatrices contre Byzance, tomba sous les coups des hordes ottomanes qui s'étaient déjà emparées de Constantinople. Elle devait rester oubliée cinq cents ans sous le joug turc.

Sa résurrection ne date que d'un demi-siècle ; mais, aussitôt sortie de l'esclavage, elle se trouva bientôt mêlée à la Question des Détroits qui la touchait dans ses intérêts les plus légitimes, dans son droit à la liberté et à l'indépendance.

PREMIÈRE PARTIE

**La création de la Bulgarie
contemporaine au point de vue
de la Question d'Orient.**

PREMIER CHAPITRE

L'EUROPE A LA VEILLE DE LA GUERRE RUSSO-TURQUE DE 1877-1878.

Le traité de Paris du 30 juillet 1856 infligea un coup douloureux à la politique orientale de la Russie. Les résultats de deux siècles d'efforts obstinés tendant à instaurer la domination russe sur les bords de la Mer Noire furent anéantis d'un seul coup. La Russie, battue et humiliée, fut enfermée dans la Mer Noire qui fut déclarée neutre : on enleva à la Russie le droit d'y maintenir une flotte de guerre et d'avoir des arsenaux et des forteresses sur ses bords. A part cela, l'Europe prit soin de déraciner, et ce fut une épreuve non moins dure pour la Russie, toute l'influence russe dans les Balkans, et de lui refuser pour l'avenir tout droit de se mêler aux affaires intérieures de la Turquie. A la suite du traité de Paris de 1856 la faculté d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman passa de la Russie au concert des Puissances européennes. Les prétentions du gouvernement impérial de jouir seul de l'initiative de protéger auprès de la Sublime Porte les populations chrétiennes en Turquie furent déclarées exagérées et contraires aux usages internationaux.

En premier lieu la Grande Bretagne ne pouvait admettre une intervention isolée dans les affaires turques, surtout si cette intervention venait de Saint-Pétersbourg.

Lord Cowley, délégué britannique au Congrès de Paris, déclarait qu'il ne pouvait laisser passer les expressions dont s'était servi le baron de Brunnow, le délégué russe, en parlant de l'intérêt particulier que la Russie portait aux sujets chrétiens du Sultan, et

que l'intérêt que les autres Puissances chrétiennes n'avaient cessé de leur témoigner n'était ni moins grand ni moins particulier (1).

En même temps, pour donner une expression plus réelle à l'intérêt qu'elles prétendaient porter aux populations chrétiennes de l'Empire ottoman, les Grandes Puissances, sur l'initiative de la Grande-Bretagne, intervinrent auprès de la Sublime Porte afin d'obtenir des réformes plus importantes en faveur des ressortissants chrétiens du Sultan. Elles demandaient notamment que le principe de l'égalité devant la loi pour tous les sujets de l'empire, sans distinction de religion et de nationalité, fut inscrit dans la nouvelle Constitution impériale (2).

Le résultat de ces démarches collectives fut le Hatti-Humayoun du 13 février 1856 qui supprimait, sinon en réalité, du moins sur le papier, l'ancien état de choses et accordait certains droits aux « gyaours » en les traitant sur le même pied que les Mahométans. « Le Hatti-Humayoun de 1856 est un des fruits de la sollicitude des Puissances », disait plus tard le comte Andrassy. La France, de son côté, déclarait que la communication du Hatti-Humayoun de 1856 était la condition de l'admission de la Turquie dans la famille des Etats européens (3).

D'autre part, dès le 6 mai 1856, lord Palmerston déclarait devant le Parlement britannique que le traité de Paris, en faisant simplement mention du Hatti-Humayoun, en plaçait les dispositions sous la garantie des Puissances contractantes ; que dorénavant, — et c'était là la chose la plus importante pour la Grande-Bretagne — celles-ci étaient fondées à intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie et à

(1) Protocole n° 14 de la séance du 25 mars 1856 du Congrès de Paris.

(2) GOUDEFF, *Histoire de la Question d'Orient avant l'affranchissement de la Bulgarie*, Sofia, 1908, p. 499.

(3) D'AVRIL, *Négociations relatives au Traité de Berlin*, Paris, 1885, p. 47.

faire des remontrances suffisantes pour atteindre les buts qu'elles s'étaient proposés.

Cependant, les promesses faites par le Sultan dans le Hatti-Humayoun de 1856 restèrent toutes lettre morte. La situation des populations chrétiennes n'avait changé en rien et devenait de plus en plus intolérable. De nouveau, elles mirent tous leurs espoirs en la Russie. Profitant du conflit entre la Prusse et le Danemark (1860) la Russie entreprit le premier pas pour paralyser l'influence, pourtant éphémère, des Puissances occidentales sur la « raya » dans la péninsule.

Au mois de mai 1860 le prince Gortchakoff proposa la réunion d'une conférence des grandes Puissances, touchant la situation des chrétiens dans l'Empire ottoman. Selon les termes de cette proposition, la conférence devait faire comprendre à la Sublime Porte que les Puissances ne sauraient plus tolérer la situation actuelle des chrétiens sujets turcs et que certaines réformes plus radicales devaient être introduites. Cette proposition n'aboutit pas, mais elle produisit son effet sur les populations chrétiennes de la péninsule. Elles n'attendirent dès lors leur salut que de la Russie (1).

Sur ces entrefaites la réunion de la Moldavie et la Valachie fut proclamée (le 23 décembre 1861) et quelques mois plus tard furent posées les bases constitutionnelles de la principauté de Roumanie. « Napoléon III fut l'auteur réel de l'union roumaine, dit un auteur russe. Notre diplomatie, dans son désir de gagner la bienveillance de la France après la guerre de Crimée, eut la faiblesse impardonnable de la laisser s'accomplir et ce fut une des plus graves fautes commises au cours de son histoire » (2).

Quelques années plus tard, on assista à l'apparition de l'Autriche-Hongrie sur la scène politique de la

(1) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 492.

(2) SKALKOVSKY, *La Politique extérieure de la Russie* (en russe), p. 327.

Question d'Orient. La défaite de Sadova (1866) qui exclut la Monarchie de la Confédération germanique la poussa résolument vers les Balkans. Depuis cette époque le principe théorique du « Drang nach Osten » fut résolument suivi par la politique autrichienne. A partir de ce moment toute action isolée d'une puissance quelconque concernant les affaires d'Orient devenait, à plus forte raison, impossible et condamnée à un insuccès certain.

Cependant la Russie n'avait jamais renoncé à l'idée de réparer les graves fautes qu'elle avait commises pendant la guerre de Crimée, fautes qui, sanctionnées par le Congrès de Paris, anéantirent les fruits de la politique de Pierre le Grand, de Cathérine II et d'Alexandre I^{er} (1). L'occasion se présenta pendant la guerre franco-allemande de 1870. Les circonstances politiques étaient éminemment favorables à une révision du traité de Paris. Le comte de Bismarck promettait solennellement son appui à l'Empereur de Russie en vue d'obtenir des Puissances signataires la révision de ce traité ; l'Autriche, affaiblie par la guerre de 1866, ne pouvait songer à un nouveau conflit armé et la Turquie ne voyait pas de difficultés insurmontables à modifier certaines clauses du traité de 1856 (2).

Profitant de cette conjoncture politique, le prince Gortchakoff, chancelier de Russie, par une circulaire en date du 31 octobre 1870, annonçait que la Russie se considérait comme déliée de l'engagement concernant la neutralisation de la Mer Noire (3). La circulaire du prince Gortchakoff produisit une vive émotion en Angleterre. Dans une dépêche, en date du 10 novembre, lord Granville, ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, déclara : « Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accéder à la

(1) KASSIMOFF, *La Russie et les Détroits*, Paris, 1926, p. 80.

(2) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 496 ; KASSIMOFF, *op. cit.*, p. 83.

(3) GORIAINOFF, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910, pp. 157-159.

demande de la Russie. Il ne peut pas admettre qu'une Puissance, quelle qu'elle soit, puisse annuler unilatéralement un traité international ; cela ne peut se faire qu'avec le consentement de toutes les parties contractantes. » (1)

Pour éviter toute complication, le prince de Bismarck proposa alors la convocation d'une conférence des représentants des Puissances signataires du traité de Paris pour délibérer sur la question soulevée par le gouvernement russe dans la circulaire de Gortchakoff (2). Cette proposition aboutit à la conférence de Londres qui se réunit au mois de mars 1871 et qui élabora, au cours de sept séances, le traité de Londres portant modification du traité de Paris en ce qui concerne la navigation des navires de guerre dans la Mer Noire (3).

Cependant, le traité de Londres proclamait encore une fois le principe, déjà consacré par le traité de Paris, qui mettait une barrière aux aspirations russes dans la péninsule des Balkans. Il confirmait la norme de droit international, déjà généralement adoptée, que les clauses d'un traité ne pouvaient être modifiées sans le consentement de toutes les Puissances signataires (4).

C'était ainsi qu'on proclamait solennellement une fois de plus que la question d'Orient était une question européenne et que la Russie n'avait plus le droit de s'immiscer dans les affaires de l'Empire ottoman ni dans la vie intérieure des Etats issus de ce dernier (5).

(1) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 497 ; GORIAINOFF, *op. cit.*, p. 173.

(2) KASSIMOFF, *op. cit.*, p. 89 ; GORIAINOFF, *op. cit.*, p. 197.
GOUDEFF, *op. cit.*, p. 497.

(3) Voir les conventions sur les Détroits et la Mer Noire du 30 mars 1856 et du 13 mars 1871 dans ALBIN, *Les grands traités politiques, recueil des principaux textes internationaux depuis 1815 jusqu'à nos jours*, Paris, 1911, pp. 181 et 183.

(4) Voir l'annexe au protocole n° 1 de la conférence de Londres.

(5) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 498.

Pourtant la situation des populations chrétiennes dans les territoires européens de l'Empire ottoman empirait de jour en jour. Vers la fin de 1874 éclata en Bosnie-Herzégovine une insurrection qui embrasa bientôt tout le pays. Les efforts de la Porte pour réprimer les révoltes restèrent vains. L'Europe dut intervenir. Or, l'œuvre médiatrice de cette dernière se heurta à l'intransigeance du gouvernement du Sultan. Une commission consulaire s'entremet entre les insurgés et le gouvernement turc. Le comte Andrassy, ministre des affaires étrangères de la monarchie dualiste, envoya une note, restée célèbre, où il préconisait un système de réformes adaptées aux besoins et au tempérament de chacune des populations de l'Empire. Mais tous ces efforts furent vains.

L'année 1875 vit les premiers agissements révolutionnaires en Bulgarie. Au mois d'avril 1876 éclata la grande insurrection, dite « insurrection d'avril », qui se termina tragiquement. Des régions entières furent dévastées avec une férocité inouïe par les troupes irrégulières turques et leur population massacrée sans pitié.

« Grâce à leurs habitudes laborieuses et morales, écrivait un diplomate français, malgré bien des avanies, les populations chrétiennes des Balkans allaient grandissant en richesse et en instruction; par la force des choses, elles gagnaient chaque jour du terrain sur les Musulmans. C'est à ce progrès si naturel et si légitime que certains patriotes mahométans entendent mettre un terme par le massacre et l'incendie. Les chiffres de 15 à 20.000 victimes et de plus de cent villages détruits ne paraissent nullement exagérés. » (1)

Ces massacres qui, à ce moment, indignèrent la conscience du monde entier, firent naître ce que, peut-être, le succès même de l'insurrection n'aurait pu

(1) Livre jaune (1877), le 27 juillet, le rapport du comte de Bourgoing sur les insurrections bulgares.

créer : *une question bulgare* qui est devenue la grande difficulté de la question d'Orient (1).

A cette même époque furent massacrés à Salonique les consuls de France et d'Allemagne (le 6 mai 1876) et la Serbie et le Monténégro déclarèrent la guerre à la Turquie. La situation dans le Proche-Orient s'embrouillait de plus en plus et elle inspirait maintenant des inquiétudes sérieuses.

Le 13 mai, à Berlin, un mémorandum, élaboré par le prince Gortchakoff lui-même, fut signé par les représentants de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Les grandes Puissances y étaient invitées à entreprendre une démonstration navale collective contre la Turquie, afin de la contraindre à garantir la vie des agents diplomatiques européens et à exécuter immédiatement les réformes promises.

La Grande-Bretagne refusa cependant de s'associer à la proposition des Etats signataires du mémorandum de Berlin et envoya des renforts à son escadre mouillée dans le golfe de Besika. Il était évident pour tout le monde que ces forces navales britanniques étaient destinées à appuyer la Turquie dans sa résistance à la pression que les signataires et les adhérents au mémorandum annonçaient l'intention d'exercer (2). Cela ne voulait pas dire que l'Angleterre était opposée à toute réforme, à toute amélioration de l'organisation intérieure de la Turquie; tout au contraire, elle poussait cette dernière puissance dans la voie des réformes et de la centralisation. Pour supprimer les revendications inquiétantes des populations chrétiennes, elle conseillait au Sultan de fondre peu à peu ses populations dans une Turquie modernisée, tolérante, libérale et parlementaire (3).

Mais, comme le dit Pinon, dans un pays où la religion fait la nationalité, tout essai de centralisation administrative était voué d'avance à un échec certain.

(1) D'AVRIL, *Négociations relatives au Traité de Berlin*, p. 125.

(2) D'AVRIL, *op. cit.*, p. 142.

(3) PINON, *L'Europe et l'Empire Ottoman*, Paris, 1919, p. 17.

La réforme politique et sociale aboutit à un insuccès complet et la Turquie était aussi décidée qu'auparavant à opprimer les populations chrétiennes.

« C'est un fait digne de remarque, lisons-nous dans le manifeste bulgare en date du 14 août 1876 (1), que les promesses solennelles de réforme, restées d'ailleurs, comme on le sait, à l'état de lettre morte, ont eu toujours pour résultat d'empirer plutôt que d'améliorer la situation en Bulgarie. »

Après tant de démarches infructueuses auprès du gouvernement turc, il était évident pour tout le monde qu'une solution pacifique de cette question devenait de plus en plus improbable.

Le 8 juillet 1876, Alexandre II et François-Joseph se rencontraient à Reichstadt pour envisager l'éventualité d'une action armée contre la Turquie. Là les deux empereurs jetèrent les bases de l'accord du 15 janvier 1877 qui assurait à la Russie la neutralité autrichienne en cas de guerre contre l'Empire ottoman, moyennant l'occupation par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine (2). « Cette convention et non le Congrès de Berlin est pour l'Autriche la base de sa possession de la Bosnie et de l'Herzégovine; c'est elle qui assure aux Russes la neutralité de l'Autriche pendant leur guerre avec les Turcs. » (3)

A partir de ce moment la guerre contre la Turquie était décidée. Le Tsar déclarait, dès le 2 novembre 1876, à lord Loftus, ambassadeur de Grande-Bretagne, « qu'il désirait ne pas se séparer du concert européen, mais que la situation actuelle lui paraissait

(1) Ce manifeste a été rédigé par quelques notables bulgares à Constantinople et présenté aux Cabinets européens par les Bulgares Tzankoff et Balabanoff. Dans cet exposé les auteurs décrivaient la situation déplorable de la population bulgare sous le joug ture et faisaient appel aux grandes Puissances. Au nom du peuple bulgare ils les suppliaient d'intervenir plus énergiquement auprès de la Sublime Porte afin d'obtenir l'introduction de réformes politiques et sociales. Voir ce manifeste cité chez d'Avril, p. 131.

(2) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 506; PINON, *op. cit.*, p. 20.

(3) BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, Paris, 1899, II, p. 254.

intolérable et ne pouvait se prolonger; que si l'Europe n'était pas disposée à agir avec fermeté et avec énergie, il se trouverait obligé d'agir seul » (1).

L'Empereur assura ensuite le représentant de la Reine de la façon la plus solennelle qu'il n'avait nullement l'intention de prendre Constantinople.

Les points de vue du gouvernement russe et du gouvernement britannique dans la question turque étaient en contradiction absolue. Le 4 novembre 1876 lord Derby, faisant un effort suprême pour prévenir la guerre imminente, proposait la convocation d'une conférence à Constantinople. Comme base des délibérations, il posait en premier lieu « l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman ».

Le 10 novembre, le premier ministre de la Grande-Bretagne prononça un discours au banquet du lord-maire en relevant que les intérêts britanniques exigeaient la stricte observation de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie.

Le lendemain, l'Empereur Alexandre II déclara devant les notables de Moscou qu'il avait la ferme intention d'agir seul.

Le 18 novembre le prince de Gortchakoff répondit à la note de lord Derby que « l'indépendance et l'intégrité de la Turquie devaient être subordonnées aux garanties réclamées par l'humanité, les sentiments de l'Europe chrétienne et le repos général ».

La conférence qui se réunit à Constantinople au mois de décembre 1876 sous la présidence du grand vizir, Savfet-Pacha, se proposait comme but d'élaborer le projet des réformes qui devaient être adoptées par le gouvernement du Sultan et appliquées dans ses territoires européens. A cette conférence le nom de la Bulgarie apparaît pour la première fois sur un acte international. Le projet élaboré traçait pour la première fois aussi les frontières du peuple bulgare. Ce

(1) Voir le rapport de lord Loftus à lord Derby du 3 novembre 1876, cité dans PHILLIPSON et BUXTON, *op. cit.*, p. 133, et d'AVRIL, *op. cit.*, p. 154.

tracé correspondait parfaitement à ce qu'exigeait la justice. La Bulgarie, telle que l'a délimitée la conférence de Constantinople, comprenait toute la Macédoine et la plus grande partie de la Thrace, en un mot, toutes les régions peuplées par des Bulgares.

Ce projet qui, dans ses grandes lignes, était l'œuvre de l'Angleterre aurait porté un coup au prestige dont jouissait la Russie auprès des Bulgares. D'autre part, la création d'une grande Bulgarie par une conférence internationale n'était pas dans l'intérêt de la Russie. Une Bulgarie indépendante serait toujours à même de contrecarrer les visées de la Russie dans la péninsule et, bien que le gouvernement russe fût, en apparence, d'accord avec les autres membres de la conférence, il n'épargna rien pour faire aboutir l'œuvre à un échec complet.

En effet, les propositions furent rejetées catégoriquement par la Porte (1). Aussi après le rejet du protocole de Londres du 9 mars, signé par toutes les grandes puissances, la guerre devenait-elle inévitable.

Cette guerre apparaît bien comme un duel entre l'Angleterre et la Russie. Chacune d'elles avait des intérêts propres à défendre : l'Angleterre, les routes de l'Inde par l'intégrité de la Turquie; la Russie, la liberté des Détroits et l'extension de son influence par l'affranchissement des Slaves (2).

(1) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 525.

(2) PINON, *op. cit.*, p. 24.

DEUXIÈME CHAPITRE

LES NEGOCIATIONS POUR LE TRAITE DE BERLIN.

La politique des grandes Puissances en Orient est déterminée par des intérêts d'une grande importance qui, cependant, sont rarement révélés officiellement. Ces intérêts tiennent surtout à des causes géographiques, historiques et économiques. C'est dire que ces intérêts ont un caractère permanent qui nous explique la continuité de la politique orientale des Puissances.

La guerre que la Russie commença en 1877 contre l'Empire ottoman était la dixième depuis deux siècles (1). Tous les vingt ans, en moyenne, l'histoire des relations russo-turques enregistrait une guerre sanglante entre ces deux Puissances et, toujours, l'initiative en appartenait à la Russie. Cette poussée énergique et inlassable que la Puissance moscovite exerçait sur son voisin du sud témoignait, sans aucun doute, des intérêts énormes et toujours constants que l'Empire russe avait sur les bords du Pont-Euxin, intérêts qui, pour être satisfaits, exigeaient la possession du littoral de la Mer Noire et l'établissement d'un régime spécial des Détroits.

Il est évident que les causes de la nouvelle guerre contre la Turquie ne pouvaient être autres que celles qui avaient déterminé les guerres précédentes.

Or, c'est en vain qu'on chercherait, cette fois encore, une explication officielle suffisante des raisons qui avaient poussé la Russie à une action armée. Les seuls

(1) La première guerre entre la Russie et la Turquie eut lieu en 1677 (voir GOUDEFF, *op. cit.*, p. 21).

prétextes plausibles qu'elle donnait étaient des motifs de caractère religieux et humanitaire.

Lorsque, le 6 mai 1877, le gouvernement britannique communiqua au gouvernement impérial que « le gouvernement de Sa Majesté ne verrait pas d'un œil indifférent passer en d'autres mains que celles de ses possesseurs actuels une capitale placée dans une situation aussi importante » et qu'il voyait de graves inconvénients à ce que soit modifié le statut existant des Détroits, le prince Gortchakoff répondit le 30 mai 1877 :

« Le Cabinet Impérial est en droit d'attendre que le gouvernement anglais de son côté prendra en sérieuse considération les intérêts spéciaux de la Russie engagés dans cette guerre et pour lesquels elle s'est imposé de si lourds sacrifices. *Ces intérêts consistent dans la nécessité absolue de mettre fin à la situation déplorable des chrétiens soumis à la domination turque.*

« Cet état de choses et les actes de violence qui en résultent répandent en Russie une agitation provoquée par le sentiment chrétien si profondément enraciné dans le peuple russe, et par les liens de race et de religion qui rattachent ce peuple à une grande partie de la population chrétienne de la Turquie. »

Et, plus loin :

« Le but ne saurait être atteint tant que les populations chrétiennes de la Turquie ne seront pas placées dans une situation où leur vie et leur sécurité seront suffisamment garanties contre les abus intolérables de l'administration turque » (1).

Voilà quelles furent les raisons invoquées par la Russie officielle. Cette dernière n'a d'ailleurs pas cessé jusqu'à la guerre européenne de se servir des moyens propres à la politique de Pierre le Grand et de Catherine II pour impressionner le public russe et pour soulever l'enthousiasme dans l'âme sentimentale

(1) Voir le texte de ces documents diplomatiques chez D'AVRIL, *op. cit.*, p. 267, chez PHILLIPSON et BUXTON, *op. cit.*, p. 138, ainsi que chez GOUDEFF, *op. cit.*, p. 532.

du peuple. L'idée que la Russie avait une « mission historique » à accomplir dans l'œuvre d'affranchissement des frères slaves, le conte historique du testament de Pierre le Grand, qui ordonnait aux générations futures d'employer tous leurs efforts à hisser de nouveau la croix sur Sainte Sophie, pouvait seul toucher l'âme russe et la préparer à des efforts intenses (1).

Ce n'est, aujourd'hui, un secret pour personne que la Russie se jeta dans la guerre de 1877 pour accomplir ses propres fins. L'affranchissement des peuples chrétiens soumis au joug turc et, en particulier, celui de la Bulgarie ne fut qu'un moyen, qu'une étape à franchir pour la Russie dans la voie de la réalisation de ses visées égoïstes. Les populations chrétiennes de la péninsule ne l'intéressaient qu'autant qu'elles pouvaient lui servir de pont pour arriver à son but : Constantinople et les Dardanelles. S'il n'en eût été ainsi, comment expliquer qu'à la veille de la guerre de 1877 la Russie ait conclu avec l'Autriche-Hongrie la convention de Reichstadt mentionnée plus haut, où elle sacrifiait des régions absolument slaves, uniquement pour parvenir à atteindre son objectif final — les Détroits? La convention secrète passée entre la Russie et l'Autriche stipulait que la Bosnie et l'Herzégovine, provinces exclusivement peuplées de Slaves, seraient annexées à l'Autriche, puissance hostile aux Slaves, qui les opprimerait sans nul doute (2).

Les sentiments humanitaires, les idées civilisatrices, les considérations désintéressées de la Russie, toutes ces belles paroles, enfin, qui font si bien dans les documents diplomatiques, n'étaient qu'une apparence dont le but était d'induire en erreur l'opinion publique du monde entier et surtout de leurrer la popula-

(1) Comp. ALTINOFF, *La Turquie nouvelle et la Question d'Orient* (en bulgare), Sofia, 1926, éd. de l'Union des Savants, des Ecrivains et des Artistes bulgares, p. 52; TATISTCHEFF, *Alexandre II* (en russe), II, p. 435.

(2) GORIAINOFF, *Le Bosphore et les Dardanelles*, p. 377.

tion bulgare qui devait plus tard servir d'instrument docile à la politique russe (1).

D'ailleurs nous avons à cet égard des aveux complets et catégoriques dus à la plume de publicistes et d'hommes d'Etat russes bien connus.

Ainsi M. Alexinsky, un des membres les plus en vue de l'ancienne Douma, dont les vues représentaient sans doute l'opinion d'une partie considérable de la société russe, dit que les arguments concernant le caractère religieux et historique des intérêts russes dans la question des Détroits ne tenaient pas debout; qu'ils étaient plutôt « l'expression (embroidery) verbale et métaphysique des aspirations économiques et politiques des nationalistes russes » (2).

Un autre homme d'Etat russe, Tatichtcheff, était encore plus franc et plus sincère que le précédent. Il disait tout carrément que le but final de la politique russe dans la question d'Orient devait être, d'une part, l'établissement de la domination russe sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles et, d'autre part, l'établissement du protectorat russe sur les populations slaves des Balkans (3).

Tatichtcheff a eu l'occasion de compulsier un grand nombre de documents diplomatiques originaux et secrets, et c'est après avoir terminé ses recherches extrêmement intéressantes dans les archives de la diplomatie russe qu'il a été amené à dire que la conclusion logique de la politique suivie par la Russie depuis plus d'un siècle était l'établissement de la puissance moscovite sur les Détroits et la mise en tutelle des populations des Balkans (3). « Le moment est venu, écrit-il, de dire cela franchement, sans hésita-

(1) MICHEFF, *La Mer Noire et les Détroits de Constantinople*, p. 647.

(2) ALEXINSKY, *Russia and the Great War*, London 1915, p. 302.

(3) TATICHTCHEFF, *Entretiens diplomatiques sur la politique extérieure de la Russie* (en russe), St-Petersbourg, 1890, pp. 89, et suivantes. Une analyse détaillée de cet intéressant ouvrage est faite par M. Micheff dans son livre précité, p. 648.

(4) MICHEFF, *op. cit.*, p. 648.

tion ni réticence, sans une timidité mensongère, que rien ne justifie, conscients de notre droit et de notre force dans la pleine compréhension de notre vocation historique. » (1)

« Pendant les premières années de son règne, continue Tatichtcheff, l'empereur Nicolas I^{er} informa toute l'Europe que la Russie avait le même intérêt à dominer le Bosphore et les Dardanelles que la Grande-Bretagne à tenir le détroit de Gibraltar. Et si, plus tard, il a déclaré ne pas convoiter, pour lui, le moindre lopin de terre ottomane, ce n'était qu'à la condition formelle qu'il ne permettrait à aucune autre puissance de prendre ne fût-ce qu'une parcelle du territoire turc (2).

« C'est assurément dans le même sens qu'à la veille de la dernière guerre d'Orient l'empereur Alexandre II a promis à l'ambassadeur anglais de ne point occuper Constantinople. » (3)

Il y a encore nombre de preuves de ce genre, de date plus récente, que nous aurons l'occasion de reproduire ultérieurement.

La conclusion en est que la guerre de 1877 n'a été entreprise par la Russie que dans le but de donner à la question des Détroits une solution plus favorable à l'Empire russe et de réaliser certains avantages tant politiques qu'économiques au profit de ses intérêts.

Quels sont donc ces intérêts? En premier lieu ce sont des intérêts économiques. La Russie des Tzars, comme tous les pays qui ont des dettes énormes à payer à l'étranger, dépend plus qu'aucune autre puissance de sa balance commerciale. Elle doit faire des

(1) TATICHTCHEFF, *op. cit.*, p. 29.

(2) A ce même sujet, voir la conversation entre l'Empereur Nicolas et l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir George Hamilton Seymour, le 21 février 1853, publiée dans l'ouvrage précité de M. René Pinon, p. 10.

(3) TATICHTCHEFF, *op. cit.*, pp. 29 et suivantes; sur la promesse de l'empereur Alexandre de ne pas occuper Constantinople, faite à lord Loftus, voir le rapport de ce dernier en date du 3 novembre 1876 chez Philipson et Buxton, p. 133, et d'Avril, p. 154.

efforts constants pour que cette dernière soit toujours active afin de ne pas déséquilibrer sa balance des comptes.

Au point de vue de la balance commerciale, le trafic par la Mer Noire est d'une importance toute particulière pour la Russie. L'exportation des céréales tient une place de premier ordre dans le commerce extérieur de la Russie. Il constitue 55 p. c. de toute son exportation (1). Or, l'exportation des céréales se fait en grande partie par la Mer Noire (72,4 p. c. de 1909 à 1911). Il en est de même pour le minerai de fer et divers autres minerais extraits du sol russe dont l'exportation se fait presque exclusivement par la Mer Noire. Il est évident qu'il n'existe aucune autre voie pour l'exportation des produits de la Russie méridionale que celle qui passe par les Dardanelles. Les Détroits sont la clef du commerce de la Mer Noire et, par conséquent, de celui de la Russie (2).

C'est encore une preuve que la Russie ne revendique pas la possession des Détroits au nom d'une idée panslaviste ou pour des considérations de caractère religieux, mais bien parce qu'une nécessité absolue l'y pousse.

« Tant qu'elle existera comme grande puissance, dit Pinon, la Russie cherchera à trouver, sur les libres océans, la respiration maritime dont elle a besoin et les limites naturelles qui lui font défaut au milieu de l'infini déroulement de ses grandes plaines. La Russie, tant qu'elle sera la Russie, c'est-à-dire tant qu'elle gardera, avec son unité, la conscience de ses intérêts et de ses traditions, tendra d'un effort inlassable à s'assurer la liberté des Détroits, à tenir « la clef de sa maison » (3).

Ces paroles prophétiques d'un excellent connaisseur

(1) Ce chiffre est valable pour la période de 1901 à 1911.

(2) ALTINOFF, *La Turquie nouvelle*, p. 54.

(3) PINON, *op. cit.*, pp. 13 et 14, ainsi que BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, t. II, pp. 306 et suivantes.

de la question d'Orient gardent toute leur signification aujourd'hui comme il y a vingt ans, et longtemps encore elles resteront parfaitement vraies. Nous verrons plus loin comment les gouvernements révolutionnaires de Russie ont, après le changement de régime survenu en 1917, poursuivi la politique des gouvernements tzaristes dans la question des Détroits.

Lorsqu'on parle des intérêts de la Russie en Orient en est amené, par la force même des choses, à tracer les grandes lignes de la politique britannique dans la question d'Orient. En effet, pour bien comprendre le développement des événements qui se sont précipités à la suite de la guerre de 1877, il faut connaître les causes fondamentales du conflit qui, dans les Balkans, et en Perse, a dressé la Grande-Bretagne contre la Russie.

Il est bien connu que la force britannique réside dans son empire d'outre-mer. La possession des Indes est la pierre angulaire de la puissance de la Grande-Bretagne; c'est elle qui lui assure la place prépondérante dans la direction des affaires politiques du monde entier.

Le besoin d'affermir et de conserver sa domination dans les colonies de l'Asie a créé la puissance maritime de la Grande-Bretagne. Le rôle primordial de sa flotte a été d'assurer la sécurité et la permanence des communications avec les Dominions. Se rendre maîtres peu à peu et méthodiquement des principales routes de terre et de mer reliant la métropole aux régions extrêmes, assurer la liaison économique entre les parties de l'immense empire, telle a été la politique constante des gouvernements anglais. C'est un fait digne d'admiration de voir comment l'Angleterre a su, grâce à une politique persévérante et méthodique, grâce à un sens très vif des réalités, rendre presque invulnérables tous les chemins mondiaux qui mènent de l'Angleterre aux Indes et aux autres dominions d'outre-mer. Trois siècles d'efforts inlassables ont mis entre les mains des Anglais les points stratégiques les plus importants disposés le long de la voie mari-

time des Indes : Gibraltar, Malte, Chypre, Suez, Straits-Settlements, Falklands, autant de jalons qui marquent le chemin de la puissance britannique et qui lui assurent la maîtrise de la mer.

Les Détroits du Bosphore et des Dardanelles constituent un point stratégique non moins important que les précédents pour la sécurité de la route des Indes. Avant l'ouverture du canal de Suez, leur importance était d'autant plus grande qu'une partie de la route qui conduisait les marchandises anglaises au cœur même de la Perse passait en territoire turc par Erzeroum, Alachkert et Bayazid. Depuis l'ouverture du canal de Suez, tout débouché russe sur la mer Egée constituerait une menace sérieuse pour la liberté de cette route (1). Il est évident que toute tentative ayant pour but l'établissement de l'autorité russe sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles doit apparaître à la Grande-Bretagne comme dirigée contre ses intérêts les plus chers. Il est en conséquence bien naturel que cette dernière puissance mette en action toutes les ressources de sa diplomatie chaque fois que la question des détroits est soulevée par la Russie.

Pour contrecarrer les visées russes, l'Angleterre s'est attachée à défendre le principe de l'intégrité et de l'indépendance absolue de l'Empire ottoman : cela a été sa tactique favorite. Selon l'expression de Pinon la Turquie a de tout temps été « le bastion défensif » des intérêts britanniques dans le Proche-Orient. Nous trouvons l'expression de cette politique anglaise, consistant à soutenir la Turquie dans les efforts qu'elle faisait pour contenir la poussée russe vers le Sud, dans une dépêche de M. Layard, ambassadeur de Grande-Bretagne à Constantinople, en date du 19 juin 1877 : (2)

(1) Consulter à ce sujet : PINON, *L'Europe et l'Empire Ottoman*, pp. 24 et suivantes; PIERRE LYAUTEY, *Le drame oriental et le rôle de la France*, Paris, 1923, p. 411; ALTINOFF, *op. cit.*, pp. 56 et suivantes.

(2) Dépêche de M. Layard à lord Derby du 19 juin 1877, citée par D'AVRIL, *op. cit.*, p. 275.

« Assurément, dit l'ambassadeur, la politique qui nous a fait soutenir la Turquie pour nos propres fins et notre sécurité, et non pour un amour abstrait des Turcs et de leur religion, politique approuvée et adoptée par les plus grands hommes d'Etat, n'est pas de celle que les événements des derniers mois, n'ayant aucune relation avec elle, suffisent pour renverser.

» Cette politique est basée en partie sur la croyance que la Turquie est une barrière aux desseins ambitieux de la Russie en Orient et que le Sultan, le chef reconnu de la religion mahométane, est un allié utile, sinon nécessaire, de l'Angleterre qui a des millions de musulmans parmi ses sujets... »

Dans cette dépêche, M. Layard souligne aussi la deuxième raison qui pousse la Grande-Bretagne à ménager le Sultan, calife de l'Islam, et de l'avoir parmi ses alliés. C'est le fait que l'Angleterre compte des millions de musulmans parmi ses sujets. Ainsi deux intérêts différents dictent à l'Angleterre une seule et même politique : soutenir l'Empire ottoman et le préserver de l'effondrement et du partage éventuel. Ces intérêts vitaux sont, comme nous venons de le voir, la sécurité de la route de l'Inde, d'une part, et, de l'autre, le maintien de la domination britannique sur le monde musulman.

Nous aurons plus tard l'occasion de faire ressortir aussi l'intérêt que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne manifestaient à cette époque pour les affaires d'Orient.

Les négociations qui ont abouti au traité de Berlin eurent leur origine dans les conversations diplomatiques et dans l'échange de notes qui, bien avant qu'éclatât la guerre russo-turque, se poursuivaient entre les gouvernements russe et britannique.

Le gouvernement anglais attira l'attention du gouvernement impérial sur les graves inconvénients qui résulteraient d'une action armée de la Russie contre Constantinople dans le cas où cette intervention se proposerait comme but d'introduire une modification, si minime fut-elle, du régime des détroits.

Le gouvernement de Pétersbourg se vit obligé de donner les assurances les plus solennelles qu'il n'avait aucune intention de s'emparer de Constantinople (1); qu'il reconnaissait que le problème de l'avenir de la capitale turque et des Détroits était une question d'intérêt général et que, dans l'intérêt même de la paix et de l'équilibre international, il serait préférable que cette question fût résolue au moyen d'une entente générale sur des bases équitables et efficacement garanties... (2)

Au début même de la guerre, le 8 juin 1877, le comte Chouvaloff, ambassadeur de Russie à Londres, exposa à lord Derby le but que la Russie se proposait d'atteindre par la force des armes, mais, toutefois, à la condition expresse que la Turquie consentirait à demander la paix avant que les troupes russes eussent franchi les Balkans. Les conditions que la Russie proposait à cette époque, étaient les suivantes : création d'une Bulgarie autonome dans la région comprise entre le Danube et les Balkans, vassale au Sultan et sous la garantie de l'Europe ; compensation territoriale pour la Serbie et le Monténégro ; autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine dont la forme de gouvernement serait établie d'un commun accord entre les Puissances ; annexion à la Russie de la Bessarabie abandonnée en 1856 et de Batoum avec ses environs ; proclamation par toutes les Puissances de l'indépendance roumaine et annexion d'une partie de la Dobroudja à la Roumanie. Enfin la Russie ne s'opposerait pas à ce que l'Autriche reçut des compensations en Bosnie et même en Herzégovine (3).

En même temps le Tsar transmet ces conditions à l'attaché militaire britannique, le colonel Wellsley.

(1) Voir plus haut le rapport de lord Loftus à lord Derby, en date du 3 novembre 1876.

(2) Voir la réponse du prince Gortchakoff en date du 30 mai 1877 à la communication du Gouvernement britannique du 6 mai 1877.

(3) GOUDEFF, *op. cit.*, p. 533.

Ainsi, dès le début de la guerre, la Russie annonça à l'Europe entière ses intentions officielles.

Encouragée par l'attitude de stricte neutralité qu'avaient adoptée les grandes Puissances dans la nouvelle crise d'Orient et par les propos bienveillants du prince de Bismarck qui avait déclaré devant le Reichstag que l'Allemagne ne mettrait point son veto tant que les buts poursuivis par la Russie resteraient les mêmes que ceux de l'Allemagne elle-même (1), la diplomatie russe essaya à plusieurs reprises pendant toute la durée de la guerre d'écarter l'intervention de l'Europe dans son conflit avec la Turquie.

C'est ainsi que le 31 juillet 1877 l'Empereur qui se trouvait alors au Quartier Général de l'armée russe à Béla (petite ville en Bulgarie du nord) déclara à l'attaché militaire de Grande-Bretagne qu'il ne pouvait accepter aucune intervention en faveur de la Turquie.

Cependant les efforts du gouvernement et de la diplomatie russes aboutirent à un insuccès, presque complet.

Trois jours après la prise de Pleven, le 13 décembre 1877, lord Derby donna un nouvel avertissement à l'ambassadeur russe. Il lui annonça que « le gouvernement de Sa Majesté était d'avis que l'occupation de Constantinople par les forces russes, fut-elle même temporaire et purement militaire, serait un événement que, sous tous les rapports, il serait très désirable d'éviter... » (2)

Cette communication du gouvernement britannique contenait aussi une menace sans équivoque quoique pleine de réserves.

« Dans le cas contraire, disait-elle, le gouvernement de Sa Majesté garderait toute liberté de prendre telle

(1) « Nos intérêts, plus que ceux des autres Puissances, s'accordent avec la prépondérance de la Russie au sud de l'Europe orientale ; on peut même dire qu'ils y trouvent leur compte ». BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, t. II, page 323.

(2) Voir la communication faite par lord Derby à l'ambassadeur russe, en date du 13 décembre 1877, citée dans D'AVRIL, page 285.

mesure que lui commanderait le souci de la protection des intérêts britanniques.»

Cette fois encore le prince Gortchakoff répondit en déclarant, comme l'avait affirmé le Tsar, que la Russie n'avait pas l'intention d'occuper Constantinople.

A cette époque le Quartier Général de l'armée russe avait déjà élaboré les conditions de paix qui devaient servir de base aux pourparlers éventuels avec les Turcs. Ces conditions, approuvées par le Tsar, devinrent par la suite les clauses principales du traité de San-Stéphan.

Au mois de janvier 1878, lorsque les armées russes franchirent les Balkans, le gouvernement britannique, ayant appris que des pourparlers auraient été entamés entre les deux partis en cause, fit savoir au gouvernement russe que toute convention, signée entre la Russie et la Porte, et qui modifierait, en quoi que ce fût, les clauses du traité de Paris de 1856 ou du traité de Londres de 1871, ne pouvait être conclue qu'avec le consentement des Puissances ayant participé à la conclusion desdits traités. Au cas contraire la Grande-Bretagne considérerait toute transaction séparée entre la Russie et la Turquie comme nulle et non avenue.

L'Autriche-Hongrie s'associa à la déclaration britannique. Le gouvernement de Vienne ne pouvait pas être satisfait des conditions de paix qui lui avaient été communiquées par le Tsar. Elles prévoyaient la création d'une grande Bulgarie, chose qui était contraire à la convention de Reichstadt et, par conséquent, aux intérêts de la Monarchie. Un fort pays slave dans la péninsule, c'était un obstacle infranchissable sur le chemin de l'Autriche-Hongrie vers Salonique, vers la mer libre. Le gouvernement de Vienne ne pouvait, en conséquence, permettre à la Russie de handicaper sa politique balkanique, politique qui était aussi celle de Berlin. A mesure que les troupes russes approchaient de Constantinople, l'Europe, craignant une rupture de l'équilibre dans les Balkans, commençait à manifester certaines inquiétudes sur les véritables intentions de

la Russie, et sur le sort futur de l'Empire ottoman et des Détroits.

Le gouvernement de Pétersbourg se vit obligé de renouveler une fois de plus l'assurance qu'il n'avait pas l'intention de résoudre séparément les questions européennes qui pourraient surgir lors de la conclusion du traité de paix avec la Turquie (1).

En même temps le Cabinet de Pétersbourg voulait faire comprendre aux Puissances que le traité qu'il ferait signer à la Turquie n'aurait qu'un caractère préliminaire. Le prince Gortchakoff l'affirma même d'une façon formelle à l'ambassadeur de Grande-Bretagne (2).

Peu après fut signé l'armistice d'Andrinople, le 31 janvier 1878, qui traça les bases de la paix future. D'après les clauses de cet armistice, la Bulgarie devrait être érigée en principauté autonome, vassale du Sultan dans les lignes tracées par la conférence de Constantinople ; elle devait comprendre tous les territoires dont la population était en majorité bulgare. On reconnaissait l'indépendance de la Roumanie et de la Serbie en leur accordant des compensations territoriales. La Bosnie et l'Herzégovine devaient jouir d'une administration autonome. Enfin, la Turquie s'engageait à payer à la Russie une contribution de guerre dont le montant et le caractère devaient être fixés par la suite.

D'autre part, les préliminaires d'Andrinople contenaient une clause unique concernant les Détroits. Il y était stipulé que « le Sultan s'entendrait avec l'Empereur de Russie pour sauvegarder les droits et les intérêts de la Russie dans les Détroits du Bosphore et des Dardanelles ».

Telles furent les clauses principales des préliminaires d'Andrinople qui consacrèrent les frontières de la Bulgarie nouvelle, sanctionnées, peu de temps après, par le traité de San-Stéphano.

(1) Livre Bleu, 1878, n° 3.

(2) Livre Bleu, 1878, V, n° 14.

Trois jours après la signature de l'armistice, le comte Andrassy prit l'initiative de proposer la réunion d'une conférence des Puissances, afin de faire homologuer par toutes les Puissances européennes les modifications qu'il était nécessaire d'apporter aux traités existants.

Cette proposition fut reçue avec bienveillance par toutes les Puissances. Tout le monde était d'accord sur le fait que les affaires de Turquie ne pouvaient être discutées qu'avec la participation de toutes les Puissances signataires du traité de 1856.

Cependant, les pourparlers en vue de la convocation du Congrès de Berlin n'avaient pas encore abouti lorsque la nouvelle de la signature du traité de San-Stéphano, conclu le 3 mars 1878 entre les deux parties adverses vint surprendre l'Europe.

Le traité de San-Stéphano du 3 mars 1878 donnait à la Bulgarie ses véritables frontières ethnographiques et historiques. La Bulgarie, telle que l'a créée ce traité, réunissait les différentes parties de la patrie bulgare en une principauté autonome. L'Europe assista alors à la résurrection du peuple bulgare; après avoir, pendant cinq cents ans, courbé la tête sous la domination étrangère, après des siècles d'odieuse oppression, on le vit renaître, tel le phénix de ses cendres, plein de vitalité et d'ardeur. Les premiers jours de la liberté apportèrent au jeune peuple bulgare, avec le sentiment enivrant de l'indépendance, la douce illusion de se voir réuni tout entier dans les mêmes limites qu'au temps glorieux de ses anciens rois. A l'époque de l'affranchissement de la Bulgarie, d'ailleurs, on ne mettait pas en doute le caractère bulgare de la Macédoine, de la Thrace et de la région de Morava. Personne n'osait refuser la nationalité bulgare à toutes ces terres reconnues telles non seulement par les ethnographes, les historiens et les voyageurs, mais aussi par une conférence internationale, celle de Constantinople de 1876. Le prince de Bismarck proclamait, le 19 février 1878, du haut de la tribune du Reichstag, que les frontières ethnogra-

phiques du peuple bulgare « descendent à l'ouest à peu près sans mélange jusqu'au delà de Salonique... » (1) Et le peuple bulgare qui n'avait encore aucune idée de ce qu'on appelait la question Orient, des intérêts européens qui s'entrecroisaient aux abords de Constantinople, cachait dans son âme l'espérance instinctive de voir se réaliser ses rêves. Puis il vivait encore sous l'hypnose du prestige de la Russie. Les armées victorieuses du Tzar campaient aux pieds des murs de Constantinople. Le grand empire slave avait écrasé les oppresseurs et, triomphant et redoutable, dictait maintenant ses conditions au Sultan. N'était-ce pas la Russie qui avait apporté aux chrétiens des Balkans la liberté tant attendue et tant rêvée? L'esprit encore naïf du peuple bulgare ne pouvait pas admettre qu'une puissance quelconque osât remettre en question l'œuvre des armes russes.

Le traité de Berlin qui vint, quelques mois après, scinder la Bulgarie en trois tronçons fut, pour le peuple bulgare, un coup de foudre dans un ciel sans nuages. L'indignation contre l'œuvre de l'Europe à Berlin fut immense.

Cependant, avant d'aborder l'examen du traité issu du congrès de Berlin, il faut nous arrêter d'abord sur la question de savoir quels étaient les mobiles qui dictaient à la diplomatie russe la création d'une grande Bulgarie. Nous avons parlé plus haut des véritables

(1) Voir le discours du prince de Bismarck au Reichstag, le 19 février 1878 : « La situation ethnographique de la Bulgarie, disait l'homme qui depuis vingt ans conduisait les affaires de l'Europe, comme je le sais de source authentique et comme il résulte de la meilleure carte que nous connaissions, celle de Kiepert, est de telle façon que les limites nationales descendent à l'ouest à peu près sans mélange jusqu'au delà de Salonique et vont à l'est, avec un peu de mélange d'éléments turcs jusqu'à la Mer Noire, tandis que la conférence de Constantinople, autant qu'on peut le voir par ses délibérations, s'est arrêtée dans la Bulgarie orientale, un peu au nord des limites de la nationalité et, en revanche, a, peut-être, à l'ouest, rattaché un peu plus que le territoire habité par une population exclusivement bulgare. »

causes de la guerre de 1877. Nous avons également relaté les intérêts qui ont mis en conflit la Russie et la Turquie. La création d'une grande Bulgarie n'était que la continuation de la politique inaugurée par Pierre-le-Grand et Catherine II (1).

Le monde politique de cette époque n'ignorait point qu'une Bulgarie puissante dans les Balkans, était, dans la pensée des diplomates russes, une forte avant-garde solidement établie sur le chemin de Constantinople. Le rôle que la Bulgarie devait jouer plus tard dans la solution de la question d'Orient était fixé d'avance par la Russie officielle (2). Les sympathies de cette dernière pour les populations balkaniques étaient faites, non point tant de la parenté de race et de la communauté de religion que de l'espérance de les voir devenir comme l'avant-garde de l'Empire des Tzars sur la Mer Egée (3).

Sous ce rapport le traité de San-Stéphano faisait justement l'affaire de la Russie. Les articles 7 et 8 étaient consacrés à la Bulgarie. Ils prévoyaient le contrôle et une surveillance étendue de la Russie sur l'organisation du nouvel Etat. Ainsi, les statuts organiques de la principauté devaient être élaborés sous la surveillance russe. L'introduction de l'administration nouvelle en Bulgarie, son fonctionnement étaient également soumis au contrôle immédiat des commissaires du gouvernement russe pour une période de deux ans. La Russie se réservait aussi le droit de fixer, d'accord avec le gouvernement turc, le chiffre des effectifs bulgares ; elle se chargeait en outre de leur instruction. En ce qui concerne l'élection du futur prince de la Bulgarie, le texte du traité de San-Sté-

(1) Consulter TATICHTCHEFF, *La politique extérieure de Nicolas 1^{er}*, page 224.

(2) BECKER, *La guerre contemporaine dans les Balkans et la question d'Orient*, 1885-1897. Paris 1899, page 7 ; consulter aussi à ce sujet : MICHEFF, *op. cit.*, page 647 ; ALTINOFF, *op. cit.*, page 25.

(3) PINON, *L'Europe et l'Empire Ottoman*, page 27 ; BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, II, page 255.

phano est assez vague. Mais la conclusion qu'on en peut tirer est que la Russie se déclare hostile au principe de l'hérédité de la couronne bulgare (1). Le traité de Berlin ne précisa pas non plus ce point douteux et la question de l'hérédité du trône de Bulgarie fut réglée par la suite par la Constitution de Tirnovo (2).

La situation privilégiée que la Russie s'était créée dans les Balkans, par les préliminaires d'Andrinople d'abord et ensuite par le traité de San-Stéphano, inspirait aux autres Puissances de vives inquiétudes. L'équilibre dans les Balkans était sérieusement menacé. Ni la Grande-Bretagne, ni l'Autriche-Hongrie, ni l'Allemagne même ne pouvaient tolérer que la Russie devint prépondérante dans la péninsule et dans les affaires de l'Empire ottoman. Le sort du traité de San-Stéphano était décidé avant qu'il fût conclu. L'Europe se réservait le droit d'examiner une à une les clauses de ce traité qui bouleversait le statu quo balkanique et menaçait par là la paix européenne. La Russie savait fort bien que l'Europe ne permettrait pas qu'on lui imposât un traité séparé réglant des questions qui touchaient les intérêts les plus intimes des autres Puissances.

(1) Sur le Traité de San Stéphan, voir ALBIN, *Les grands traités politiques*, page 187.

(2) La Russie a toujours été contre le principe de l'hérédité de la couronne bulgare et lui a toujours préféré le principe de l'éligibilité. Lorsqu'en 1893 la Constitution bulgare fut modifiée, afin de permettre au prince de se marier et d'avoir des héritiers, le gouvernement russe, par une circulaire en date du 23 février 1893 adressée aux Puissances, protesta contre cette modification en soutenant qu'en vertu du traité de Berlin la couronne bulgare n'était pas héréditaire. Le gouvernement bulgare répondit que la question de l'hérédité du trône de Bulgarie était expressément réglée par la loi fondamentale du pays, c'est-à-dire la Constitution approuvée par toutes les grandes Puissances y compris la Russie. La protestation de cette dernière n'a eu aucune suite. Nous aurons plus tard l'occasion de faire remarquer pourquoi la Russie désirait que la couronne bulgare fut éligible et non héréditaire ; elle voulait contribuer de la sorte à l'instabilité de la situation intérieure de la Bulgarie.

« Un mois au moins avant la conclusion du traité de San-Stéphano, dit Tatichtcheff, il fut décidé que l'on convoquerait un congrès européen pour réviser le traité de paix séparé signé entre la Russie et la Porte. » (1)

Le jour même de la signature du traité de San-Stéphano, au banquet offert à cette occasion à Andrinople, le général Skobeleff avait déclaré, en présence de plusieurs Bulgares, que « le Traité ne serait pas de longue durée, parce que l'Angleterre serait la première à demander sa révision et par conséquent sa modification. » (2)

Le prince Gortchakoff lui-même avait déclaré à plusieurs reprises que la Russie n'avait pas l'intention de résoudre toute seule les problèmes européens qui pourraient surgir lors de la conclusion de la paix avec la Turquie et que le traité séparé signé entre les deux parties adverses n'aurait qu'un caractère préliminaire.

Pourquoi, dans ces conditions, la Russie était-elle si pressée de conclure la paix avec l'Empire ottoman sur des bases dont l'instabilité lui était déjà connue ? Pourquoi la Russie tenait-elle à créer une grande Bulgarie dont l'existence éphémère ne faisait aucun doute ?

C'était en premier lieu une question d'amour-propre et de dignité. La Russie était une grande

(1) TATICHTCHEFF, *Du passé de la diplomatie russe* (en russe), page 509, cité par GOUDEFF, *op. cit.*, page 537.

(2) S. RADEFF, *Les constructeurs de la Bulgarie contemporaine* (en bulgare), Sofia, 1911, t. I, page 5. Le livre de M. Radeff, actuellement ministre plénipotentiaire de Bulgarie à Washington, comprenant deux volumes assez considérables, est le meilleur ouvrage existant sur l'histoire politique et diplomatique de la Bulgarie depuis l'affranchissement jusqu'à la guerre. Il abonde d'un grand nombre de documents originaux et inédits et nous aurons l'occasion, au cours de notre développement, d'y recourir à plusieurs reprises. L'impartialité et le talent indiscutable de l'auteur de cet excellent ouvrage en font un véritable chef-d'œuvre d'histoire politique et diplomatique.

Puissance ; au prix de sacrifices énormes ses armées étaient sorties victorieuses de la guerre contre l'ennemi séculaire : le Turc. Le Grand Empire Russe se serait trouvé dans une situation vraiment trop humiliante s'il avait permis aux autres Puissances de lui dicter les conditions de la paix. Le vainqueur a, de tout temps, imposé sa volonté au vaincu. De même la Russie devait faire accepter aux Turcs ses conditions. Ce n'était qu'ensuite que l'Europe pouvait s'en mêler et, peut-être, modifier quelques-unes des clauses du traité. Cette procédure était plus digne et moins humiliante pour les susceptibilités d'une grande Puissance.

En second lieu, par le traité de San Stéphan, la Russie voulait prouver aux chrétiens de la péninsule et surtout au peuple bulgare qu'elle était leur unique protectrice et qu'elle était la seule Puissance à désirer la réalisation de leurs idéals nationaux. Faire comprendre aux slaves des Balkans que l'Europe se souciait peu de la situation des populations chrétiennes en Turquie — voilà ce que voulait la Russie. Sous ce rapport, elle a eu gain de cause. Longtemps après l'affranchissement, le peuple bulgare n'accusait de son démembrement que le reste de l'Europe. N'était-ce pas cette dernière qui avait détruit l'œuvre de San Stéphan, l'œuvre de la Russie généreuse ?

Aussi, quel que fût le sort du traité de San Stéphan, il devait être fait. Les intérêts et la dignité russes l'imposaient (1).

Sa signature, qui mettait l'Europe devant le fait accompli et dont le but n'était pas un secret pour les Puissances, souleva une indignation générale parmi les Etats rivaux de la Russie.

L'Europe manifestement réclamait la révision du traité de San Stéphan et le gouvernement russe dût entrer dans la voie des pourparlers diplomatiques avec les Puissances intéressées directement aux affaires ottomanes, en vue du règlement définitif du *statu quo* balkanique.

(1) Comp. GOUDEFF, *Histoire de la question d'Orient*, p. 545.

TROISIÈME CHAPITRE

LE TRAITE DE BERLIN.

Le traité de San Stéphano dressa, l'un contre l'autre, les deux adversaires séculaires — la Russie et la Grande-Bretagne. L'attitude nettement hostile et même menaçante que cette dernière adopta à l'égard des aspirations russes, les mesures militaires que prit le gouvernement Beaconsfield pour parer éventuellement au coup que les Russes se préparaient à asséner à l'Empire ottoman et au *statu quo* balkanique, provoquèrent la chute du secrétaire d'État aux affaires étrangères, lord Derby.

Celui-ci fut remplacé par le marquis de Salisbury qui s'empessa de déterminer immédiatement les objections que le gouvernement de la Reine avait à faire au traité de San Stéphano et de souligner par là les intérêts suprêmes de l'Empire britannique qui risquaient d'être profondément lésés par les modifications que la Russie se proposait d'effectuer en Orient.

Dans sa circulaire du 1^{er} avril, adressée aux ambassadeurs de la Reine accrédités auprès des grandes Puissances, lord Salisbury donnait une interprétation minutieuse des clauses du traité de San Stéphano dont il soulignait la véritable importance.

Ainsi, disait-il, la Bulgarie, un grand Etat slave, possédant des ports sur la Mer Noire et sur l'Archipel, donnerait à la Russie une influence prépondérante sur ces deux mers. La grande Bulgarie projetée contiendrait des populations de race grecque. Un commissaire russe surveillerait la rédaction des lois destinées à améliorer le sort de la Thessalie et de l'Epire. Les engagements pour la protection des adhérents de l'Eglise russe ne seraient pas plus limités dans leur

tendance que les articles du traité du Kutchuk-Kaynardji abolis en 1856. Toutes ces dispositions accroîtront la puissance de la Russie dans les contrées grecques, au détriment non seulement de la nationalité grecque, mais de tous les pays qui ont des intérêts dans l'Est de la Méditerranée. L'acquisition de Batoum, la reprise de la Bessarabie, l'extension orientale de la Bulgarie assureraient la prépondérance russe sur tout ce qui entoure la Mer Noire, en même temps que la possession des forteresses de l'Arménie placerait la population de cette province sous l'influence immédiate de la Russie. D'un autre côté, la rectification de frontière stipulée en Asie obligerait le commerce européen avec la Perse à transiter par un territoire russe (1).

Nous avons cité ici non seulement les points de cette intéressante circulaire qui se rapportent à la Bulgarie, mais aussi tous ceux qui donnent une idée précise des intérêts que la Grande-Bretagne avait à défendre et des craintes, justifiées ou non, qu'elle éprouvait.

Il est évident que le but de la politique anglaise — but qui, du reste, n'a pas changé depuis lors — était d'entraver le développement de l'influence russe dans les Balkans et en Asie.

La Russie, épuisée par la guerre qui venait de prendre fin, ne pouvait plus envisager la possibilité d'un nouveau conflit armé où, cette fois, elle aurait dû affronter l'Angleterre et éventuellement l'Autriche-Hongrie. En effet, mécontente de ce que le traité de San-Stéphano ne faisait point mention de la convention de Reichstadt (2), cette dernière Puissance se déclarait prête à appuyer la Grande-Bretagne, non seulement diplomatiquement, mais aussi militairement.

C'est ainsi que le Cabinet de Saint-Petersbourg dût

(1) Voir d'AVRIL, *op. cit.*, page 339.

(2) Selon le traité de San-Stéphano, la Bosnie et l'Herzégovine restaient sous la domination turque.

s'engager dans la voie des conversations diplomatiques et des concessions.

Les pourparlers extrêmement épineux, engagés entre Pétersbourg et Londres, aboutirent, en fin de compte, à deux mémorandums secrets, signés par le marquis de Salisbury et le comte Chouvaloff, le 30 mai 1878, à Londres.

Ces deux documents diplomatiques réglèrent le sort de la Bulgarie. Ils supprimaient, purement et simplement, le traité de San Stéphano et tous les avantages qu'il attribuait à la principauté ressuscitée. Le congrès de Berlin n'avait plus qu'à se réunir pour sanctionner l'accord intervenu entre l'Angleterre et la Russie.

Voici les points les plus importants des mémorandums de Londres (1) :

1° Il y aura deux provinces de Bulgarie : l'une au nord des Balkans, sous un prince ; l'autre au sud, ne touchant pas la Mer Egée, avec un gouverneur chrétien et un gouvernement semblable à celui des colonies anglaises.

2° L'Angleterre soulèvera dans le Congrès la question de la réorganisation de la Bulgarie par l'Europe et discutera la question de l'occupation en Roumanie.

3° Le gouvernement anglais discutera au Congrès la durée et la nature de l'occupation russe en Bulgarie.

4° La Russie consent à ce que le passage des Dardanelles et du Bosphore reste dans le *statu quo* ; le Gouvernement britannique, cependant, se réserve de discuter au Congrès toute la question des Détroits.

La signature des mémorandums de Londres, qui fut un gros succès de la politique anglaise, aplanit toutes les difficultés pour la réunion du Congrès de Berlin.

Le triomphe de la politique anglaise fut couronné par l'obtention de l'île de Chypre. En négociant avec

(1) Voir le texte complet des mémorandums du 30 mai 1878 dans D'AVRIL, *op. cit.*, page 344.

la Russie, l'Angleterre prenait, en même temps, ses précautions. Comme compensation de l'occupation par la Russie de Batoum, Kars et Ardahan, la Grande-Bretagne se fit céder par le Sultan l'île de Chypre. Une convention d'alliance défensive entre la Turquie et l'Angleterre pour la défense des territoires du Sultan par la force des armes servit de base à cette cession. Ainsi s'accomplit la prophétie que Benjamin Disraeli avait faite dès 1847 (1).

La présidence du Congrès de Berlin, qui se réunit peu après la signature de l'accord de Londres, fut dévolue au Chancelier de l'Empire allemand, le prince de Bismarck.

Bien que, dans le discours prononcé le 19 avril 1878 devant le Reichstag, le Chancelier eût qualifié de très modestes les intérêts de l'Allemagne en Orient (2), bien qu'il eût dit plus tard « qu'il serait utile à l'Allemagne que les Russes fussent établis solidement à Constantinople, soit matériellement, soit diplomatiquement, et qu'ils eussent à défendre la ville » (3), il ne voulut pas s'engager à fond dans les affaires d'Orient où il risquait de perdre des amitiés plus précieuses que tout ce qu'il y pourrait gagner ou de tra-

(1) The English want Cyprus and they will take it as a compensation.

The English will not do the business of the Turks again for nothing.

They want a new market for their cotons. England will never be satisfied till the people of Jerusalem wear calico turbans (*Tancred, ou la Nouvelle croisade*, par BENJAMIN DISRAELI (lord Beaconsfield), Londres 1847.

(2) Voir le discours de Bismarck, prononcé le 19 février 1878 au Reichstag, dans D'AVRIL, op. cit., page 321. « Je tiens à préciser que les conditions de paix (entre la Russie et la Turquie) sur la question des Dardanelles ne sont pas aussi importantes en ce qui concerne le commerce : c'est là que réside tout d'abord le plus saillant des intérêts allemands en Orient, à savoir que les routes par eau, aussi bien celle des Détroits que celle du Danube, en venant de la Mer Noire, nous restent libres comme elles l'ont été jusqu'ici. »

(3) BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, t. II, page 341.

hir les intérêts futurs de son pays qu'il entrevoyait déjà.

« Nous ne pouvons que donner des conseils généraux, dit-il dans le même discours. Suivant moi, la médiation ne consiste pas à faire l'arbitre; elle consiste à remplir l'office d'un honnête courtier, réussissant à mener l'affaire à bonne fin. »

Le prince de Bismarck n'oubliait pas qu'il n'était plus le chancelier du roi de Prusse, mais qu'il pilotait déjà le vaisseau de l'Allemagne à travers les courants des coalitions, auxquels la situation géographique et l'origine historique l'exposaient (1).

Aussi « le chancelier de fer » ne perdait-il pas de vue les intérêts purement allemands en Orient. L'Allemagne prolifique et commerçante pouvait être tentée un jour de chercher un débouché vers la Méditerranée pour les produits de ses manufactures et le trop plein de sa population. En poussant l'Autriche dans l'imbroglie balkanique, et, en même temps, vers Salonique, Bismarck donnait satisfaction aux intérêts autrichiens et s'assurait l'appui de la Monarchie, mais il travaillait simultanément dans l'intérêt du germanisme (2).

Cela étant, Bismarck ne pouvait pas se charger de la défense de l'œuvre de San Stéphan et des aspirations russes. Et puisqu'il n'était pas étranger à l'entrée de la Russie dans la guerre contre l'Empire ottoman, son attitude, pleine de réserve, au Congrès de Berlin coûta à l'Allemagne la perte d'une amitié bien précieuse — celle de la Russie. Ainsi le Congrès de Berlin marqua le premier pas vers l'alliance franco-russe.

Les Puissances participant au Congrès se mirent facilement d'accord sur les clauses principales du traité qu'elles y devaient élaborer. Les protagonistes du Congrès s'étant d'avance entendus, il n'y avait pas de difficultés sérieuses à surmonter.

(1) *IBID*, page 312.

(2) *PINON*, *op. cit.*, page 31.

Le 13 juillet 1878 le traité de Berlin fut signé.

Avant qu'il fût officiellement publié, avant même qu'il fût communiqué aux Cabinets européens, son texte parut dans le *Times*, grâce à une ruse de Blowitz, restée célèbre dans l'histoire du grand reportage. Ce fut par le journal anglais que le monde apprit l'œuvre définitive du Congrès et le peuple bulgare — la nouvelle foudroyante de son démembrement. La Bulgarie unie du traité de San Stéphanó fut, avant même d'avoir pu vivre un seul instant, morcelée en trois tronçons.

Le premier tronçon, celui qui était compris entre les Balkans et le Danube (sans la Dobroudja qui fut annexée à la Roumanie) (art. 46) fut érigé en principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté du Sultan (art. 1^{er}) (1). Le prince de ce petit Etat devait être élu par la population et l'élection devait être approuvée par la Sublime Porte (art. 3). En attendant que fût définitivement élaboré le règlement organique de la Bulgarie, l'administration provisoire devait être confiée à un commissaire impérial russe assisté d'un commissaire ottoman et des consuls délégués des autres puissances (art. 6).

Au sud des Balkans, sous le nom de la Roumélie orientale, on forma une province qui fut placée sous l'autorité politique et militaire directe du Sultan dans des conditions d'autonomie administrative (art. 13). Le gouverneur général de cette province serait nommé par la Sublime Porte avec l'assentiment des Puissances pour un terme de cinq ans (art. 17).

La région bulgare de la Morava fut attribuée à la Serbie (art. 36).

Le troisième tronçon, la Macédoine, fut purement et simplement rattaché à la Turquie.

D'autre part, les provinces de Bosnie et d'Herzégovine furent abandonnées à l'Autriche-Hongrie qui les occuperait et les administrerait (art. 25).

(1) Voir ALBIN, *Les grands traités politiques*, page 207 et les suivantes.

L'injustice que le Congrès de Berlin avait commise à l'égard de la Bulgarie était criante. Le traité du 13 juillet 1878 était un déni de justice, une violation du droit et de la morale. Tout le monde reconnaissait que les parties dont on amputait le corps vivant de la Bulgarie — la Macédoine, la Thrace, la Dobroudja — étaient des terres exclusivement bulgares. Cela n'empêcha point les Puissances de les arracher à la mère patrie pour les assujettir à de nouveaux maîtres. On croyait que l'intérêt de l'équilibre européen l'exigeait.

Tout le monde était convaincu à ce moment-là que la Bulgarie ne serait qu'un instrument entre les mains de la diplomatie russe qui s'en servirait pour réaliser ses desseins politiques en Orient. Pour l'en empêcher, on crut qu'il fallait la mettre hors d'état d'être dangereuse. Le meilleur moyen qu'inventèrent les signataires du traité de Berlin, ce fut de la morceller en plusieurs tronçons soumis à des dominations différentes.

Dans son ensemble le traité de Berlin fut l'œuvre de la diplomatie britannique. Ce fut elle qui poussa le Congrès dans la voie des atteintes à l'unité du peuple bulgare. En agissant ainsi le ministère Beaconsfield se proposait trois buts :

1° Entraver le développement de l'influence russe;
2° reporter plus au nord la défense de Constantinople;
3° empêcher qu'il y eût une nouvelle nation parmi les riverains de la Méditerranée (1).

Les Anglais agissaient ainsi par peur de voir un jour la Puissance moscovite maîtresse des Détroits et libre de menacer la route des Indes. Et la Bulgarie fut écrasée, réduite à végéter, parce qu'elle eut l'amère destinée de naître au milieu même de la péninsule balkanique, tout à côté des Détroits.

Dès sa naissance la Bulgarie dût subir la répercussion néfaste de sa situation géographique. Elle ne pouvait pas être unie, elle ne pouvait pas être forte, elle ne pouvait pas avoir accès à la mer libre parce

(1) D'AVRIL, *op. cit.*, page 438.

qu'il y avait les Détroits. Sans les connaître encore, sans avoir aucune idée de leur importance pour les intérêts des grandes Puissances, la Bulgarie dût éprouver les conséquences fâcheuses de ce désagréable voisinage.

Ainsi la diplomatie anglaise réussit à imposer au Congrès ce qu'elle voulait. Elle triompha en apparence, mais en réalité elle ne gagna pas grand'chose, car le traité de Berlin n'était pas un instrument de paix. Il cachait en lui le germe de conflits futurs. Pas une des parties intéressées ne revint du Congrès sans quelque mécontentement, quelque inquiétude, quelques pensées de haine ou de revanche (1).

En traitant les populations balkaniques comme une matière amorphe, en refusant de tenir compte de leur volonté, de leurs intérêts les plus légitimes et de leurs droits, le Congrès de Berlin avait créé dans les Balkans un foyer de désordre et de guerres futures.

L'Angleterre, elle-même, qui se croyait toujours infaillible dans ses jugements politiques, s'était laissée aller à commettre des erreurs qui, par la suite, coûtèrent au monde entier des moments difficiles. Parce que « les erreurs politiques commises par le cabinet d'une grande Puissance ne s'expient pas immédiatement; mais elles ne sont jamais sans effets fâcheux » (2).

La diplomatie anglaise ne connaissait pas le peuple bulgare, elle ignorait son esprit pratique, son amour de l'indépendance, ses aspirations et ses idéaux nationaux. Elle méconnaissait sa vitalité et sa force de résistance. Les diplomates anglais avaient cru que la Bulgarie, libérée par la Russie, marcherait constamment dans le sillage de cette dernière. Cette manière de voir prouve encore que les Anglais connaissaient peu le Russie, les hommes qui guidaient sa destinée et leur manière d'agir avec les faibles.

(1) DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin*, Paris, 1919, page 2.

(2) BISMARCK, *op. cit.*, t. II, page 259.

Lord Derby montra, d'une façon excellente, les erreurs de la diplomatie anglaise, dans son discours prononcé le 18 juillet 1878.

« Une grande Bulgarie, dit-il, allant jusqu'à la mer, serait nécessairement beaucoup plus indépendante de l'influence russe. Elle contiendrait une population mélangée, non exclusivement slave et, par le simple contact avec la mer, elle serait plus ouverte à l'influence britannique. La petite Bulgarie est, au contraire, entièrement inaccessible aux Anglais et, si vous avez besoin d'exercer une pression sur ce peuple, il n'y a pas un point où vous pourriez le faire (1). »

En relevant les graves fautes qui furent commises au Congrès de Berlin, lors du règlement du sort futur du peuple bulgare, nous ne pouvons pas nous retenir de citer quelques lignes prophétiques dues à la plume de M. d'Avril dans son admirable ouvrage sur le traité de Berlin.

« L'aveuglement du ministère tory, écrit M. d'Avril, s'explique par la monomanie du spectre russe. Ce qui est incroyable, c'est que les Français et les Italiens se soient laissés prendre au spectre des Bulgares dans la Mer Egée, jusqu'à croire que l'apparition de nouveaux membres dans la famille maritime et commerciale de la Méditerranée était profondément menaçante pour tous les riverains, tandis qu'en réalité, ce sont les ports français, italiens, et le canal de Suez qui en auraient le plus profité.

« Entre les Karpathes et les Balkans, l'Europe a montré un admirable sens en laissant sur le bas Danube se constituer une Roumanie assez forte pour garder les bouches du fleuve à la liberté du monde. La conférence de Constantinople aurait accompli la même œuvre de l'autre côté, c'est-à-dire, confié le cours du Vardar aux Bulgares qui le peuplent. La grande Bulgarie vers le golfe de Salonique est le cor-

(1) Discours de lord Derby du 18 juillet 1878, cité dans d'AVRIL, *op. cit.*, page 438.

rélatif de la grande Roumanie aux bouches du Danube. L'intervention anglaise a détruit cette combinaison politique. La question d'Orient s'en est déplacée : de Constantinople elle a passé à Salonique.

» On cherchera d'autres combinaisons. Toutes échoueront, hors une seule : la constitution de la grande Bulgarie, c'est-à-dire le retour au tracé de la conférence de Constantinople.

» Il faut déjà prévoir qu'à la prochaine crise la flotte anglaise n'ira plus dans la Mer de Marmara, mais au golfe de Salonique. En 1878, la Grande-Bretagne a mis la main sur sa grande épée pour empêcher la Russie de constituer la vraie Bulgarie. En mil huit cent et tant, ou en mil neuf cents il peut arriver qu'elle tire tout à fait cette épée du fourreau, en alliance avec la Russie, pour constituer dans un intérêt anglais ce qu'elle a empêché au Congrès de Berlin. Je veux le répéter en terminant : Salonique étant l'objectif, l'Europe a le choix entre la glissade de Sofia et la glissade de Berlin.» (1)

Les événements qui se succédèrent au cours des vingt premières années du siècle actuel prouvèrent la véracité des prévisions de M. d'Avril.

La constitution d'une grande Bulgarie était en effet la contre-partie utile des avantages faits à l'Autriche-Hongrie en Bosnie et en Herzégovine. En déchirant la Bulgarie en trois parties différentes, le Congrès de Berlin supprima ce contre-poids et livra la Serbie à l'influence autrichienne. La route de Salonique fut abandonnée au Drang allemand, l'Europe reconnut à l'Autriche le droit de s'immiscer dans les affaires balkaniques et de prendre une part active à leur solution. En même temps, l'Europe rendit possible la *Weltpolitik* de l'Allemagne en lui permettant d'inaugurer la réalisation de son projet grandiose d'extension économique en Asie-Mineure, vers le Golfe persique.

Et M. d'Avril avait pleinement raison d'écrire : « Si la grande Bulgarie n'avait pas été instituée à la con-

(1) D'AVRIL, *op. cit.*, page 441.

férence de Constantinople, il fallait l'inventer quand on a voté à Berlin l'article 25 du traité » (1).

Sans le vouloir, l'Europe contribua au développement de la puissance germanique et, une quarantaine d'années plus tard, il lui fallut réparer, par la force des armes, les erreurs du Congrès de Berlin. La crise terrible que le monde entier a traversée de 1914 à 1918 n'a été que l'expiation des fautes passées de la diplomatie européenne.

C'est ainsi qu'inspiré sans doute par la Grande-Bretagne et obéissant à des motifs qui nous sont déjà connus, le Congrès de Berlin repoussa la Bulgarie de la Mer Egée et reporta ses frontières au Nord. De cette façon l'Europe rendit impossible l'écoulement direct des produits bulgares par le Vardar, la Strouma et la Maritza et l'importation des marchandises européennes, particulièrement celles de l'Angleterre. La Bulgarie fut jetée, contre sa propre volonté, dans la sphère d'influence économique des Empires centraux. Le commerce bulgare rejeté loin de ses voies naturelles, dût s'orienter vers l'Autriche et l'Allemagne qui, seules, avaient des communications directes et faciles avec la Bulgarie par le Danube et les voies de terre.

Victorieuse sur le champ de bataille, la Russie sortit battue du Congrès de Berlin. Ses deux projets échouèrent : elle ne put ni affermir sa domination sur les peuples chrétiens des Balkans ni consolider ses positions dans le voisinage immédiat de Constantinople. Une fois de plus triompha le principe de la politique britannique, principe qui consiste à écarter perpétuellement la menace russe des Détroits et à barrer le chemin aux Slaves dans leur descente vers la mer libre. Mais au Congrès de Berlin, ce fut, indiscutablement, le germanisme qui eut la part du lion. Le traité de Berlin créa toutes les conditions favorables au développement monstrueux de l'Empire allemand et à son extension impérialiste.

(1) D'AVRIL, *op. cit.*, page 435.

Quant aux peuples balkaniques, ils étaient tous mécontents des décisions du Congrès de Berlin. Le *statu quo* balkanique créé à Berlin était extrêmement fragile.

Pour ce qui est de la Bulgarie, elle fut sacrifiée au nom de l'équilibre européen. Son seul crime était de se trouver trop près de Constantinople et des Dardanelles.

La Russie affranchit la Bulgarie au nom de sa « mission historique » qui n'était au fond qu'une nécessité politique pour elle. Cette nécessité, c'était le besoin de tenir « la clef de sa maison », de dominer les Détroits. Cependant la Bulgarie ne doit son existence, comme Etat complètement indépendant, qu'à la volonté de l'Europe qui ne voulait pas la laisser sous la domination de la Russie (1). Ne pouvant pas non plus la laisser sous le joug turc, l'Europe dut faire de la Bulgarie un Etat indépendant sous la suzeraineté du Sultan, mais elle créa ce nouvel Etat aussi petit et aussi faible que possible, parce que les Détroits n'étaient pas très loin.

Pour quiconque connaissait l'état des forces et les aspirations nationales dans les Balkans, il était évident que le traité de San Stéphano assurerait mieux l'intégrité future de l'Empire ottoman et la paix européenne que l'instrument diplomatique qui avait été fabriqué à Berlin (2).

Mais, cela, on l'ignorait à Berlin. Comme on le voit, le premier grand malheur qui frappa le peuple bulgare n'avait ses causes profondes que dans la situation géographique de la Bulgarie qui naquit dans la proximité immédiate des Détroits. Son démembrement n'était qu'une conséquence logique de la politique suivie jusqu'alors par les Puissances dans la Question d'Orient.

(1) Comp. MICHEFF, *op. cit.*, page 647.

(2) DRANDAR, *Les événements politiques en Bulgarie, depuis 1876 jusqu'à nos jours*. Paris, 1896, page 71.

Mais, comme le déclara le comte Andrassy à la Chambre hongroise, cela n'empêchait pas la solution donnée par le traité de Berlin au problème bulgare de n'être que provisoire (1).



(1) *IBID.*, page 72.

DEUXIÈME PARTIE

**La Bulgarie nouvelle et sa politique
par rapport
au problème des Détroits**

PREMIER CHAPITRE

LA REUNION DES DEUX BULGARIES (1885)

« La volonté des peuples finit toujours par faire éclater les traités », dit M. Pinon dans son excellent ouvrage sur l'Empire ottoman. Ces paroles, qui sont valables pour toutes les époques et pour tous les peuples, expriment parfaitement l'état d'esprit qui régnait en Bulgarie au lendemain du Congrès de Berlin. Sans se soucier des intérêts légitimes du peuple bulgare, de ses aspirations nationales, justifiées par une longue tradition historique et par la situation ethnographique des Balkans, le Congrès avait édifié une œuvre absolument artificielle qui, pour ceux qui connaissaient les affaires balkaniques, était destinée à tomber en ruines avant qu'il soit longtemps. Quelques jours après la clôture du Congrès, l'éminent juriste allemand, M. Bluntchli, appréciait en ces termes le régime auquel le traité soumettait la Roumélie Orientale : « Cette décision, on peut hautement l'affirmer, ne saura se maintenir longtemps ; un temps viendra où s'accomplira en un seul peuple la réunion des membres disjoints, tout comme se sont faites l'unité allemande et l'unité italienne » (1).

La réunion des deux Bulgaries — ce fut dès le premier jour de la vie nouvelle la devise, le programme des jeunes gouvernants de la Bulgarie. Des deux côtés des Balkans, sans distinction de partis ou de convictions politiques, tous les Bulgares allaient être unis pour cette œuvre.

Cependant, durant sept années, les deux parties de

(1) MAX CHOUBLIER, *La Question d'Orient depuis le traité de Berlin*, Paris, 1897, page 238.

la Bulgarie se développèrent indépendamment l'une de l'autre, sous l'égide et sous la direction de la Russie. En effet, la prédominance russe dans la direction de toutes les affaires publiques était assez sensible.

Jusqu'à l'élection du prince Alexandre de Battenberg comme prince de Bulgarie, l'administration provisoire du nouvel Etat, ainsi que celle de la Roumélie, se trouvaient réunies entre les mains du commissaire impérial russe, le prince Dondoukoff. Le vieux prince, qui berçait dans son cœur le doux espoir de se voir un jour sur le trône de Bulgarie, réussit bientôt à se faire aimer par le peuple bulgare des deux provinces qu'il gouvernait d'ailleurs comme un seul pays. En peu de temps il avait pu introduire, dans toutes les branches de l'organisation de la Roumélie, un ordre de choses identique à celui qui existait en Bulgarie du Nord (1).

Ainsi, le prince Dondoukoff, contre les instructions qu'il recevait de Pétersbourg et en dépit des protestations anglaises, entretenait en Roumélie l'agitation en faveur de la réunion.

Les quelques premières années qui suivirent l'avènement du prince Alexandre sur le trône de Bulgarie furent consacrées à l'organisation intérieure de la jeune principauté et à la lutte contre les tentatives incessantes de la Russie de s'immiscer, assez brutalement d'ailleurs, dans les affaires intérieures de la Bulgarie. Le gouvernement russe traitait parfois la Bulgarie comme une province de son empire.

Le prince Alexandre n'était venu en Bulgarie qu'après maintes hésitations, et, de parti-pris, il était manifestement hostile à la constitution largement démocratique de la principauté. Avant de partir pour la Bulgarie, le jeune prince avait consulté quelques éminents juristes allemands sur la Constitution bulgare. Leurs conclusions avaient été très pessimistes ;

(1) CHOUBLIER, *op. cit.*, page 239 ; RADEFF, *op. cit.*, pages 22 et suivantes.

tous lui avaient conseillé d'augmenter son autorité personnelle (1).

Arrivé en Bulgarie, le prince Alexandre qui n'avait aucune idée des dispositions de son peuple donna la préférence au parti conservateur dont les chefs s'étaient déjà prononcés à l'Assemblée Nationale, lors de l'élaboration de la Constitution, contre certaines dispositions et libertés qu'ils jugeaient par trop démocratiques.

Conseillé par la Russie et l'Autriche, le prince entra en conflit avec les libéraux. Le parti conservateur se montrait docile aux suggestions et aux ordres venant de Pétersbourg et il avait mérité la confiance du gouvernement russe. L'Autriche avait en horreur les libéraux, parce qu'elle les soupçonnait de vouloir soutenir une politique de réunion avec la Roumélie, une politique panbulgare ayant pour but de rattacher à la Bulgarie toutes les terres bulgares de la Péninsule. Un changement du régime existant en Macédoine pouvait compromettre définitivement les projets balkaniques de la diplomatie autrichienne. A ce moment-là, l'Allemagne se désintéressait presque complètement de la principauté nouvellement née. Guillaume II écrivait à cette époque au prince de Roumanie : « La Bulgarie me fait l'impression d'une province russe au-delà du Danube. Elle n'attend qu'à être rattachée et il sera difficile à Battenberg de marcher contre la vague russe. » (2)

La Grande-Bretagne, qui suivait avec une vive attention le cours des événements de Bulgarie, était la seule Puissance qui eut des sympathies pour les libéraux. A Londres on commençait à comprendre le véritable caractère du peuple bulgare. On constatait, non sans surprise, que le jeune peuple n'était pas une masse amorphe, qu'affranchi du joug turc le peuple bulgare n'entendait pas passer sous la tutelle de la Russie, mais que tout au contraire, c'était un peuple

(1) RADEFF, *op. cit.*, t. II, page 144.

(2) RADEFF, *op. cit.*, t. I, page 192.

vaillant, plein de vie et de force, extrêmement tenace dans sa conscience nationale. Déjà on s'apercevait de la grave erreur qu'on avait commise à Berlin. Cependant, l'influence britannique en Bulgarie à cette époque était encore insignifiante.

Cédant à ses propres prédispositions, ainsi qu'aux conseils de la Russie et de l'Autriche, le prince Alexandre suspendit la Constitution et concentra entre ses mains le pouvoir qu'il exerçait, du reste, en collaboration avec quelques généraux russes. En cédant ainsi à ses sentiments anti-libéraux, le prince faillit perdre sa popularité. La suspension de la Constitution et l'instauration du gouvernement des généraux russes furent accueillies par le peuple bulgare avec une hostilité nettement prononcée.

Quant à la Russie, ce coup porté, avec son appui avéré, à l'organisation constitutionnelle de la Bulgarie, fut une nouvelle faute politique qui lui aliéna, pour longtemps sinon pour toujours, les sympathies et l'estime du peuple bulgare. Le gouvernement des généraux qui était un gouvernement de terreur y contribua largement. L'Autriche triomphait. C'était un nouveau succès pour le gouvernement de Vienne, attendu que la suspension de la Constitution arrachait le peuple bulgare à l'influence russe.

Seule, la Grande-Bretagne protesta contre le coup de force du prince Alexandre, mais cela sans énergie.

A l'intérieur, tout le pays était en effervescence. De toutes les extrémités de la principauté arrivaient des protestations véhémentes et le prince Alexandre se rendit bientôt compte que la continuation du nouveau régime était extrêmement dangereuse pour son prestige et sa popularité. D'autre part la collaboration sincère entre le chef d'Etat bulgare et les généraux russes, qui détenaient de fait le pouvoir, s'avéra comme impossible. Considérant la Bulgarie comme province russe, les généraux s'attribuaient souvent des prérogatives qui ne pouvaient appartenir qu'au prince. Le jeune prince se montrant, à juste titre, jaloux de ses attributions et blâmant souvent les

excès des commissaires impériaux, ces derniers, aidés énergiquement par l'agence diplomatique de la Russie, intriguèrent contre le prince devant la Cour Impériale de Pétersbourg et forgèrent de toutes pièces des accusations contre le jeune monarque.

Pris entre deux feux : l'indignation populaire, d'une part, et, d'autre part les menaces de la diplomatie russe, le jeune prince décida de se réconcilier avec son peuple en rétablissant le régime constitutionnel. En même temps, il dut appeler au pouvoir un ministère pris dans le parti libéral. Dès lors, l'influence russe dans les affaires intérieures de la Bulgarie alla décroissant.

Ainsi, l'Empire russe, libérateur de la Bulgarie, dont le prestige et l'influence dans toutes les classes du peuple bulgare étaient énormes, perdit la partie qu'il avait si brillamment commencée, et ce, par la faute de sa politique brutale d'intervention, par la faute de ses généraux et de ses diplomates qui, au lieu d'agir avec tact et souplesse, se montrèrent maladroits, mécontentèrent les populations par leur maladresse et firent naître chez elles la crainte de rester de simples satellites de la grande Russie. (1)

Cependant l'agitation en faveur de la réunion des deux Bulgaries n'avait point cessé. En Roumélie orientale le mouvement se répandait dans toute la province et prenait des proportions considérables.

Ce n'était un secret pour personne tant en Roumélie qu'en Bulgarie du Nord, qu'une propagande était menée en faveur du rattachement. La proclamation de la réunion faite à Plovdiv par le Comité révolutionnaire de la Roumélie orientale, le 18 septembre 1885, n'en fut pas moins une surprise assez désagréable aussi bien pour le Cabinet bulgare que pour le prince lui-même. On pouvait sûrement attendre des complications d'ordre international et, d'autre part.

(1) Voir sur ces événements RADEFF, *op. cit.*, t. I, pages 131 jusqu'à 455 ; PINON, *op. cit.*, page 36 ; CHOUBLIER, *op. cit.*, pages 225 et suivantes.

la situation financière de la Bulgarie n'était pas des meilleures. De plus, lors de sa récente tournée à l'étranger, le prince Alexandre avait donné l'assurance que la réunion des deux provinces n'était pas à craindre pour l'instant.

Tout de même, devant le fait accompli, devant la volonté unanime du peuple, le prince et le gouvernement durent s'incliner, reconnaître l'œuvre nationale et en prendre la responsabilité. La Bulgarie était maintenant une et indivisible et le gouvernement de Sofia devait pourvoir à sa défense.

Cependant, au point de vue international, la révolution du 18 septembre 1885 fut sur le point de déclencher une nouvelle crise dans la question d'Orient. Une fois encore la Bulgarie devait être l'arène sur laquelle la Russie et la Grande-Bretagne allaient croiser le fer. Mais la situation internationale n'était plus celle de 1878 et, par un amusant jeu du sort, les rôles que les Puissances devaient jouer dans la solution de cette question se trouvaient être intervertis.

Les premières nouvelles de l'insurrection de Plovdiv et de la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie rendirent perplexes les milieux diplomatiques. La première pensée des diplomates fut qu'il s'agissait, cette fois encore, d'un coup prémédité du gouvernement russe.

Le gouvernement de Saint-James fut le premier à prendre position. Croyant que les événements de Plovdiv étaient l'œuvre de la diplomatie russe, lord Salisbury proposa, dès le 19 septembre, à Vienne et à Berlin, de faire des démarches énergiques auprès du gouvernement bulgare pour qu'il observât strictement le traité de Berlin (1). Le comte Kalnocky était d'avis que les remontrances adressées au gouvernement de Sofia devaient émaner de toutes les Puissances signataires.

Pendant ce temps-là, la Sublime Porte était victime de sa propre indécision et de ses hésitations intermi-

(1) RADEFF, *op. cit.*, page 584.

nables. Abd-ul-Hamid ne pouvait se décider à recourir à des mesures militaires contre la Roumélie, de peur que le mouvement révolutionnaire ne se transportât en Macédoine, y causant des complications internationales encore plus graves dont l'Empire ottoman ne serait pas sorti indemne. De plus, le prince Alexandre avait donné par télégraphe au Sultan les assurances les plus formelles qu'il reconnaissait les droits suzerains de Sa Majesté Impériale et que le mouvement n'était aucunement dirigé contre la Turquie.

Ainsi la Sublime Porte abandonna en fait au concert des Puissances européennes la solution de la crise rouméliote.

Comme nous l'avons déjà dit, la révolution de Plovdiv était une œuvre populaire dont les mobiles étaient purement patriotiques. Il n'y avait aucune ingérence étrangère et l'impression du premier moment, selon laquelle la Russie n'était pas étrangère à ce pronunciamiento, était privée de tout fondement.

Tout au contraire, la Russie fut, plus que toute autre Puissance, surprise à la nouvelle de la réunion des deux Bulgaries.

A cette époque, la diplomatie russe donnait au gouvernement bulgare des conseils d'extrême modération, parce que la Russie n'était guère en état de faire face à une nouvelle crise en Orient et d'en tirer des avantages quelconques. Tout changement effectué dans le statu-quo balkanique lui semblait par conséquent nuisible aux intérêts russes.

Le chancelier d'Empire, Giers, avait pourtant reçu du prince Alexandre, à Franzesbad, quelques mois auparavant, l'assurance qu'il n'y avait rien à craindre touchant le statu-quo de la Roumélie. L'Empereur Alexandre III avait donné, de son côté, des assurances dans le même sens à François-Joseph et à Guillaume I^{er}. Et voilà que, tout à coup, contre toute prévision et contre toute attente, la situation existante de la Roumélie était brusquement bouleversée. Les conseils de prudence des diplomates russes avaient

été entièrement ignorés par la Bulgarie. L'amour-propre de la Russie officielle fut profondément touché et elle ne put pardonner à la Bulgarie cette « trahison » (1). Aveuglée par la fureur, la diplomatie russe ne vit pas que la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie n'était pas aussi nuisible aux intérêts russes qu'elle se l'imaginait. Aussitôt la nouvelle reçue, le gouvernement russe rappela immédiatement tous les officiers russes, au service de la Bulgarie en vertu du traité de Berlin et d'une convention spéciale de 1883. Ce fut un acte de désapprobation à l'égard de la Bulgarie et en même temps un avertissement : l'Empereur retirait sa protection et abandonnait la principauté à son propre sort.

En même temps, le gouvernement de Pétersbourg s'empessa de déterminer l'attitude qu'il devait observer au sujet de cette question dans les délibérations internationales. Il se proposa notamment de faire rétablir par tous les moyens le statu-quo ante. Le représentant de la Russie à Constantinople fut le premier à exercer une pression énergique sur la Sublime Porte, afin que cette dernière se décida à envoyer des troupes en Roumélie pour rétablir l'autorité du Sultan.

Ainsi la Russie qui, à San-Stéphano, avait créé la Bulgarie dans un but égoïste et sans avoir en vue l'avenir du jeune pays, embrassa cette fois la cause turque, contre la volonté des Turcs eux-mêmes, pour combattre les aspirations nationales les plus légitimes du peuple bulgare. C'est une preuve encore amplement suffisante qui vient confirmer la version généralement adoptée aujourd'hui selon laquelle la Russie se serait battue en 1878 pour ses propres fins et non pour la liberté du peuple bulgare.

Le besoin de mesures promptes et énergiques, aptes à prévenir une crise générale dans les Balkans était ressenti en Russie plus qu'ailleurs. Comme nous l'avons déjà dit, la Russie était la Puissance qui avait

(1) RADEFF, *op. cit.*, page 569.

le plus d'intérêts en Orient et sa situation ne lui permettait pas de les défendre avec succès ; ce fut donc elle qui proposa la réunion d'une Conférence des Ambassadeurs à Constantinople pour statuer sur le problème bulgare.

Bismarck et Kalnocky donnèrent leur adhésion à la proposition russe qui d'ailleurs coïncidait avec l'initiative prise le 19 septembre par lord Salisbury.

Cependant un changement profond s'était produit dans l'attitude de la diplomatie britannique.

Sur les instances du gouvernement provisoire de Plovdiv, le consul de Grande-Bretagne dans cette ville avait télégraphié que la révolution du 18 septembre 1878 était faite sans l'assentiment de la Russie, à son insu même et contre sa volonté. Le rappel brusque des officiers russes, en service dans l'armée bulgare, était d'ailleurs une preuve manifeste des sentiments hostiles que la Russie nourrissait à l'égard du mouvement national bulgare.

La diplomatie anglaise vit alors dans la réunion des deux Bulgaries un moyen d'engager la Russie dans une longue crise balkanique et d'écarter son attention de l'Asie centrale où elle menait maintenant une politique impérialiste.

Après avoir consulté le Cabinet de Saint-James, lord Salisbury donna à sir White, ambassadeur de la Reine à Constantinople, les instructions suivantes : 1° agir auprès de la Sublime Porte pour prévenir une intervention militaire en Roumélie ; 2° faire modifier les clauses du traité de Berlin pour permettre au prince Alexandre d'être nommé gouverneur à vie de la Roumélie ; 3° s'opposer à toute proposition ayant pour but de détrôner le prince Alexandre. (1).

Le 7 octobre 1885, lord Salisbury expliqua au Parlement le changement qui s'était opéré dans la politique du gouvernement de la Reine avec une franchise complète. (2)

(1) *Blue Book*, Turkey, 1886, I, n° 72.

(2) Discours de lord Salisbury au Parlement du 7 oct. 1885, voir CHOUBLIER, *op. cit.* page 252.

« Ce n'est pas nous, disait le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui avons changé, mais les circonstances ; notre but est resté le même, arrêter la marche des Russes sur Constantinople. Autant une Bulgarie attachée à la Russie par la reconnaissance avait paru dangereuse, autant une Bulgarie unie sous un prince docile à l'influence de l'Europe, et fidèle allié du Sultan, offre une garantie solide contre une agression russe. »

Il est intéressant de constater que cette fois toutes les formules tendant à « améliorer le sort des populations, examiner leurs griefs, consulter leurs vœux », dont la diplomatie russe avait fait usage en 1878, avaient passé dans l'argumentation des diplomates anglais, tandis que la Russie faisait maintenant tous ses efforts pour prouver au monde que « l'intégrité de l'Empire ottoman, ainsi que les droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan devaient être rigoureusement respectés », formule qui, quelques années auparavant, étaient le leit-motiv de la diplomatie britannique. (1)

« Il n'appartient pas, disait le 9 novembre lord Salisbury au banquet annuel du lord-maire, de préjuger quelle sera la déclaration de la Conférence, mais je suis parfaitement d'avis que tout édifice élevé en contradiction flagrante avec le vœu des populations auxquelles il doit servir ne saurait avoir une bien longue durée. » (2)

Ainsi, ouvertement, le gouvernement anglais avait pris fait et cause pour la Bulgarie. (3)

(1) PINON, *op. cit.*, page 39.

(2) ROLIN JACQUEMYNS, *Chronique des faits internationaux, la Question d'Orient*, 1885. « Revue de droit international », 1886.

(3) Dans le discours du trône prononcé par la Reine d'Angleterre le 21 janvier 1886, lors de l'ouverture du Parlement, elle disait : « Dans les négociations qui ont eu lieu relativement au soulèvement de la Roumélie orientale, mon but a été de placer, conformément à leurs désirs, les habitants de la Roumélie sous l'administration du prince de Bulgarie, tout en maintenant dans leur intégrité les droits essentiels de S. M. I. le Sultan. » Voir CHOUBLIER, *op. cit.*, page 253.

Lorsqu'on examine l'attitude que la Russie officielle avait adoptée à l'égard de la réunion, il faut distinguer le point de vue de l'Empereur Alexandre III et celui de son gouvernement.

L'Empereur, qui séjournait à cette époque à Copenhague, avait déclaré à la délégation bulgare qui était spécialement venue pour implorer sa puissante protection au nom du peuple bulgare uni : « Il ne peut plus être question de démembrement, mais tant que vous aurez ce gouvernement, n'attendez absolument rien de moi » (1). Ce « gouvernement » c'était le prince. L'Empereur avait reporté toute sa fureur sur la personne du jeune prince qui avait essayé de rejeter la tutelle russe et qu'il tenait pour responsable de la nouvelle crise orientale.

Tandis que l'Empereur reconnaissait formellement l'œuvre de la révolution de septembre, le chancelier Giers faisait des démarches énergiques auprès des Puissances pour le rétablissement du *statu-quo ante* en Roumélie. « Vous déclarerez partout, avait dit Giers à la même délégation, qu'en ce qui concerne la question rouméliote la Russie ne se séparera pas du concert des Puissances ». En effet, jusqu'à la solution définitive de cette question épineuse, la diplomatie russe fit preuve d'une intransigeance qui n'était point conforme à l'opinion exprimée par l'Empereur.

A partir de ce moment il devint clair pour le gouvernement bulgare qu'il n'avait rien à attendre de la Russie ni du reste de l'Europe, sauf de l'Angleterre. Cette dernière, elle aussi, donnait au gouvernement de Sofia des conseils de modération et lui recommandait un règlement rapide du nouvel état de choses par un accord direct avec la Sublime Porte (2). C'est ce que le gouvernement se proposait déjà de faire.

(1) RADEFF, *op. cit.*, I, page 578.

(2) Voir la conversation que M. Guechoff, représentant officiel du Gouvernement bulgare, a eue avec lord Salisbury, le 17 oct. 1885, RADEFF, *op. cit.*, page 593.

Quelle était la ligne de conduite qu'avaient adoptée les autres Puissances dans la nouvelle crise balkanique ?

La France, dont le peuple avait tant de fois versé son sang pour sa propre liberté et pour celle des autres, voyait certainement avec sympathie l'œuvre de la révolution bulgare. Cependant le premier souci du gouvernement de la République fut d'assurer le maintien de la paix. La paix européenne devait être sauvegardée par tous les moyens — telle était l'idée qui se dégageait des instructions que M. Freycinet, ministre des affaires étrangères, avait données au représentant de la France à Constantinople (1). En second lieu, le maintien de l'Empire ottoman constituait pour la France un fait du plus haut intérêt. Or, le gouvernement français avait conscience qu'un brusque retour à l'état de choses antérieur pouvait être dangereux pour la paix, et il se déclarait partisan d'un arrangement portant reconnaissance du fait accompli. Toutefois, la France mettait à un tel accord une réserve formelle : le nouveau régime devait être entouré de toutes les garanties nécessaires à la sécurité de l'Empire ottoman.

L'Autriche prenait ouvertement parti pour la Turquie. Elle lui reconnaissait le droit de rétablir par tous les moyens possibles le *statu quo ante*, mais elle n'admettait pas un seul instant qu'une autre puissance pût intervenir à main armée. L'amitié de l'Empire ottoman était nécessaire à l'Autriche pour la réussite de sa politique balkanique et, d'autre part, en prenant parti pour la Bulgarie, elle courait le risque de mécontenter ses clients, les Serbes, qui se montraient très excités contre les Bulgares (2).

L'Italie, qui n'avait pas encore une politique bien déterminée dans les affaires balkaniques, tâchait de se mettre d'accord avec les autres Puissances.

(1) Voir le télégramme de M. Freycinet au représentant de la République à Constantinople, du 29 septembre 1885, dans le Livre Jaune, affaires de Roumélie et de Grèce, page 54, n° 77.

(2) CHOUBLIER, *op. cit.*, page 256.

Quant à l'Allemagne, elle suivait exactement les mêmes principes que l'Autriche.

En somme, la Grande-Bretagne, seule parmi toutes les grandes Puissances, se rangeait ouvertement aux côtés de la Bulgarie. Toutes les autres blâmaient officiellement l'insurrection de Roumélie.

Sur ces entrefaites et avant que la Conférence des Ambassadeurs à Constantinople se fut prononcée sur la question bulgare, éclata la guerre fratricide entre la Serbie et la Bulgarie. Le roi Milan, dont la situation sur le trône de Serbie était fort ébranlée, décida la guerre dès que lui parvint la nouvelle de la révolution de Plovdiv. Quelques batailles victorieuses lui rendraient, croyait-il, sa popularité perdue et humilieraient la Bulgarie dont les progrès rapides lui inspiraient de vives inquiétudes. Cette guerre, qui, dans l'imagination des généraux serbes, devait être une promenade militaire, sans risques ni périls, fut déclarée au nom de l'équilibre balkanique. Le 25 novembre 1885 le ministre de Serbie à Londres avait fait à un reporter du *Sunday Times* des déclarations où il soutenait la thèse de la nécessité d'un équilibre politique dans les Balkans (1).

La Serbie comptait, dans cette guerre, sur l'appui énergique de l'Autriche-Hongrie. Le roi Milan avait reçu de l'Empereur François-Joseph l'assurance qu'il ne voyait pas d'objection à la mobilisation de l'armée serbe. Le comte Kalnocky était aussi d'avis que la Serbie devait recevoir une compensation sur le compte de la Bulgarie qui, par suite de la réunion, se trouvait être brusquement agrandie (2).

Le 7 novembre 1885, le comte Kalnocky dit à la délégation autrichienne : « Le traité de Berlin avait certainement pour but d'établir une sorte d'équilibre dans les Etats des Balkans ; cet équilibre ne pourrait pas être détruit par un des Etats à son avantage

(1) *Sunday Times* du 25 novembre 1885.

(2) RADEFF, *op. cit.*, t. I, page 601.

excessif sans causer des susceptibilités chez ses voisins » (1).

Toutefois, Kalnocky et Bismarck n'avaient pas laissé de conseiller au roi Milan une certaine prudence.

Après avoir contracté un emprunt de vingt-cinq millions à la Länderbank de Vienne, le gouvernement serbe déclara la guerre (2).

La guerre vint faciliter la tâche des diplomates. Les ambassadeurs qui s'étaient réunis à Constantinople n'avaient rien fait d'important. Tant que les deux protagonistes, la Russie et la Grande-Bretagne, ne pouvaient se mettre d'accord, aucune solution satisfaisante et durable ne pouvait être donnée à la question qui préoccupait toutes les chancelleries diplomatiques.

Tandis que lord Salisbury déclarait au Parlement que le but de la politique britannique était d'arrêter la marche des Russes sur Constantinople (3), Giers faisait savoir à l'ambassadeur anglais que la Russie s'opposerait catégoriquement à tout projet tendant à créer une grande Bulgarie aliénée à l'influence russe (4).

A cette époque, tout le monde s'attendait à ce que la Bulgarie fût battue; ce qui aurait résolu la question. La Serbie aurait joué le rôle de gendarme de l'Europe, la Roumélie serait réduite à son état antérieur et le *statu-quo* des Balkans serait rétabli.

Mais, contre toute attente, la guerre prit une tournure toute autre. La Serbie fut battue et les armées bulgares durent s'arrêter dans leur marche glorieuse à Piroût devant la menace catégorique de l'Autriche d'intervenir à main armée contre la Bulgarie.

La question du rattachement revenait ainsi sur le tapis vert. Cependant cette fois l'union bulgare était scellée par le sang versé sur le champ de bataille où

(1) CHOUBLIER, *op. cit.*, page 262.

(2) ROLIN JACQUEMYS, *Revue de droit international*, 1885 ; RADEFF, *op. cit.*, page 602.

(3) Voir plus haut page 72.

(4) RADEFF, *op. cit.*, page 620.

les régiments de la Bulgarie du Nord et de la Roumélie s'étaient battus côte à côte pour le salut et l'indépendance de leur commune patrie. Maintenant il ne pouvait plus être question de désunir les deux provinces qui avaient exprimé si manifestement leur désir de rester unies. « Un Etat a droit à l'existence lorsqu'il peut la défendre » (1). La Bulgarie venait de donner cette dernière preuve de son droit à l'existence.

De plus, l'opinion publique à l'étranger avait considérablement évolué en faveur de la cause bulgare. Même à Vienne on se faisait à l'idée d'une Bulgarie forte.

« Un discours prononcé vendredi à la Chambre hongroise par le comte Andrassy a fait grande impression, disait une dépêche envoyée de Vienne au *Times* le 27 janvier 1886. Il a déclaré qu'il était partisan d'une Bulgarie forte et indépendante, non telle que l'avait constituée le traité de San Stéphan, mais moins étendue, plus concentrée, partant plus puissante et surtout délivrée du double vasselage à la Russie et à la Porte, car un Etat vassal est aujourd'hui un anachronisme. »

Après la signature du traité de paix entre la Bulgarie et la Serbie, le 3 mars 1886, les pourparlers entre le gouvernement bulgare et la Sublime Porte prirent une allure rapide. Malgré les difficultés que la diplomatie russe créait à tout propos, dans le but de faire échouer les négociations, le 5 mars, les ambassadeurs des Puissances sanctionnèrent l'accord auquel avaient abouti les conversations entre le délégué bulgare et la Sublime Porte. En réalité, cet accord, qui fut signé grâce à l'esprit d'extrême conciliation dont la Bulgarie fit preuve, n'était que trop conforme aux désirs de la diplomatie russe. Selon les dispositions de cette convention, le prince de Bulgarie était nommé gouverneur de la Roumélie orientale pour une période de cinq ans par le Sultan avec l'assentiment des Puis-

(1) C'est le principe juridique soutenu par Heffter, Bluntschli, Calvo, Neumann, De Martens, etc., cités par Jacquemyns.

sances. La stipulation relative à la nomination à terme fut introduite sur l'instance expresse de la Russie. Le but que la diplomatie russe poursuivait par là était trop évident. Elle désirait créer en Bulgarie une situation précaire, peu stable, un prétexte permettant aux Puissances, et surtout à la Russie, d'intervenir le plus souvent possible dans les affaires intérieures de la principauté. Car les milieux politiques de Pétersbourg n'avaient point renoncé à l'idée de jouer un rôle prépondérant des deux côtés des Balkans et d'imposer au peuple bulgare la tutelle politique de la Russie. Bien que ces visées secrètes fussent dénoncées à Constantinople, la diplomatie russe ne se tenait pour battue et se préparait à livrer encore une bataille décisive à ses adversaires britanniques dans les Balkans.

Ainsi, pour la deuxième fois depuis son affranchissement, la Bulgarie fut l'arène de conflits diplomatiques extrêmement aigus. Cette fois, cependant, grâce à l'appui de la Grande-Bretagne, elle en est sortie indemne et même victorieuse. Car l'union des deux provinces bulgares fut reconnue de fait par l'Europe et l'influence russe en fut diminuée.

La révolution Plovdiv réussit, parce qu'elle était l'œuvre de la population, de la nation toute entière, et parce qu'elle fut entreprise à l'insu et contre la volonté de la Russie. Le coup d'Etat du 18 septembre 1885 réussit aussi, parce qu'il prouva à l'Europe que la nation bulgare était capable de se gouverner elle-même et de résister à toute tentative menaçant son indépendance. L'Europe, la Grande-Bretagne surtout, et la Porte même, ne montrèrent pas une résistance inflexible aux tendances unionistes de la Bulgarie, parce qu'elles se rendirent compte qu'une Bulgarie puissante pourrait parfaitement servir de barrière à la marche des Russes sur Constantinople.

Ainsi les considérations qui, en 1878, dictaient le morcellement de la Bulgarie, contribuèrent en 1885 au succès et à la sanction de la réunion.

La moralité cachée de toutes ces péripéties diplomatiques était claire : la politique extérieure de la Bul-

garie était condamnée à n'être qu'une fonction des intérêts européens dans la grande Question des Détroits. Suivant que les intérêts ou les forces de telle ou telle Puissance domineraient les combinaisons politiques en Orient, la politique extérieure de la Bulgarie serait fatalement orientée dans tel ou tel sens. La tâche des politiciens et des diplomates bulgares apparaissait comme énormément difficile et délicate. Elle devenait de plus en plus pénible au fur et à mesure que la Question d'Orient sortait du cercle des intérêts particuliers de deux ou trois Puissances pour acquérir un caractère mondial. Se frayer un chemin dans cet imbroglio d'intérêts multiples et presque toujours contradictoires, c'était un travail qui dépassait les forces de ce jeune pays qu'était la Bulgarie et surtout les forces de sa jeune diplomatie. C'est là que réside l'explication de tous les malheurs nationaux qui se sont abattus sur la Bulgarie et dont nous parlerons plus loin.

DEUXIÈME CHAPITRE

LA RUPTURE ENTRE LA BULGARIE ET LA RUSSIE.

La réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie vint envenimer les rapports déjà assez tendus entre la Bulgarie et sa libératrice. Contrairement aux prévisions de la Russie et de l'Europe entière, la principauté nouvellement née fit comprendre à tout le monde qu'elle tenait tout particulièrement à son indépendance et qu'elle n'avait pas l'intention d'abdiquer en d'autres mains la direction de ses destinées politiques. Elle observait la même attitude à l'égard de la Russie. Et il n'y avait pas de raisons pour qu'il en fût autrement. Le désir bien compréhensible des Bulgares de se gouverner eux-mêmes, libres et indépendants, n'avait rien d'incompatible avec le sentiment de profonde reconnaissance qu'ils nourrissaient pour le peuple russe qui venait de verser son sang pour les libérer du joug turc.

« Les peuples affranchis n'ont pas de reconnaissance; ils ont des prétentions », avait dit Bismarck dans ses Mémoires (1), mais il l'avait dit sans raison. Si on peut dire que les petites Puissances n'ont pas de reconnaissance, il faut ajouter immédiatement que les grandes n'en ont pas davantage. La preuve en était donnée par Bismarck lui-même qui, en 1878, se prononça pour Vienne contre St-Petersbourg, tandis que sept ans auparavant son maître l'empereur Guillaume avait écrit de Versailles à l'Empereur Alexandre : « Jamais la Prusse n'oubliera que c'est

(1) BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, t. II, p. 319.

à vous qu'elle doit que la guerre n'ait pas pris des proportions extrêmes (1). »

Ce n'était pas d'ailleurs la reconnaissance qui manquait au peuple bulgare. Tout au contraire, il a donné, au cours de son histoire contemporaine, nombre de preuves de sa gratitude envers la Russie fraternelle. Mais un compromis entre la reconnaissance due à ses libérateurs et sa propre indépendance était, à ses yeux, impossible.

Gladstone exprimait pleinement les sentiments et les conceptions du peuple bulgare lorsqu'il écrivait, à cette époque, à ses amis de Bulgarie : « A mon avis, Alexandre II a accompli une œuvre pleine de noblesse, en obtenant pour la Bulgarie une indépendance, subordonnée à certaines obligations d'ordre moral. Mais si ce pays doit retomber cette fois sous la domination de la Russie, toute la noblesse de cette œuvre disparaîtra (2). »

Et d'autre part, quelles étaient à ce moment les « prétentions » de la Bulgarie ? Elles étaient des plus modestes et des plus légitimes. La Bulgarie ne réclamait que le droit à la liberté, à l'indépendance. Mais hélas, pour qu'il fût donné satisfaction aux revendications des petits Etats, si minimes fussent-elles, il faudrait, le plus souvent, que les grands Empires renoncassent à leurs convoitises.

Justement, dans le cas qui nous occupe, la Russie ne pouvait renoncer aux projets, plusieurs fois séculaires, qui visaient à l'établissement de l'Empire des Tsars sur les Détroits. Sur le chemin de Constantinople avait surgi maintenant un petit Etat qui, au lieu de s'incliner devant la volonté toute puissante du Tsar, osait faire valoir ses intérêts propres et contrecarrer la politique russe.

Ainsi l'indépendance bulgare barrait la route sui-

(1) HANOTAUX, *La guerre des Balkans et l'Europe*, Paris, 1914, p. 129.

(2) RADEFF, *Les Constructeurs de la Bulgarie contemporaine*, t. II, p. 497.

vie par la diplomatie russe et d'avance paralysait tous ses efforts. La Russie ne pouvait tolérer cette situation. Mais comme elle ne pouvait supprimer l'indépendance bulgare, elle tâcha de se débarrasser de la présence gênante du prince Alexandre. Les milieux gouvernementaux de St-Pétersbourg s'efforcèrent par tous les moyens de faire comprendre au peuple bulgare que le prince Alexandre était le seul obstacle au rétablissement des relations amicales entre la Russie et la principauté. En même temps, ils travaillaient activement à l'éloigner du trône de Bulgarie.

Sur l'inspiration et avec l'appui des agents russes, quelques officiers et quelques membres du parti russophile détrônèrent le prince Alexandre dans la nuit du 21 au 22 août 1886 et formèrent un gouvernement provisoire dont le premier acte fut d'implorer le pardon et la protection de l'Empereur. Cependant le nouveau gouvernement ne dura pas. Le coup d'Etat du 22 août provoqua une profonde indignation dans le peuple qui, depuis la guerre serbo-bulgare, était extrêmement attaché au prince Alexandre. Les garnisons de province se déclarèrent contre le gouvernement révolutionnaire de Sofia et refusèrent de reconnaître le nouvel état de choses. Le président de l'Assemblée Nationale, Stamboloff, se mit à la tête du mouvement contre-révolutionnaire qui, quelques jours plus tard, fut maître de la situation. Le prince Alexandre fut rappelé. Le jeune souverain rentra à Sofia, mais cette fois fermement décidé à abdiquer. Estimant que l'amitié et la protection de la Russie était nécessaire à la Bulgarie, il voulait, par son abdication, supprimer ce prétendu obstacle que les Russes se plaisaient à invoquer chaque fois qu'il était question d'un rapprochement entre les deux pays.

Cependant, le prince Alexandre ne se faisait aucune illusion sur les conséquences de son abdication. Il n'ignorait point les véritables causes de l'animosité que le gouvernement russe avait pour lui

et pour la Bulgarie. Quelques jours avant son départ définitif de Sofia, il réunit les officiers de la garnison pour leur faire ses adieux. Il leur traça l'histoire de son règne et souligna les causes de l'aversion que la Russie éprouvait pour lui.

« J'en suis venu à une rupture avec la Russie, disait-il, par la force même des choses, parce que je mis le commencement d'une politique nationale indépendante.

» On dit que la cause de cette querelle réside dans ma personne. On verra plus tard si la personne du prince, ou sa mission a été un obstacle aux bons rapports avec la Russie.

» On verra alors si la Russie poursuit des buts nuisibles aux Bulgares. Je pars avec l'espoir que l'indépendance n'en souffrira pas (1). »

A l'étranger la nouvelle que le prince Alexandre était renversé fut accueillie diversement. En Russie elle fut reçue avec une joie manifeste. La chute du prince bulgare, c'était le triomphe de la politique russe en Bulgarie, c'était un coup porté à l'influence anglaise dans les Balkans. La presse de St-Petersbourg et de Moscou parlait déjà d'une occupation russe en Bulgarie. Le « *Novoe Vremia* » du 12 août 1886 (a. s.) écrivait : « Le besoin se fait sentir à l'heure actuelle d'envoyer immédiatement un haut fonctionnaire russe en Bulgarie avec mission de maintenir l'ordre dans le pays et de prévenir une occupation turque. » Les « *Moskovskia Vedomosti* », de la même date, considéraient le coup d'Etat bulgare comme une défaite de la politique anglaise. « Où est la toute puissance de l'Angleterre, demandait le journal, de cette Angleterre qui, jusqu'à présent, dirigeait, toute seule, les affaires de la péninsule ? » Deux jours plus tard, l'organe nationaliste donnait les conseils suivants au gouvernement : « Le moyen le plus sur de pacifier la Bulgarie est, sans doute, de la faire occuper temporairement par les troupes russes. »

(1) RADEFF, *op. cit.*, t. II, p. 266.

Le changement survenu en Bulgarie provoqua en Angleterre de vives inquiétudes. Le « Times » attira l'attention de la Porte sur le brusque changement qui s'était produit tout près des portes de Constantinople. « Désormais, écrivait-il, il est suffisamment clair que le renversement du prince Alexandre et le rétablissement de la prépondérance russe en Bulgarie qui en découle, ont transformé tout d'un coup la principauté d'un avant-poste turc contre la Russie, en une avant-garde de la Russie contre l'Empire ottoman. » (1)

Le journal officieux allemand, le « Norddeutsche Allgemeine Zeitung », répétant l'ancienne formule de Bismarck, écrivait que les événements de Bulgarie ne concernaient pas l'Allemagne.

L'opinion française, préoccupée de la politique coloniale du gouvernement et de l'idée d'une entente avec la Russie, reçut avec indifférence les nouvelles du Proche-Orient.

La presse autrichienne se trouvait dans une posture fort délicate. Toutes ses sympathies allaient au prince Alexandre qui luttait contre la menace russe, mais elles ne pouvaient défendre sa cause, par peur d'irriter la Russie. La politique de Vienne se trouvait alors sous l'influence absolue de Bismarck qui tenait particulièrement à ce que de bonnes relations existassent entre l'Autriche et la Russie.

Le suzerain de la Bulgarie, le Sultan, restait dans l'expectative, en attendant que l'Europe se fût prononcée sur la nouvelle question.

La diplomatie tsariste, cependant, resta sourde aux suggestions de la presse et de l'opinion russe qui lui conseillait l'occupation de la Bulgarie. Le chancelier Giers et le prince de Bismarck eurent une entrevue à Franzesbad, où ils se mirent d'accord sur la ligne de conduite à adopter dans la nouvelle crise balkanique. Conformément à cette entente verbale, la Russie renonçait au projet d'occuper la princi-

(1) Le *Times* du 25 août 1886.

pauté sans accord préalable avec l'Autriche ; Bismarck, de son côté, prenait l'obligation d'employer toute son influence à empêcher le retour du prince Alexandre en Bulgarie.

Le contre-coup qui se produisit en Bulgarie restitua le trône au prince déchu. Celui-ci ne tarda pas à rentrer à Sofia qu'il devait quitter définitivement quelques jours plus tard. Son retour fut une nouvelle surprise pour l'Europe. La Grande-Bretagne essaya de soutenir le prince Alexandre contre les menaces de la Russie et de Bismarck, mais tous ses efforts se heurtèrent à la décision catégorique du prince de renoncer pour toujours au trône bulgare (1).

Le prince Alexandre quitta la Bulgarie le 7 septembre 1886, après avoir confié le pouvoir à un Conseil de Régence, composé de trois membres, MM. Stamboloff, président de la Chambre, Karaveloff, ancien président du Conseil, le colonel Moutkouroff. Le premier acte de la régence fut de demander à la Porte la garantie que la Turquie n'admettrait pas une occupation étrangère de la Bulgarie ni une inter-

(1) Lord Iddesley écrivait, le 2 septembre 1886, aux ambassadeurs anglais à Berlin et à Vienne : « Le Gouvernement de S. M. est d'avis que les affaires bulgares ont atteint un point où il est de première importance que les grandes Puissances se mettent d'accord sur la politique à suivre pour garantir l'ordre et le bon gouvernement dans le pays, et pour préserver la paix européenne des dangers auxquels elle serait exposée en cas de nouveaux troubles. Le Gouvernement de S. M. est d'avis que le meilleur moyen pour arriver à ce but serait d'appuyer franchement et résolument le prince Alexandre et qu'il serait utile que cet appui soit donné à Son Altesse de façon à lui permettre de se consacrer à sa tâche de gouverner le pays, à la tête duquel il a été placé par l'Europe. » *Blue Book, Turkey, I, 1887, n° 267.*

En même temps lord Iddesley télégraphiait à M. Lacels, ministre de Grande-Bretagne à Sofia : « Les difficultés auxquelles s'exposeraient la Bulgarie et l'Europe, si le prince Alexandre abdiquait, sont d'une nature si sérieuse que le Gouvernement de S. M. vous prie d'insister énergiquement auprès de S. A. sur la nécessité de rester dans le pays, et de le diriger pendant la crise actuelle. » *Blue Book, ibid., n° 285.*

vention dans ses affaires intérieures. La Porte en référa aux Puissances. Ce fut encore la Grande-Bretagne qui déclara avec énergie que le statu quo créé par le traité de Berlin devait être maintenu. Le 8 septembre, en réponse à l'interpellation de sir Howard Vincent à la Chambre des Communes, relative au bruit annonçant qu'un nouveau démembrement de la péninsule des Balkans était en préparation et que les Russes avaient l'intention d'occuper la Bulgarie, M. Ferguson, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, déclara que l'action isolée d'une grande Puissance en Bulgarie était une éventualité que l'Angleterre ne permettrait jamais (1).

L'Autriche et l'Italie se plaçaient, elles aussi, sur le terrain des traités existants. Elles donnèrent l'assurance formelle qu'elles n'avaient nullement l'intention d'intervenir dans les affaires bulgares.

Cependant l'attitude de Bismarck restait pleine de réserves. L'Allemagne refusa de s'associer à une déclaration collective des Puissances concernant l'inviolabilité du statu quo existant en Bulgarie (2).

D'autre part, la menace russe subsistait toujours. Les appréhensions du prince de Battenberg se justifiaient complètement. La Russie n'avait pas renoncé à ses projets d'intervention en Bulgarie. Le gouvernement russe exprimait déjà son mécontentement de ce que le Conseil de Régence, ainsi que le nouveau Conseil des Ministres fussent composés de bons patriotes bulgares qui n'avaient nullement l'intention d'offrir à la Russie, en signe de gratitude, l'indépendance bulgare. Les « *Moskovskia Vedomosti* » s'écriaient encore une fois : « La meilleure solution de la crise actuelle en Orient se présente sous la forme d'une occupation russe en Bulgarie... ; la situation générale est extrêmement favorable à la réalisation de ce plan. » (3)

(1) RADEFF, *op. cit.*, II, p. 283.

(2) *Blue Book*, n° 308.

(3) *Moskovskia Vedomosti* du 29 août (a. s.).

Le gouvernement impérial se refusait à reconnaître le Conseil de Régence sous prétexte qu'il était organisé contrairement aux lois bulgares. Cependant cette question était de caractère intérieur à la Bulgarie et, d'autre part, la Régence avait reçu l'approbation et la confiance unanime de la Chambre. Il était inadmissible, en conséquence, qu'une Puissance étrangère discuta la légalité d'une institution qui avait été reconnue par les représentants du pays.

Sur ces entrefaites le gouvernement russe envoya en Bulgarie le général Kaulbars, en qualité de commissaire impérial et d'agent diplomatique. Le général Kaulbars était, d'ailleurs, investi de droits quasi dictatoriaux ; il avait officiellement mission d'étudier en détail la situation des affaires de Bulgarie et d'assister de ses conseils les Bulgares, afin de les faire sortir de la crise qui traversait leur pays (1).

Toutefois, le véritable but de sa mission resta inconnu.

« Les contemporains, dit M. Radeff dans son livre (2), ont eu l'impression que Kaulbars, envoyé sur la recommandation des impérialistes russes, avait, dès le commencement, pour but de provoquer en Bulgarie des troubles qui auraient amené par la suite l'occupation russe. La conduite de Kaulbars lui-même, la bienveillance que lui témoignait Katkoff (3), le sens que les journaux russes attribuèrent à la rupture survenue entre Kaulbars et la Régence, était de nature à justifier l'impression produite sur l'opinion bulgare. »

Kaulbars, en effet, provoqua des troubles, mais ce ne furent que des troubles diplomatiques. Le général entra dans la diplomatie en soldat et usa de procédés qui provoquèrent une véritable sensation dans les milieux diplomatiques. Il bombardait le gouvernement bulgare de notes qui portaient le caractère

(1) Livre bleu, Turquie, I, 1887, Annexe au n° 394.

(2) RADEFF, *op. cit.*, II, p. 328.

(3) Katkoff était un des apôtres les plus fervents de l'impérialisme russe à cette époque.

d'ultimatums et, ce qui était plus remarquable, il annonçait le contenu de ses notes au grand public par des tracts imprimés que des agents de la légation de Russie distribuèrent sur les voies publiques.

Les demandes formulées par le général Kaulbars étaient contraires aux prescriptions les plus élémentaires du droit international, ainsi qu'à tout usage diplomatique. C'était une intrusion pure et simple dans les affaires intérieures de la Bulgarie. Il demandait, par exemple, l'ajournement des élections de l'Assemblée Nationale qui, conformément à la Constitution, devait élire le nouveau prince ; la mise en liberté des conspirateurs ; la levée de l'état de siège, etc., autant d'exigences qui portaient atteinte à la souveraineté de la principauté (1).

Les prétentions du général Kaulbars d'exercer une sorte de dictature en Bulgarie provoquèrent les protestations des Puissances. Londres et Rome demandèrent des explications à St-Pétersbourg. La presse autrichienne exprima, en termes assez énergiques, son indignation des procédés de la diplomatie russe. A cette époque, un changement considérable s'était produit dans l'orientation politique de l'Autriche. Des voix de protestation s'élevaient à la Chambre hongroise ; on accusait le gouvernement d'être sous la tutelle politique de Bismarck et d'agir contre les intérêts même de l'Autriche-Hongrie. Le comte Tisza, répondant à des interpellations sur les affaires balkaniques, déclara, aux applaudissements de tous les groupes de la Chambre, que l'Autriche-Hongrie devait employer tous ses efforts et toute son influence à contribuer au développement des Etats balkaniques et à empêcher l'établissement, inadmissible en vertu des traités, d'un protectorat ou de la prédominance exclusive d'une grande Puissance dans la péninsule des Balkans.

Malgré la propagande anti-gouvernementale, menée ouvertement par le commissaire russe, qui,

(1) DEBIDOUR, *op. cit.*, p. 109 ; RADEFF, *op. cit.*, t. II, p. 333.

oubliant sa qualité de diplomate et de représentant d'une Puissance étrangère, s'était transformé en un agitateur acharné (1), les élections eurent lieu et l'Assemblée Nationale se réunit à Tirnovo. Le gouvernement russe contesta cette fois encore la régularité des élections et refusa de reconnaître l'Assemblée qui, pourtant, avait été légalement constituée. Voyant l'échec de ses menées, le gouvernement de Pétersbourg envoya deux navires de guerre dans le golfe de Varna pour faire appréhender le gouvernement bulgare. Ce fut un des moments les plus critiques de l'histoire contemporaine de la Bulgarie. Aux yeux du peuple, et même des milieux gouvernementaux, l'occupation russe semblait imminente. L'Europe n'était pas en état de résister par les armes à la Russie et la tension politique à l'intérieur du pays avait atteint son plus haut degré. Une insurrection éclata à Bourgas. Le chef des insurgés était un capitaine retraité de l'armée russe. La participation subversive des agents de la Russie fut établie : le jour même où les insurgés formaient un « gouvernement provisoire », un des navires de guerre russe mouilla dans le golfe de Bourgas. Cependant la révolte fut vite réprimée par le gouvernement. Une fois de plus les tentatives russes pour attenter à l'indépendance bulgare et à la paix européenne subirent un échec complet.

Après ces événements tragiques et même sanglants, fruits de la propagande russe, l'Europe ne pouvait plus rester indifférente.

Au cours de la séance d'inauguration des deux corps représentatifs, les membres les plus éminents des délégations autrichiennes et hongroises déclarèrent avec violence que l'Autriche Hongrie ne sacrifierait jamais ses intérêts en Orient et qu'elle en était prête à recourir aux armes. D'autre part, lors de la réception des membres des délégations, l'Empereur François-Joseph déclara que son gouvernement colla-

(1) DEBIDOUR, *op. cit.*, p. 109.

borerait de toutes ses forces au règlement définitif de la question bulgare — solution qui ne pouvait intervenir que par l'action collective des Puissances — et qu'il contribuerait au rétablissement de l'ordre légal dans la principauté autonome, en tenant compte des désirs équitables des Bulgares.

Ces déclarations faites à Budapest étaient le résultat d'un accord préalable, intervenu entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie, accord auquel avait adhéré l'Italie (1).

Trois jours plus tard, le 11 novembre, au banquet offert par le Lord-Maire, lord Salisbury, premier ministre de la Grande-Bretagne, prononça un violent discours contre les agissements russes dans les Balkans. Ce discours eut un grand retentissement (2).

Devant cette attitude, nettement hostile, de l'Europe, le gouvernement russe dut officieusement déclarer que la Russie n'avait jamais pensé régler sans l'Europe la question bulgare et qu'elle n'avait jamais eu l'intention de détruire l'indépendance bulgare.

Les Puissances, ayant exprimé, en termes assez clairs, leur mécontentement des agissements du général Kaulbars et des autres agents russes en Bulgarie, et le gouvernement bulgare persistant à résister vigoureusement aux tentatives brutales d'intervention de la Russie, il devenait impossible pour le gouvernement de St-Petersbourg de maintenir Kaulbars en Bulgarie. D'ailleurs le vieux général avait fait preuve de tant de maladresse et de tant de brutalité que son rappel s'imposait dans l'intérêt même de la Russie. Cependant il fallait choisir le bon moment. Le général saisit lui-même le moment propice. Profitant d'un

(1) DANIEL ANDRÉ, *L'Année politique*, 1887, p. 281.

(2) Le premier ministre y disait : « L'Europe doit assister, avec un profond regret et avec une grande indignation à ces atteintes portées aux droits d'un peuple indépendant... Ces événements ont provoqué des bruits de mauvaise augure qui réveillèrent chez les peuples chrétiens des Balkans le sombre pressentiment de ce qui les attendrait. » Voir RADEFF, *op. cit.*, II, p. 497.

incident insignifiant, il rompit les relations diplomatiques avec le gouvernement bulgare (1).

L'occasion tant attendue s'étant enfin présentée, le général voulut en profiter. Il envoya un ultimatum au gouvernement en lui posant des conditions inacceptables et incompatibles avec la dignité d'un Etat souverain (2). Le gouvernement bulgare repoussa l'ultimatum. Il lui était particulièrement impossible d'accepter le premier point de l'ultimatum relatif à la révocation des deux chefs militaires; ce faisant il aurait donné au pays l'impression que c'était la Russie qui commandait en Bulgarie et qu'elle pouvait imposer sa volonté même au Conseil des Régents.

Le 18 novembre, Kaulbars proclama formellement la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Bulgarie. Quelques jours plus tard, il quitta définitivement le pays, accompagné de tous les consuls de Russie.

Ainsi la rupture avec la Russie libératrice était un fait accompli. Telle était la solution de la bataille diplomatique qui s'était engagée entre le gouvernement bulgare, défendant l'indépendance du pays, et le gouvernement de St-Petersbourg, luttant pour l'établissement de la domination russe en Bulgarie et dans la Péninsule. Cette solution que la Bulgarie était loin de désirer, c'était la diplomatie russe qui l'avait provoquée.

Le monde fut convaincu cette fois que Russes et Bulgares devaient fatalement se heurter dans leur

(1) L'incident qui servit de prétexte au général Kaulbars pour quitter la Bulgarie fut le suivant.: Un des serviteurs du Consulat russe de Plovdiv ayant été rencontré dans la rue par une patrouille après l'heure de police (l'état de siège était proclamé dans le pays), il fut arrêté et maltraité par les gendarmes auxquels il avait opposé une résistance armée. Le lendemain il fut mis en liberté.

(2) Le général demandait notamment : que le commandant militaire de la ville et le chef de brigade de Plovdiv fussent relevés de leur fonction; que les coupables fussent punis sévèrement; que les honneurs fussent rendus au drapeau du Consulat russe par un détachement de la garnison de Plovdiv.

marche. La route de l'indépendance, route que suivaient les Bulgares, coupait la route de Constantinople : le conflit était inévitable. La domination russe sur les Détroits et l'indépendance bulgare, ce sont deux choses manifestement incompatibles. Tant que les Bulgares témoigneraient d'un désir ardent de vivre libres et indépendants, affranchis de la tutelle égoïste et embarrassante de la Russie, la puissance moscovite devrait tenir compte des aspirations nationales de ce petit pays qui surgissait comme un obstacle des plus sérieux sur le chemin des Détroits.

TROISIÈME CHAPITRE

VINGT-CINQ ANS DE PAIX.

Les agents du gouvernement russe qui, par leur activité, provoquaient des troubles constants en Bulgarie, avaient quitté le pays, mais la situation n'en était pas moins embrouillée. La menace russe restait suspendue sur la Bulgarie. Le gouvernement de Pétersbourg, ne pouvant faire triompher à Sofia le candidat de son choix — un certain prince caucasien — manœuvrait pour gagner du temps. Il prolongeait à dessein les embarras de la Bulgarie, espérant pouvoir en profiter un jour. Il s'efforçait en même temps de convaincre la Sublime Porte qu'une occupation russo-turque en Bulgarie était dictée par les circonstances ; mais là encore ses intrigues furent vaines. (1)

La régence et le gouvernement bulgare se rendaient parfaitement compte que, tant que le trône de Bulgarie resterait vacant, une occupation russe serait toujours à craindre. Impatienté par les lenteurs dont faisaient preuve les cabinets européens, le gouvernement fit procéder, le 7 juillet 1887, par l'Assemblée Nationale, à l'élection du prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha. Le nouveau prince entra en Bulgarie le 10 août et, quatre jours plus tard, il prit en mains le pouvoir sous les auspices du premier Régent, Stamboloff, qu'il garda comme premier ministre.

L'élection du prince Ferdinand, faite contre la volonté expresse de la Cour Impériale de Pétersbourg, fut accueillie avec une extrême défaveur par la Russie. Le rétablissement de l'ordre légal en Bulgarie et

(1) DEBIDOUR, *op. cit.*, p. 116.

la consolidation de la situation existante anéantissent pour toujours les espoirs, nourris par la diplomatie tzariste, de voir triompher l'influence et la prépondérance russes dans les Balkans. Il était donc tout naturel que la Russie s'empressa de déclarer hautement qu'elle ne reconnaissait pas l'élection du prince Ferdinand et qu'elle ne la reconnaîtrait jamais.

La France et l'Allemagne, pour lui complaire, se refusèrent aussi à reconnaître au prince Ferdinand la qualité de souverain légitime de la Bulgarie (1). Le 25 février 1888 l'ambassadeur de Russie à Constantinople, de concert avec ses collègues de France et d'Allemagne, remit à la Porte la note suivante : « L'assentiment des Puissances, prévu par le traité de Berlin et nécessaire à la confirmation de Ferdinand de Saxe-Cobourg comme prince de Bulgarie, n'a pas été donné. Dès lors, sa présence à la tête de la principauté vassale est illégale et contraire à ce traité. Le gouvernement de Russie demande, en conséquence, à la Porte de notifier officiellement ce qui précède au gouvernement bulgare et de porter cette notification à la connaissance des grandes Puissances (2). »

Dans cette question, l'Allemagne fit preuve d'une duplicité absolue. Tandis qu'elle s'associait officiellement à la protestation de la Russie, elle encourageait secrètement le Prince dans sa tâche difficile. Cela ressort d'une note du prince Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, au prince Ferdinand. Il y était dit, tout d'abord, que, pour le moment, le gouvernement allemand ne pouvait donner au prince ni aide ni encouragement officiel. Mais la note continuait ainsi : « Il ne s'ensuit pas que le gouvernement allemand ne puisse, pour les besoins de sa politique générale, encourager officieusement et soutenir par les moyens légitimes d'action qu'il possède en Bulgarie l'entreprise d'occuper le trône de Bulgarie, conformément aux intérêts de la politique européenne, et de

(1) DEBIDOUR, *op. cit.*, p. 117.

(2) CHOUBLIER, *op. cit.*, p. 296.

la politique allemande. Le moment viendra où, quelque défavorables et même hostiles que puissent paraître en ce temps les actes de la politique allemande vis-à-vis de l'entreprise de Votre Altesse, les sentiments que le gouvernement de Berlin nourrit en secret pour le succès de son action monarchique en Bulgarie pourront éclater un jour et avoir aussi toute l'efficacité attachée à l'action ouverte et décidée d'un puissant Empire... (1). »

Quant à l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie, elles déclarèrent que, sans reconnaître le prince, elles étaient décidées à le traiter comme souverain de fait. Le premier ministre d'Italie, Crispi, était d'avis que le prince Ferdinand devait être reconnu comme souverain légitime, parce qu'il avait été élu à l'unanimité par l'Assemblée Nationale et qu'il incarnait, par conséquent, la volonté du peuple bulgare (2).

Cependant, le prince Ferdinand et les hommes d'Etat bulgares comprenaient que la question bulgare n'était qu'une partie de la grande Question d'Orient, que l'avenir de la Bulgarie dépendait de l'équilibre des prépondérances européennes dans les Balkans. Ils s'étaient en conséquence proposé comme but de travailler à la réconciliation avec la Russie. Pour le prince c'était encore une question d'amour propre et de dignité. Il n'ignorait point que sa reconnaissance officielle par l'Europe dépendait entièrement de l'attitude de la Cour Impériale de St-Pétersbourg.

Ce ne fut qu'en 1896 que la réconciliation se fit à Paris sous les auspices du gouvernement français. Alexandre III était mort (1^{er} novembre 1894) et son successeur Nicolas II s'était montré plus disposé que lui à faire la paix avec le prince de Bulgarie. Le prétexte et peut-être la condition de ce rapprochement fut le passage à la religion orthodoxe du prince héri-

(1) MOREL, *Le Prince de Bismarck dévoilé*, p. 149.

(2) Livre vert italien de mai 1890, sur les événements de Bulgarie du 15 novembre 1886 au 11 novembre 1889, la dépêche de Crispi du 8 août 1887.

tier Boris (1). A la cérémonie de la confirmation de ce dernier, l'empereur Nicolas II se fit représenter par un envoyé extraordinaire. Dès lors le prince Ferdinand avait la reconnaissance officielle de la Cour de St-Petersbourg. Le Sultan s'empressa, lui aussi, de lui envoyer officiellement l'investiture. Bientôt toutes les grandes Puissances qui, d'ailleurs, l'avaient reconnu de fait, le reconnurent de jure. Peu après, Ferdinand fit un voyage à l'étranger et partout où il passa, à Constantinople, à St-Petersbourg, à Paris, à Berlin, etc..., il reçut les honneurs et les égards dûs à un souverain.

D'ailleurs, la Russie avait, elle-même, cherché à se rapprocher de la Bulgarie, de peur que cette dernière ne s'inféodât à la politique autrichienne. La conversion du prince héritier à la religion orthodoxe était, pour la Russie, un gage suffisant que son influence politique et religieuse continuerait de s'exercer à l'avenir en Bulgarie.

L'année 1896 vit un changement complet d'orientation de la politique bulgare. Le prince Ferdinand choisit ses collaborateurs dans le parti conservateur que ses sympathies et ses traditions portaient vers la Russie. La diplomatie russe avait, elle aussi, changé de tactique. Après avoir constaté que toute intervention brutale dans les affaires intérieures de la Bulgarie étaient non seulement inutile, mais aussi nuisible aux intérêts et à l'influence russe dans ce pays, elle avait adopté une nouvelle méthode. Pour attirer le gouvernement de Sofia dans l'orbite politique de la Russie, tout en ménageant l'indépendance et la souveraineté bulgare, elle usait maintenant de la voie diplomatique.

Le calme une fois revenu, la Bulgarie put se livrer dans la paix à un travail d'organisation intérieure et elle cessa d'être l'élément inquiet de la Question d'Orient.

(1) DEBIDOUR, *op. cit.*, p. 232; PINON, *op. cit.*, p. 462.

L'attention des Puissances se porta sur les affaires intérieures de l'Empire Ottoman. La situation y empirait de jour en jour. Au cours des années 1895 et 1896 des atrocités épouvantables furent commises sur les populations arméniennes de la Turquie. Cette fois, ce fut la Grande-Bretagne qui crut devoir protester et commencer une campagne diplomatique en faveur des Arméniens. Les Puissances de la Triple Alliance refusèrent de s'associer aux protestations anglaises. A cette époque l'Allemagne inaugurait justement sa nouvelle politique orientale qui lui imposait le maintien de relations absolument amicales avec la Turquie. La Russie, qui avait jadis si longtemps soutenu les nationalités chrétiennes de l'Empire Ottoman, les avait abandonnées à leur propre sort, sans doute, pour ne pas travailler en faveur de l'Angleterre. La France, dont la politique était déjà liée à celle de la Russie, se tint prudemment à l'écart (1).

Le fait le plus digne de remarques à cette époque fut le rétablissement de l'influence toujours croissante de la Russie sur la Porte. Maintenant, c'était le gouvernement de St-Petersbourg qui défendait l'intégrité et l'indépendance de l'Empire Ottoman. Sous ce rapport, la politique russe était en harmonie parfaite avec celle de l'Allemagne qui, chaque jour, gagnait du terrain en Turquie. Par la force même des choses, la Grande-Bretagne s'était chargée de la protection des populations chrétiennes de l'Empire Turc et c'était elle qui travaillait maintenant contre l'intégrité de la Turquie et pour l'intervention européenne dans ses affaires intérieures.

Mais il était impossible à l'Angleterre d'intervenir seule, car des sanctions seraient nécessaires pour obtenir l'application de réformes quelles qu'elles fussent. Dans ces conditions, il était absolument impossible d'exiger du Sultan des réformes sérieuses. Aussi les soi-disant réformes qu'il décréta n'étaient-

(1) DEBIDOUR, *op. cit.*, p. 228.

elles que des mesures administratives sans importance qui n'amélioreraient en rien la situation déplorable des populations chrétiennes.

L'œuvre des réformes en Turquie ne représentait un intérêt pour la Bulgarie qu'autant qu'elle concernait les populations macédoniennes. Le troisième tronçon de la Bulgarie de San-Stéphano était resté, comme on le sait, sous la domination turque. Dès le premier jour de sa libération, la Bulgarie ne cessa de montrer à l'égard de la Macédoine asservie une sollicitude et un intérêt qui, jusqu'à la guerre mondiale, ont été un des traits les plus saillants de sa politique extérieure. Sous ce rapport tous les gouvernements de Sofia, sans distinction de parti, poursuivirent, quoique par des moyens différents, un seul et même but : l'affranchissement de la Macédoine. Quoi qu'on en dise, la Macédoine était et reste encore aujourd'hui une région bulgare. Jusqu'à la guerre de 1912-1913 le caractère bulgare de la Macédoine ne faisait l'objet d'aucun doute, d'aucune discussion. Au Congrès de Berlin, les chrétiens de la Macédoine avaient été généralement regardés comme Bulgares (1). Bismarck l'avait même hautement proclamé au Reichstag (2). Tous les étrangers, les Français particulièrement, qui ont voyagé en Macédoine, sont unanimes à affirmer le caractère bulgare de la région (3).

(1) PINON, *op. cit.*, p. 150.

(2) Voir plus haut le fameux discours de Bismarck du 19 février 1878.

(3) Parlant des nationalités en Macédoine, M. PINON, dans son ouvrage sur l'Empire ottoman, dit (p. 150) : « Nous serions portés à attacher plus d'importance à l'opinion des officiers européens, des français en particulier, qui ont parcouru en tous sens leurs circonscriptions et interrogé les paysans hors de la présence des gendarmes ou des fonctionnaires turcs, ou à celle d'un Père Lazariste, comme M. Gazol, que ses fonctions de directeur du séminaire catholique bulgare de Salonique ont appelé à parcourir seul un grand nombre de villages de la région de Salonique. Presque tous ces témoins sont d'accord pour considérer comme Bulgares les slaves de Macédoine. Eux-mêmes s'appelaient et s'appellent encore « Bougarine ». Voir aussi LUDOVIC NAUDEAU, *Où en est le fascisme en Italie*, conférence tenue le 7 février 1927, p. 20.

L'intérêt que la Bulgarie et le peuple bulgare témoignaient à ce pays asservi était, par conséquent, parfaitement justifié. Il est erroné de dire que la Bulgarie poursuivait à cette époque des buts impérialistes en Macédoine, les aspirations bulgares ne consistaient pas dans le désir, très légitime au reste, d'annexer la Macédoine à la Bulgarie. Les gouvernements de Sofia ne demandaient pas la reconstitution de la grande Bulgarie de San-Stéphano; ils ne souhaitaient que l'autonomie des trois vilayets bulgares de la Turquie européenne (1).

Pendant la crise de 1895-1896 le gouvernement bulgare obtint de la Sublime Porte, grâce à l'appui des Cabinets de St-Petersbourg et de Paris, un décret du 22 avril 1896, stipulant une série de réformes pour les vilayets macédoniens. Cette concession du Sultan fut cependant aussi éphémère que les précédentes.

Plus tard, lorsque le gouvernement bulgare renouvela ses démarches auprès de la Porte, en vue d'obtenir que fût amélioré le régime turc en Macédoine, il invoqua, à l'appui de sa demande, l'œuvre de la conférence de Constantinople, le Traité de Berlin et le décret de 1896. Mais, le texte juridique qui justifiait l'intervention de la Bulgarie, ainsi que celle des grandes Puissances, dans les affaires macédoniennes était sans doute l'article 23 du traité de Berlin (2). Ce

(1) PINON, *op. cit.*, p. 128.

(2) ART. 23. — La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

Des règlements analogues, adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôt accordés à la Crète, seront également introduites dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

La Sublime Porte chargera des Commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte qui, avant de promul-

texte était tout l'espoir des populations opprimées qui attendaient de l'Europe leur libération. L'article 23 créait une véritable obligation pour la Porte d'introduire les réformes prévues et de consentir à tous moments à l'intervention des Puissances.

L'action des Puissances en Macédoine a passé par trois phases successives. Dans la première la Russie et l'Autriche-Hongrie, prétendant avoir des intérêts plus importants et plus directs que les autres Etats européens, intervinrent dans les affaires macédoniennes en vertu d'un accord passé entre les gouvernements de Vienne et de St-Petersbourg en 1897. L'arrangement de Murzsteg du 2 octobre 1902, résultant des conversations du comte Lamsdorff et du comte Goluchovsky, inaugura la deuxième phase. Toutes les grandes Puissances manifestèrent le désir de prendre part à l'élaboration du programme de réformes à proposer au Sultan. Le programme austro-russe de Murzsteg prit même en considération les vœux exprimés par le gouvernement britannique. Dans la troisième phase, enfin, les six grandes Puissances, agissant d'accord, intervinrent collectivement dans les affaires turques.

La question macédonienne devint ainsi une question européenne.

Quelle attitude les Puissances adoptèrent-elles à l'égard des mouvements de Macédoine et à l'égard des aspirations de la populations macédonienne ?

Comme nous l'avons dit plus haut, la Grande-Bretagne se faisait le champion des libertés nationales et adoptait une politique d'intervention, on peut même dire une politique de démembrement de l'Empire Ottoman. On s'apercevait déjà en Angleterre de la faute que l'on avait commise en 1878, en s'opposant à la constitution d'une grande Bulgarie qui aurait été une barrière aux ambitions de la Russie

guer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission européenne instituée pour la Roumélie Orientale.

comme à celles de l'Allemagne (1). La formule de Gladstone « la Macédoine aux Macédoniens » était devenue le programme de la politique anglaise.

La politique orientale de l'Allemagne considérait à cette époque le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman comme une garantie des progrès économiques futurs de l'Allemagne. Elle se proposait non seulement de protéger la Turquie, mais de travailler aussi à consolider sa situation intérieure (2). A mesure que l'Allemagne devenait un grand pays industriel, commerçant et exportateur, elle recherchait des débouchés pour sa production, des commandes pour ses usines, des affaires pour ses banques. Arrivée à l'impérialisme à un moment où, dans ce prodigieux alotissement du monde qui restera la fait capital du XIX^e siècle, les bonnes places étaient prises et les meilleurs morceaux accaparés, elle jeta son dévolu sur cette Asie turque endormie depuis tant de siècles dans la léthargie musulmane. La nouvelle politique orientale allemande, inaugurée par Guillaume II, se dessinait comme une entreprise de grande envergure dont la réalisation, exigeant des efforts énergiques et constants, devrait s'étendre sur un espace de temps bien considérable. Son expression matérielle, c'était la construction du chemin de fer de Bagdad qui devait relier Constantinople au Golfe persique. Mais la réalisation d'un plan d'expansion économique aussi grandiose était conditionnée par deux choses. Il fallait, premièrement, que la pénétration germanique rencontra à Constantinople des conditions favorables; et, deuxièmement, qu'il se maintint dans les Balkans un état de choses, tel que les communications fussent assurées entre Berlin et Constantinople.

Puisque les territoires de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie ne pouvaient être colonisés ni conquis, il était naturel que le premier souci de l'Allemagne

(1) PINON, *op. cit.*, p. 253; DEBIDOUR, pp. 228-229.

(2) MANDELSTAM, *Le sort de l'Empire ottoman*, pp. 542-543.

fût de gagner l'amitié du Sultan. Aussi, de toute évidence, le gouvernement du Reich ne pouvait songer à participer à une action, même collective, des Puissances contre la Sublime Porte.

Quant à l'Autriche-Hongrie, elle redoutait la formation d'un Etat balkanique puissant qui pourrait s'interposer entre la Monarchie et Salonique. La politique autrichienne qui, pour les mêmes raisons, avait déjà contribué de toutes ses forces au démembrement de la Bulgarie de San-Stéphano, ne pouvait voir d'un œil favorable la création d'une Macédoine autonome, sous la suzeraineté du Sultan, et encore moins, son rattachement à l'un des Etats balkaniques. Le maintien, entre la Bosnie et Salonique, d'une Turquie faible, lentement réformée sous l'influence prédominante de conseillers austro-hongrois, c'était la solution qui convenait le mieux à la politique du Cabinet de Vienne (1).

Après les querelles qu'elle avait eues avec la Bulgarie et avec la Roumanie, la Russie observait en Orient une attitude expectative. Par l'accord de 1897, concernant les affaires de la Péninsule, intervenu entre les Cabinets de St-Pétersbourg et de Vienne, la Russie avait renoncé à la situation privilégiée qu'elle occupait jusqu'alors dans les affaires orientales, en faveur d'une action concertée avec l'Autriche-Hongrie. L'attention de la diplomatie russe était alors attirée par les affaires de l'Extrême-Orient. Comme un conflit était à prévoir avec le Japon, la Russie avait intérêt à ce que toute complication dans les affaires de l'Empire Ottoman fût évitée. Par mesure de sécurité, une convention militaire secrète fut signée, le 22 avril 1902, entre la Russie et la Bulgarie (2). Cette conven-

(1) PINON, *op. cit.*, p. 256.

(2) KESSIAKOFF, *Recueil de tous les traités, de toutes les conventions et de divers autres documents diplomatiques, signés entre la Bulgarie et les autres Puissances de 1878 jusqu'à nos jours* (en bulgare), Sofia, 1925, t. I, p. 20, n° 4. Cette convention n'a pas été ratifiée par le Sobranie bulgare et sa validité a toujours été contestée.

tion, de caractère purement défensif, était dirigée uniquement contre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie; c'était une réponse à la convention signée entre ces deux puissances en 1901.

L'article II de cette convention stipulait explicitement que les clauses de l'accord en question ne pouvaient, en aucun cas, être dirigées contre la Turquie ou contre une autre Puissance balkanique. Cette clause prouvait assez clairement que la Russie s'était résignée à une politique de *statu-quo* dans les Balkans et que son désir était de ne pas se laisser entraîner dans une aventure balkanique.

Mais il n'était ni dans l'intérêt ni dans les traditions de l'Empire russe de s'en tenir au *statu-quo* et de s'opposer aux aspirations des populations slaves. La Russie ne pouvait continuer de se désintéresser des affaires balkaniques ainsi qu'elle le faisait depuis 1897. En effet, une fois que la guerre malheureuse de Mandchourie fut terminée, une fois que la révolution d'octobre 1906 fut liquidée, et que le calme fut rétabli à l'intérieur de l'Empire, le gouvernement russe tourna de nouveau les yeux vers les Balkans. L'expansion économique de l'Allemagne en Turquie, l'accroissement rapide de son ascendant sur la Sublime Porte rapprochèrent alors le point de vue russe de celui de l'Angleterre et de la France et l'incitèrent à intervenir plus activement dans les affaires de l'Empire Ottoman. A partir de cette époque, l'influence russe dans la politique des Etats balkaniques devint de plus en plus prépondérante et la conclusion de l'alliance balkanique marqua son apogée.

Revenons maintenant à la Bulgarie. Après la réconciliation avec la Russie, après le rétablissement de l'ordre normal à l'intérieur du pays, l'attention des gouvernements bulgares se concentra surtout sur les problèmes intérieurs : organisation de l'économie nationale, travail législatif, préparation du peuple entier à ses destinées futures. Au point de vue de la politique extérieure, une question était suivie avec un intérêt intense, non seulement par les milieux offi-

ciels, mais surtout par le peuple entier : c'était le drame macédonien. Car, si l'on pouvait dire que le problème macédonien était une question européenne, il était aussi et avant tout, une question balkanique, une question bulgare. Les souffrances du peuple macédonien étaient les souffrances du peuple bulgare. Les atrocités commises par les Turcs en Macédoine soulevaient en Bulgarie des cris d'indignation où la compassion pour les populations martyres se mêlaient à la menace contre les oppresseurs. L'effervescence qu'excita en Bulgarie la grande insurrection macédonienne de 1903 fut si grande qu'on crut, à un moment donné, que la guerre allait éclater entre la Bulgarie et la Turquie. Mais le gouvernement ne se laissa pas entraîner par les sentiments populaires et les complications furent évitées. Toutefois le peuple bulgare était maintenant habitué à l'idée d'une guerre contre l'Empire ottoman pour l'affranchissement de la Macédoine. La libération du peuple macédonien était un idéal national qui animait tous les Bulgares. La guerre balkanique fut faite au nom de cet idéal. Personne ne peut accuser la Bulgarie d'avoir poursuivi pendant cette guerre des visées impérialistes, comme personne ne peut accuser la France d'avoir eu des velléités impérialistes en travaillant à la libération de l'Alsace-Lorraine. Le cas est exactement le même. Pour la Bulgarie, comme pour la France, il s'agissait d'affranchir des compatriotes opprimés. Cet idéal populaire était aussi un des buts principaux de la politique extérieure de la Bulgarie. Cependant, il faut ajouter immédiatement que le gouvernement de Sofia n'envisageait pas la guerre comme le seul moyen d'obtenir une amélioration du sort de la Macédoine. Il y eut des moments où la diplomatie bulgare s'appliqua de toutes ses forces à obtenir des réformes de la Sublime Porte. Plus d'une fois, la diplomatie bulgare s'employa à pousser la France et l'Angleterre à intervenir plus activement dans les affaires balkaniques. La politique du Cabinet Petkoff (nationaux libéraux) consista précisément

à obtenir, par l'intermédiaire de l'Europe, des réformes en Macédoine (1). La concession de l'autonomie administrative à la Macédoine aurait satisfait entièrement la Bulgarie et calmé l'excitation populaire. Le peuple bulgare ne voyait la guerre que comme l'ultime moyen de délivrer ses frères.

On a souvent répété que la politique de la Bulgarie pendant cette période avait été trop tortueuse. On a peut-être raison. Mais si l'on songe, sans parti-pris, à la situation que la Bulgarie occupait en Europe, on se voit obligé de lui donner raison. Lorsqu'un pays est placé au milieu de la Péninsule des Balkans, à proximité immédiate de Constantinople et des Détroits, où les intérêts de toutes les grandes Puissances convergent, il lui est bien difficile de se tracer une ligne de conduite parfaitement rigide et invariable. Se ranger aux côtés de l'Autriche, c'était se brouiller avec la Russie et l'Angleterre. Marcher avec l'Empire des Tzars, c'était déclarer la guerre à l'Autriche et la Grande-Bretagne. S'associer à l'Angleterre, c'était risquer d'encourir la fureur du Tzar et de la Balplatz. Et pourtant la Bulgarie avait ses intérêts propres à satisfaire. Il était donc bien compréhensible que, pour ne pas éveiller les susceptibilités des Puissances intéressées, elle se vît forcée d'adopter une politique d'équilibre.

« Il est plus équitable, disait M. Pinon qui avait bien compris la situation extrêmement délicate de la diplomatie bulgare, de constater que la situation politique de la Bulgarie l'oblige à une perpétuelle tactique d'adaptation et d'équilibre. Il lui faut prendre sa place dans la vie générale de l'Europe tout en y poursuivant, de combinaison à combinaison, ses fins particulières. Epier, dans la politique européenne, les circonstances propices, canaliser les dispositions favorables afin d'en tirer un avantage, pour les intérêts bulgares, telle est la méthode; elle exige, pour être

(1) PINON, *op. cit.*, p. 465.

utilement appliquée, un tact toujours en éveil et un constant esprit du suite (1). »

Et la faute capitale que commit plus tard la Bulgarie, en entrant dans l'alliance balkanique, fut justement de se confier exclusivement à la Russie, en négligeant les intérêts des autres Puissances.



(1) *Ibid.*, p. 464.

QUATRIÈME CHAPITRE

L'ALLIANCE BALKANIQUE ET LA GUERRE DE 1912.

« Réforme veut dire autonomie; autonomie veut dire démembrement; démembrement veut dire compétition des Puissances », disait, le 11 octobre 1912, M. Hanotaux, en parlant de la situation dans les Balkans et des vains efforts que faisaient les Puissances pour améliorer le sort des provinces de la Turquie d'Europe (1). En effet, pour qu'une réforme dans l'administration de la Macédoine fut réelle et efficace, elle devait nécessairement reposer sur une autonomie administrative. Mais l'autonomie devait provoquer automatiquement un démembrement, plus ou moins prononcé, de l'Empire Ottoman et l'intervention effective de l'Europe.

Contre ce démembrement, contre cette intervention des Puissances dans les affaires intérieures de la Turquie, un parti se déclara résolument : la jeune Turquie. Le coup d'Etat de 1908 et la révolution, œuvre de la jeune Turquie, n'était pas le résultat des conditions intérieures, politiques ou sociales de la Turquie. C'était la suite de ce système d'interventions que les Puissances avaient adoptée à l'égard de l'Empire Ottoman. La révolution de 1908 fut entreprise au nom de l'indépendance turque; ce fut une protestation contre les tentatives de l'Europe de s'immiscer dans les affaires intimes de la Turquie. La constitution qui en sortit avait pour but notamment de s'opposer aux prétentions des Puissances d'intervenir

(1) HANOTAUX, *op. cit.*, p. 119.

dans l'administration ottomane. Inspirés par des mobiles patriotiques, ses auteurs essayèrent de faire de l'ancienne Turquie un nouvel Etat, fondé sur le principe de l'unité nationale et de l'administration centralisée, et qui devait assurer la prépondérance de l'élément turc dans les affaires publiques (1).

Cependant l'œuvre de la révolution jeune-turque échoua. Au point de vue de l'organisation de la vie politique de l'Empire Ottoman, les efforts des promoteurs du mouvement ne donnèrent aucun résultat, parce que la nouvelle constitution était absolument contraire aux exigences de la réalité turque. On ne pouvait pas créer artificiellement une idée nationale là où il n'y avait que des populations hétérogènes. On ne pouvait non plus créer du jour au lendemain la centralisation administrative à l'intérieur d'un pays où la décentralisation avait été, de tout temps, un principe de gouvernement. Enfin, on ne pouvait écarter pour longtemps l'intervention étrangère, alors que l'Empire Ottoman donnait chaque jour la preuve de son impuissance à gouverner et à traiter humainement les populations chrétiennes qui habitaient ses territoires.

Mais si la révolution jeune turque fut impuissante à débrouiller les affaires turques, elle contribua, sans aucun doute, à compliquer la situation politique dans les Balkans. L'épilogue des troubles dans l'Empire ottoman fut l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. Considérant le nouveau régime turc comme peu favorable aux intérêts de la Monarchie, certain que la Russie ne pouvait opposer de résistance sérieuse, le gouvernement de Vienne se décida à ce coup de force qui devait mettre fin au régime provisoire institué par le Congrès de Berlin (2).

(1) ALTINOFF, *op. cit.*, pp. 82-84.

(2) En vertu de l'article 25 du traité de Berlin, l'administration des provinces turques de la Bosnie-Herzégovine était confiée à l'Autriche-Hongrie.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine coïncida avec la proclamation de l'indépendance bulgare. Le 3 octobre 1908, le gouvernement bulgare, d'accord avec le roi Ferdinand, déclara aux Puissances qu'il rejetait la suzeraineté du Sultan et considérait la Bulgarie comme un Etat complètement indépendant.

Que les deux événements — annexion de la Bosnie-Herzégovine et proclamation de l'indépendance bulgare — aient été ou non liés par une relation effective, il faut avouer que la situation internationale du moment et, en particulier, l'état embrouillé des affaires balkaniques, contribuèrent, sans aucun doute, à ces deux changements dans le *statu-quo* des Balkans.

La Russie fut la première, parmi les grandes Puissances, à reconnaître l'indépendance du nouveau royaume de Bulgarie. La Turquie protesta avec énergie contre cette infraction à l'article premier du traité de Berlin et procéda à une mobilisation partielle. Après des négociations infructueuses avec la Sublime Porte, le gouvernement bulgare demanda, le 26 janvier 1909, l'intervention des Puissances pour que fût évitée une guerre éventuelle avec la Turquie (1). La Russie s'entremet alors entre le gouvernement bulgare et la Sublime Porte. Les pourparlers à trois aboutirent à un accord entre la Bulgarie et la Turquie, signé à Constantinople le 17 avril 1909, en vertu duquel la Sublime Porte reconnaissait le nouvel état de choses contre certaines compensations de caractère financier. Peu après, les autres Puissances reconnurent l'indépendance de la Bulgarie.

A partir de cette époque, la politique russe évolua vers un rapprochement avec les Etats balkaniques. Depuis 1878 la Russie avait soigneusement évité toute complication en Orient; elle s'était abstenue de créer des événements et se montrait extrêmement patiente. Mais cela ne voulait pas dire qu'elle se désintéressât

(1) KESSIAKOFF, *op. cit.*, p. 30.

des affaires orientales. Tout au contraire, la diplomatie russe suivait avec un vif intérêt le développement des événements dans les Balkans et se proposait d'intervenir au moment propice.

La révolution jeune-turque et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie furent les premiers symptômes de la crise qui allait se déchaîner dans les Balkans.

L'annexion des deux provinces turques par la Monarchie dualiste vint rompre l'équilibre balkanique établi par le Congrès de Berlin. Il était fort naturel, par conséquent, que la Russie cherchât à contrebalancer la prépondérance autrichienne dans les Balkans. Elle s'y employa par une politique de rapprochement avec les Etats balkaniques et avec l'Italie, la rivale naturelle de l'Autriche-Hongrie dans l'Asiatique, d'autant plus que cette fois encore, l'Angleterre, méfiante, avait refusé à la Russie l'ouverture des Détroits qui paraissait à la politique russe la seule compensation possible à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie (1).

En déclarant la guerre à la Turquie pour s'emparer de la Tripolitaine, l'Italie ouvrit la crise orientale qui bouleversa de fond en comble le *statu-quo* balkanique. En portant la guerre dans les eaux de l'Archipel, elle risquait d'ouvrir la question d'Orient. C'était en prévision de cette éventualité que la Russie prenait ses positions dans la Péninsule.

L'alliance serbo-bulgare fut l'œuvre de la diplomatie russe. Le prince Ouroussoff, chargé d'affaires de Russie en Bulgarie, s'était flatté devant M. Panafiu, représentant de la France, d'avoir poussé M. Guechoff à préparer une entente balkanique dès 1911 (2). Ce fut cependant le conflit italo-turc qui contribua au rapprochement des Etats balkaniques. Au mois d'octobre 1911, sous les auspices de la Russie, s'ou-

(1) HANOTAUX, *op. cit.*, p. 100; PHILLIPSON and BUXTON, p. 189.

(2) POINCARÉ, *Au service de la France*, t. II, *Les Balkans en feu*, 1912, Paris, 1924, p. 39.

vrèrent entre la Bulgarie et la Serbie des négociations en vue de la conclusion d'un traité d'alliance. Elles aboutirent rapidement au traité d'amitié et d'alliance du 29 février/14 mars 1912.

Conformément à l'article 2 de ce traité, les deux parties contractantes prenaient l'obligation de s'aider mutuellement de toutes leurs forces au cas où une des grandes Puissances essaierait d'annexer ou d'occuper militairement, fût-ce même provisoirement, un territoire quelconque de la Péninsule des Balkans, actuellement soumis à la domination turque. Cette obligation de secours mutuel entrerait en vigueur, si une des parties contractantes trouvait que l'annexion ou l'occupation, visées plus haut, touchaient de près ses intérêts vitaux et constituaient un « casus belli » (1).

Cependant, une annexe secrète au même traité prévoyait spécialement l'éventualité d'une guerre contre la Turquie. Cette même annexe déterminait le rôle que la Russie et son Empereur allaient jouer dans l'exécution du traité d'alliance. L'arbitrage de la Russie apparaît presque à chaque ligne de la convention. Toute discussion, tout désaccord entre les alliés devait être tranché par la Russie dont l'arrêt serait obligatoire pour les parties en cause. L'Empereur de Russie était même désigné comme arbitre suprême pour départager les territoires contestés en Macédoine.

Comme on peut le constater, le traité d'alliance entre la Bulgarie et la Serbie était un instrument diplomatique qui contenait en germe une guerre contre l'Autriche, aussi bien que contre la Turquie. La création de l'alliance balkanique, plus particulièrement de l'alliance serbo-bulgare, faisait partie du programme politique des Etats de l'Entente qui, en ce

(1) Voir le rapport de la Commission parlementaire nommée par le 17^e Sobranie dans sa séance du 11 mai 1914, pour enquêter le gouvernement des Cabinets Guechoff et Daneff concernant la préparation de la guerre de 1912, t. I, p. 161; KESSIAKOFF, *op. cit.*, p. 36, n° 11.

qui concernait les affaires du Proche-Orient, agissaient par l'intermédiaire de la Russie (1). Une alliance balkanique sous les auspices de la Russie était, aux yeux des pays de l'Entente, une barrière solide contre « la marche vers l'Est » du germanisme qui devenait de plus en plus menaçant. La politique orientale traditionnelle de l'Angleterre même avait beaucoup changé depuis trente ans. Longtemps elle avait mené le branle contre la Russie. A cette époque, cependant, ayant ouvert les yeux au péril allemand, elle se rapprochait du slavisme tant honni (2).

Pour l'Entente un rapprochement serbo-bulgare n'avait par conséquent de prix qu'autant qu'il était dirigé contre l'Autriche-Hongrie.

Cependant, pour la Russie, un accord balkanique avait aussi une autre valeur. Le 4 décembre 1911 le gouvernement russe avait essayé de soulever encore une fois la question des Détroits et, cette fois, d'une manière directe et explicite : Une note avait été remise à la Porte demandant la liberté de passage pour les navires de guerre russes, tout en maintenant l'ancien état de choses pour les navires de guerre des autres Puissances. Cette démarche n'avait pas abouti (3).

Ce fut alors qu'ayant compris qu'elle ne parviendrait jamais à atteindre son but par un accord séparé avec la Porte, la Russie vit dans l'Entente serbo-bulgare une précieuse combinaison politique. Elle comprit toute l'importance qu'avait la création, dans les Balkans, d'un bloc slave qui pourrait servir un jour à la réalisation de son rêve politique, à l'établissement de la domination des tzars sur les Détroits. Mais, selon la Russie, ce jour n'était pas encore venu, et, pour l'instant, l'alliance balkanique ne devait être qu'un instrument destiné à assurer le maintien du

(1) Voir le Rapport de la Commission parlementaire d'enquête, p. 121.

(2) HANOTAUX, *op. cit.*, p. 120.

(3) PHILLIPSON and BUXTON, pp. 190-192.

statu-quo balkanique. L'annexe secrète au traité d'alliance du 14 mars 1912 prouvait suffisamment que la Russie envisageait aussi un conflit possible avec la Turquie. Cependant, se rendant parfaitement compte que, faire la guerre à la Turquie, c'était poser résolument la question des Détroits dans toute son ampleur, et, par conséquent, déclencher une guerre générale à laquelle la Russie n'était pas préparée, le gouvernement russe tâchait de prévenir toute aventure dans les Balkans.

Aussi les Etats de l'Entente auraient-ils vu favorablement la conclusion d'une alliance balkanique, s'ils avaient été sûrs qu'elle ne troublerait pas la paix européenne. Mais les gouvernements de Paris et de Londres avaient toutes raisons de croire que, devant le refus de la Porte d'améliorer la situation des chrétiens, le bloc balkanique ne saurait longtemps résister à la tentation de recourir aux armes pour libérer du joug turc les provinces asservies.

Et, en effet, la diplomatie européenne l'avait bien deviné. La Russie avait joué un jeu dangereux. Elle avait profité de la surexcitation qui régnait parmi les peuples balkaniques pour former un bloc, sans se rendre compte des conséquences fâcheuses qui pouvaient en découler pour la paix européenne. La Russie s'était, il est vrai, réservé un droit de veto au cas où la Serbie et la Bulgarie auraient décidé une guerre contre la Turquie, mais que pourrait ce veto contre un mouvement national qui pouvait entraîner les deux pays alliés dans une action militaire contre l'Empire Ottoman?

Quand la diplomatie russe se vit en présence de l'œuvre qu'elle venait d'accomplir, elle se rendit compte des dangers qui pouvaient résulter des accords balkaniques. Pour prévenir un conflit éventuel dans les Balkans, le gouvernement de St-Pétersbourg tenta d'obtenir des gouvernements de Paris et de Londres qu'ils se joignissent à lui pour opérer une pression diplomatique sur la Sublime Porte et la for-

cer ainsi d'exécuter des réformes en Macédoine (1). Mais une action diplomatique semblable était impossible. Les Puissances ne pouvaient tomber d'accord sur le programme à proposer à la Turquie et, d'autre part, toute intervention était vouée d'avance à un échec complet, car elle se heurterait à l'intransigeance absolue de la Porte encouragée en cela par l'Allemagne.

Le gouvernement bulgare avait déjà essayé, en 1911, de négocier avec les jeunes Turcs pour obtenir l'autonomie en faveur des populations bulgares de Macédoine. L'accord n'avait pu se faire, la Turquie se réservant le droit d'accomplir, à sa manière, sans le contrôle de personne, les changements administratifs souhaités par ses sujets chrétiens (2).

D'autre part toute velléité de la Porte d'opérer des réformes dans les provinces de la Turquie d'Europe devait se heurter inévitablement à la vive résistance de l'opinion turque, contraire à toute concession et favorable à la guerre. La situation du gouvernement des modérés, à la tête duquel se trouvaient Ghazi Moukhtar et Kiamil Pacha, était sérieusement menacée et on pouvait s'attendre à chaque moment à des aggravations d'ordre intérieur qui rendraient la guerre imminente. M. Paul Cambon, le très distingué ambassadeur de France à Londres, avait parfaitement raison de dire que le danger le plus menaçant n'était ni à Sofia, ni à Belgrade, ni à St-Pétersbourg, ni à Vienne, mais qu'il était plutôt à Constantinople (3).

Il est vrai que, pour les Etats balkaniques, l'occasion était trop belle. L'état de choses qui s'était créé leur permettait d'escompter la victoire et la réalisation de leurs idéals nationaux. D'ailleurs, une guerre contre la Turquie c'était un des buts princi-

(1) POINCARÉ, *op. cit.*, p. 19.

(2) *Ibid.*, p. 50.

(3) *Ibid.*, p. 211.

paux du traité d'alliance serbo-bulgare (1). D'autre part, une très vive émotion avait été soulevée tant en Bulgarie qu'en Serbie et en Grèce par la nouvelle que la Turquie allait accorder aux Albanais révoltés des avantages particuliers, tandis que les autres populations de Macédoine continueraient de vivre sous une oppression terroriste.

Un accord fut signé le 16/29 mai 1912 avec la Grèce. Au début du mois d'octobre les Etats alliés mobilisèrent; cette fois la guerre était inévitable. Le gouvernement russe, qui avait commis l'imprudence d'inspirer les accords balkaniques et de participer à leur conclusion, fut très effrayé de la tournure que prenaient les événements. Il multipliait injonctions et conseils de modération auprès des Etats balkaniques.

La guerre qui se préparait allait, en effet, complètement bouleverser l'équilibre européen; elle pouvait provoquer les complications les plus sérieuses. L'Europe, qui n'était pas encore prête à une guerre générale, tenait absolument à ce que la paix européenne fût sauvagée. Non sans peine M. Poincaré réussit à obtenir de toutes les grandes Puissances qu'elles consentissent à ce que les gouvernements russe et austro-hongrois fissent au nom de toutes les grandes Puissances une démarche collective auprès des Alliés et de la Sublime Porte, afin de prévenir le conflit imminent.

Le 7 octobre 1912, les représentants de la Russie et de l'Autriche-Hongrie déclarèrent aux gouvernements des Etats balkaniques : 1° que les Puissances réprouvaient énergiquement toute mesure susceptible d'amener la rupture de la paix; 2° que, s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin, elles prendraient en main, dans l'intérêt des populations, la réalisation des réformes dans l'administration de la Turquie d'Europe, étant entendu que ces réformes ne porte-

(1) Rapport de la Commission parlementaire d'enquête p. 121.

ront aucune atteinte à la souveraineté de S. M. I. le Sultan et à l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman; que cette déclaration réservait d'ailleurs la liberté des Puissances pour l'étude collective et ultérieure des réformes; 3° que si la guerre venait néanmoins à éclater entre les Etats balkaniques et l'Empire ottoman, elles n'admettraient, à l'issue du conflit, aucune modification du *statu-quo* territorial dans la Turquie d'Europe; que les puissances feraient collectivement, auprès de la Sublime Porte, les démarches dérivant de la précédente déclaration (1).

Cependant cette déclaration n'eut d'effet ni dans les capitales balkaniques, ni à Constantinople. Le Rubicon était franchi et c'était l'épée qui allait décider.

C'est ainsi que les Etats balkaniques commencèrent la guerre de 1912 sans l'appui d'une grande Puissance quelconque. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient manifestement aux côtés des Turcs. L'Angleterre ne pouvait pas être sympathique à un bloc slave, créé sous l'inspiration et sous la protection de la Russie. La France travaillait infatigablement à la conservation de la paix, et la Russie, elle-même, contraire à toute action militaire dans les Balkans, abandonnait, au dernier moment, les Alliés à leurs propres forces.

M. Daneff, qui succéda à M. Guechoff à la Présidence du Conseil bulgare, interrogé, le 14 janvier 1915, par la commission parlementaire d'enquête, fit part en ces termes de l'impression qu'il avait eue lors de sa visite en Russie, à la veille de la conclusion du pacte balkanique : « Dès mon retour de Russie, il m'était clair que les Russes, tout en désirant fermement qu'une entente intervint entre nous et les Serbes, désapprouvait l'idée d'une guerre immédiate (2). »

Voilà où était l'imprudence, ou, plutôt, le manque de perspicacité de la diplomatie russe. M. Sazonoff et ses collègues n'avaient pas cru que le rapproche-

(1) POINCARÉ, *op. cit.*, pp. 242 et 243.

(2) Rapport de la Commission parlementaire d'enquête, p. 121.

ment des Serbes et des Bulgares aurait pour effet immédiat la mobilisation concertée que prévoyait la convention. Ils s'étaient imaginés que l'arbitrage de la Russie pourrait s'exercer dans le sens de la paix jusqu'au jour où la Russie jugerait la guerre opportune; et, à vrai dire, ils supposaient ce jour lointain (1).

D'ailleurs, il convient de remarquer, comme le dit M. Poincaré, que finalement, ce ne furent pas les Etats balkaniques qui rendirent la guerre inévitable, mais bien la Porte. Après avoir répondu à l'Europe par des échappatoires, elle rappela ses ministres d'Athènes, de Belgrade et de Sofia. Elle opposa, ensuite, une fin de non recevoir à la note des Etats balkaniques, sans offrir la moindre garantie pour des réformes promises depuis trente-deux ans.

Moukhtar Pacha, ancien Ministre turc de la Marine, constate dans son livre « La Turquie, l'Allemagne et l'Europe » que ses compatriotes ne croyaient pas à une défaite turque et qu'ils avaient été encouragés dans leur aveugle confiance par l'opinion allemande, autrichienne et même anglaise. L'ancien Ministre turc, qui a été aussi ambassadeur à Berlin, ajoute qu'il a toujours pensé que les Empires centraux auraient pu arrêter la guerre, mais qu'ils ne l'ont point fait, persuadés qu'ils étaient de la défaite des balkaniques. Le Chancelier de Bethmann-Hollweg assurait plus tard que les Allemands auraient agi tout autrement s'ils avaient pu se douter de l'issue.

L'Allemagne n'était pas seule à préférer que les balkaniques fussent battus. Devant la perspective menaçante d'une crise profonde dans la question d'Orient, M. Sazonoff et sir Nicolson, sous-secrétaire anglais aux affaires étrangères, avaient, de leur côté, exprimé l'avis que la solution la plus heureuse du conflit balkanique serait le succès de la Turquie.

Mais il en fut autrement. Les balkaniques sortirent victorieux de la guerre.

(1) POINCARÉ, *op. cit.*, p. 262.

Une fois la guerre déclarée, les Puissances mirent tous leurs efforts à localiser le conflit.

Au cours de la guerre, l'intervention diplomatique des grandes Puissances passa par trois phases successives : dans la première, toutes étaient d'accord pour déclarer que le *statu-quo* dans les Balkans devait être maintenu. Dans la deuxième, après que les armées bulgares et les armées des autres Alliés eurent remporté des succès décisifs et qu'il fut évident qu'il ne pouvait plus être question de rétablir le *statu-quo ante*, les Puissances adoptèrent une attitude de désintéressement territorial. L'Autriche seule refusait d'adhérer à cette formule diplomatique, parce que, comme le disait le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, à M. Poincaré, la Monarchie ne saurait se désintéresser des modifications que les Etats balkaniques voudraient introduire dans la vallée du Vardar. Le comte Berchtold lui-même déclara à l'ambassadeur de France à Vienne qu'il ne pouvait accepter cette formule (1).

C'était surtout la Russie qui tenait au principe de désintéressement. La chose la plus intéressante dans les conversations diplomatiques qui se poursuivirent entre les Puissances, au cours de la guerre de 1912, ce fut la vive inquiétude avec laquelle le gouvernement russe suivait la marche des opérations militaires dans les Balkans. Créatrice de l'Alliance balkanique, la Russie était la Puissance qui montrait le plus de méfiance à l'égard de ses protégés. Au fur et à mesure que les armées bulgares approchaient de Constantinople, la diplomatie russe se montrait de plus en plus inquiète. Le gouvernement russe alla jusqu'à demander à la France et à l'Angleterre de conseiller séparément à la Bulgarie de ne pas avancer davantage dans la direction de Constantinople (2). La peur de voir les Bulgares entrer triomphalement dans la capitale ottomane ne laissait plus de repos au gou-

(1) POINCARÉ, *op. cit.*, p. 291.

(2) Ibid., p. 296.

vernement impérial. Ce fut une des nombreuses erreurs de la diplomatie russe. La présence tant redoutée des Bulgares à Constantinople contenait en soi-même autant de dangers que d'avantages pour la Russie. Mais il dépendait uniquement de la diplomatie russe que l'occupation de Constantinople par les Bulgares fut un danger ou un avantage pour l'Empire des Tzars. Quoi qu'il en soit, une chose était certaine : l'émotion manifeste que le gouvernement russe éprouvait à l'idée de voir les Bulgares occuper Constantinople vint prouver encore une fois aux Anglais qu'ils avaient commis une grave faute en 1878. On eut dit que la Russie voulait faire comprendre à la Grande-Bretagne que la Bulgarie et les autres pays balkaniques seraient des portiers de la Mer Noire plus hostiles à la Russie que ne l'était la Turquie elle-même (1).

L'occupation de Constantinople par les Bulgares était chez Sazonoff une véritable obsession. Le Ministre des Affaires Etrangères russe avait même préparé un projet de médiation, conformément auquel Constantinople et Andrinople devaient rester entre les mains du Sultan. D'autre part, l'Autriche-Hongrie se déclara contre un débouché serbe sur l'Adriatique. Elle prévint officieusement la Serbie qu'elle eût à interrompre sa marche sur Durazzo. Ces deux faits juxtaposés nous expliquent la triste fin de la campagne balkanique ; ils contiennent de plus en germe la deuxième guerre entre les Alliés.

La troisième phase diplomatique de la guerre, ce fut la médiation concertée des Puissances pour le rétablissement de la paix. A partir de l'époque où les Puissances firent débarquer à Constantinople des détachements militaires, les questions soulevées par la guerre furent du ressort des chancelleries euro-

(1) *Constantinople et les Détroits*, d'après les documents secrets de l'ancien ministère des affaires étrangères, t. II, Moscou, 1926 (en russe), p. 32.

péennes. Celles-ci se proposaient de faire une paix qui satisferait tout d'abord les intérêts des grandes Puissances et, ensuite, si possible, ceux des belligérants.

« En suspendant la marche des Bulgares sur Constantinople, en imposant l'armistice qui a fait traîner les choses tout un hiver, en convoquant les belligérants à Londres, les grandes Puissances avaient en vue surtout leurs propres intérêts », voilà en quels termes M. Hanotaux, un des meilleurs connaisseurs des problèmes internationaux, qualifie l'action diplomatique de l'Europe (1).

Constantinople, cette fois encore, fut le pivot autour duquel toute l'affaire avait tourné. La Russie s'opposa vivement à ce que les Bulgares fussent très proches voisins de Constantinople. L'Angleterre, dont la politique a toujours été de repousser les Slaves des Détroits, était du même avis. La première tâche de la Conférence de Londres fut, par conséquent, de donner satisfaction aux exigences de la Russie et de l'Angleterre. Ainsi les Bulgares furent repoussés de ce côté de la Péninsule. Il était évident qu'ils rechercheraient à l'Ouest la récompense de leurs sacrifices énormes.

Cette difficulté tranchée, il en surgissait une autre. L'élan des Serbes vers l'Adriatique fut pareillement brisé. L'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Italie imposèrent leur veto à ce que la Serbie eût un débouché sur l'Adriatique. La deuxième tâche de la conférence fut de donner satisfaction aux Puissances de la Triple-Alliance. Ainsi la Serbie rejetée des côtes de l'Adriatique par la création d'une Albanie autonome, œuvre de la Triple-Alliance, fut poussée en Macédoine contre la Bulgarie (2). Ainsi l'Entente obtint satisfaction aux abords de Constantinople, la Triple-Alliance, sur les bords de l'Adriatique et en Albanie. Quant aux Balkaniques, l'Europe les poussa l'un con-

(1) HANOTAUX, *op. cit.*, p. 349.

(2) *Constantinople et les Détroits*, t. II, p. 61.

tre l'autre, créa les conditions qui devaient faire naître une nouvelle guerre — entre les Alliés cette fois — sans pouvoir d'ailleurs faire une œuvre juste et durable.

On en était arrivé là parce que, cette fois encore, on n'avait pas osé aborder la question de front. La question fondamentale, c'était toujours les Détroits. On évita de lui donner une solution définitive en procédant à des arrangements locaux qui n'étaient que des palliatifs. Tout le monde savait que l'édifice bâti à Londres était destiné à tomber en ruines sous peu, parce que le traité conclu ne donnait satisfaction à personne. En évitant de donner une solution définitive à la question des Détroits, on ne l'avait pas supprimée; elle subsistait toujours et devait prendre une forme de plus en plus aiguë, car l'Empire Ottoman, le gardien séculaire des Détroits, se décomposait rapidement. La situation n'était plus tenable. Si la Bulgarie fut obligée quelques mois plus tard de signer à Bucarest un traité qui l'humiliait et qui lui refusait tout droit et toute justice, ce fut parce que, à Londres, les Puissances n'avaient pas osé aborder la Question des Détroits. Elles ne l'avaient pas osé parce que, poser le problème oriental, c'était donner le signal de la guerre générale à une époque où les Puissances n'étaient pas encore prêtes à affronter une crise mondiale. C'est ainsi que la Bulgarie fut sacrifiée à l'équilibre européen, à la paix armée et indirectement, à la Question d'Orient. En effet si la conférence de Londres avait décidé du sort de l'Empire ottoman, si elle avait donné à la Question des Détroits une solution, sinon définitive, du moins plus conforme à l'état des forces, la carte de la Péninsule eut été toute autre.

Le traité de Londres du 31 mai 1912 contribua pour beaucoup à la dislocation de l'alliance balkanique. Il troubla les relations entre les Alliés et créa un état de choses qui ne pouvait durer. Le traité de Bucarest du 28 août/10 septembre 1913, qui mit fin à la guerre interalliée, vint, avec ses défauts, ses inco-

hérences et ses injustices compléter le traité de Londres. Qui profita du nouvel état de choses dans les Balkans ? Ce ne fut pas l'Entente. Tout au contraire, elle y perdit. Le chemin fut ouvert au « Drang nach Osten » : le germanisme avait gagné la partie. Plus d'alliance balkanique, plus d'obstacles sur la route de Salonique et de Constantinople, et, surtout, la Bulgarie, mécontente de l'Entente et de ses alliés, était maintenant toute prédisposée à subir l'influence austro-allemande.

CINQUIÈME CHAPITRE

LA BULGARIE ET LA GRANDE GUERRE

Diverses sont les causes qui peuvent être assignées au grand conflit armé qui mit aux prises les nations du monde entier de 1914 à 1918. Nul doute cependant que les troubles chroniques dans le Proche-Orient aient été l'un des facteurs les plus puissants dans la chaîne de causes et d'effets qui aboutit à la grande guerre européenne. Parmi les nombreux problèmes non résolus qui ont attisé l'incendie dans les Balkans et en ont fait un foyer de désordre et d'agitation, la Question des Détroits était la question centrale (1). Elle l'est encore aujourd'hui, puisqu'elle n'a toujours pas reçu de solution définitive. A cette cause principale de la guerre mondiale s'en ajoutait encore une autre, non moins décisive, qui d'ailleurs n'était qu'une modalité nouvelle de la question d'Orient. C'était l'influence croissante du germanisme à Constantinople, influence qui depuis quelques années avait supplanté celle de la Russie ; c'était la pénétration allemande dans l'Empire ottoman, pénétration qui contrecarrait les intérêts de la Russie et de la Grande-Bretagne. Il nous fut donné d'assister à un spectacle inconnu jusqu'alors dans l'histoire politique de l'Europe : les deux rivales séculaires, l'Angleterre et la Russie, s'associèrent pour combattre la menace allemande. Cela ne signifiait point qu'une de ces deux Puissances avait renoncé à ses projets traditionnels en Orient, ni que les intérêts de l'une et de l'autre avaient cessé d'être

(1) Comp. PHILLIPSON and BUXTON, *op. cit.*, p. 4 ; MANDELSTAM, *op. cit.*, p. 533.

en contradiction absolue. Il s'agissait tout simplement d'écarter des affaires turques un troisième compétiteur, plus dangereux et plus entreprenant que les autres, quitte à reprendre ensuite la lutte séculaire.

Pour l'Angleterre la guerre de 1914-1918 était un moyen de réduire à l'impuissance la force allemande qui avait commencé de menacer non seulement la domination économique mondiale de la Grande-Bretagne, mais aussi sa puissance maritime. A la veille de la grande guerre, l'Allemagne était la rivale la plus sérieuse de l'Angleterre sur les marchés mondiaux. En Orient, c'était aussi à elle que se heurtaient les intérêts britanniques. La prépondérance germanique s'installait solidement sur les Détroits et déjà elle mettait la main sur l'unique route de terre des Indes. La puissance navale de l'Allemagne menaçait aussi la maîtrise de la mer exercée depuis trois siècles par la Grande-Bretagne. A la veille de la guerre, l'Allemagne était en train d'exécuter un programme d'armement naval qui, quelques années plus tard, devait faire d'elle une puissance maritime de premier ordre. Il fallait l'écraser avant qu'elle fût assez forte, tel était le but de la Grande-Bretagne.

Quant à la Russie, elle prenait les armes dans l'espoir que le conflit général allait une fois pour toutes régler en sa faveur la Question des Détroits (1). Il est incontestable que l'Empire des Tzars est entré dans la guerre mondiale dans le but unique de s'emparer de Constantinople et des Détroits ; le fait est prouvé aujourd'hui. En entrant dans la guerre aux côtés de ses alliés, la Russie s'efforça d'obtenir des gouvernements de Londres et de Paris la promesse que, en cas d'une victoire définitive, Constantinople et les Détroits lui seraient cédés.

Le 21 novembre 1914 un accord passé entre l'Empereur Nicolas II et M. Paléologue, ambassadeur de France à Pétrograd, assurait à la Russie le droit de faire valoir à la fin de la guerre les prétentions sui-

(1) Comp. PHILLIPSON and BUXTON, p. 194.

vantes : que les Turcs fussent contraints à quitter l'Europe; que Constantinople fût proclamée ville neutre sous une administration internationale; que le tracé Enos-Midia en Thrace orientale fût la frontière entre la Bulgarie et la Russie (1).

Au début d'octobre la Turquie entra en guerre et les Détroits furent fermés. La fermeture de ces derniers paralysa littéralement la Russie. N'ayant que deux ports — Vladivostok en Extrême-Orient, et Arkhangel dans le nord, ce dernier bloqué en hiver par les glaces, — elle voyait toutes ses communications coupées avec ses alliés de l'Ouest. La nécessité de posséder la liberté d'accès sur la mer fut ainsi démontrée au public russe, qui considéra dès lors Constantinople comme la conquête la plus importante que pût amener la guerre. Au moment de l'entrée de la Turquie dans la guerre, l'Empereur, dans une proclamation adressée à son peuple, déclara que « l'injustifiable intervention de la Turquie ne ferait que préparer les voies à la solution du problème historique que nos pères nous ont légué sur les rives de la Mer Noire. » (2)

Le 3 mars 1915, au cours de la réception qu'il donnait en l'honneur du général Pau, l'Empereur avait fait à M. Paléologue des déclarations catégoriques : « Je ne peux pas, avait dit l'Empereur, m'approprier le droit d'imposer à mon peuple les sacrifices énormes qui sont indispensables dans cette guerre, si je ne lui donne pas en récompense de réaliser son rêve séculaire. Voilà pourquoi ma décision est prise, M. l'Ambassadeur ! Je résoudrai radicalement la question de Constantinople et des Détroits ! La solution dont je vous ai parlé au mois de novembre dernier — la seule possible et réalisable — est : annexer à mon Empire la ville de Constantinople et la Thrace

(1) *Constantinople et les Détroits*, d'après les documents secrets de l'ancien ministère des affaires étrangères, sous la rédaction de E.-A. ADAMOFF, Moscou, 1925, t. I, p. 109.

(2) BUCHANAN, *Mémoires*, 1910-1917, Paris, 1925, p. 69.

méridionale. D'ailleurs, j'organiserai, pour l'administration de la ville, un régime particulier qui tiendra compte des intérêts étrangers.» (1)

Cette déclaration du Tzar caractérise parfaitement la mentalité et les intentions du gouvernement impérial à cette époque. D'ailleurs, sur la nécessité d'annexer Constantinople et les Détroits à la Russie, l'unanimité était absolue dans tous les milieux politiques de Pétrograd et de Moscou.

Au cours de la séance de la Douma du 27 janvier 1915, M. Goremykine, Président du Conseil russe, dénonça les visées de la politique extérieure du gouvernement (2). « La Turquie s'est jointe à nos ennemis, déclara le premier ministre, mais ses forces militaires sont paralysées par nos troupes glorieuses du Caucase ; et de plus en plus clairement se dessine devant nous l'avenir radieux de la Russie là-bas, sur les bords de la Mer devant les murs de Constantinople. »

M. Sazonoff, ministre des affaires étrangères, sans faire mention de Constantinople, déclara non sans emphase que « le moment était venu où le problème politique et économique serait résolu par le fait que la Russie aurait une issue sur la mer ouverte ». Les divers orateurs qui prirent la parole au cours de cette séance historique s'exprimèrent en termes encore plus explicites. M. Kovalevsky prononça, aux applaudissements de toute la Chambre, un discours plein de verve et d'enthousiasme : « Parmi les principales questions que la guerre actuelle doit résoudre, et qui touchent de près les intérêts de la Russie, nous devons, dit-il, placer en premier lieu la solution de la lutte que nous menons contre la Turquie depuis des siècles dans les environs de Constantinople et des Dardanelles... Les Détroits sont la fenêtre et la

(1) *Constantinople et les Détroits*, t. I, p. 110.

(2) PHILLIPSON and BUXTON, p. 204; Documents diplomatiques relatifs à l'intervention de la Bulgarie dans la guerre européenne 1913-1915, Sofia, 1920, t. I, p. 374, n° 672.

clef de notre maison ; ils doivent être placés dorénavant entre les mains de la Russie ainsi que le territoire nécessaire sur les deux rives. »

Les observations faites par M. Milioukoff, leader des démocrates constitutionnalistes, furent aussi frénétiquement applaudies. « Nous avons entendu avec satisfaction, dit M. Milioukoff, les déclarations du chef de notre politique extérieure et nous avons appris que la réalisation de notre idéal national était sur la bonne route. Nous sommes convaincus que la réalisation de la chose principale — l'acquisition des Détroits et de Constantinople — sera assurée en son temps par des mesures diplomatiques et militaires. »

Cette manifestation patriotique et unanime de la Douma exprimait le sincère désir de la Russie de liquider définitivement la Question d'Orient, en s'emparant de Constantinople et des Détroits. L'opinion publique élevait, elle aussi, la voix dans la presse, en faveur de cette solution. Au mois de mars 1915 les « Rousskia-Vedomosti » publièrent un article du prince Troubetzkoï, où on lisait : « Seule une solution correspond à nos intérêts : « Constantinople et les Détroits doivent aller à la Russie. »

Cependant, s'emparer de Constantinople et des Détroits, c'était une tâche au-dessus des forces de la Russie. Avant même que l'action alliée contre les Dardanelles fut commencée, Sazonoff avait demandé le 21/8 décembre 1914 au Grand Quartier général de l'Armée russe, si la Russie pouvait entreprendre une action militaire séparée contre Constantinople, avec la collaboration de la Roumanie et même de la Bulgarie si cela était nécessaire. Le commandement suprême, après avoir examiné très soigneusement la situation sur le front austro-allemand, répondit qu'une opération séparée contre Constantinople et les Détroits était impossible (1).

Le télégramme de Churchill, annonçant au gouvernement russe l'intention des Alliés de commencer

(1) *Constantinople et les Détroits*, t. II, p. 14.

une opération militaire contre les Dardanelles, produisit dans les milieux politiques russes une impression pénible et alarmante. Une action militaire entreprise par la Grande-Bretagne et la France contre les Détroits pouvait avoir, aux yeux de la diplomatie russe, des conséquences fâcheuses pour les intérêts de l'Empire. Le gouvernement russe avait toutes raisons de croire que Constantinople, une fois entre les mains des Anglais et des Français, serait perdu pour la Russie. Les sphères politiques de Pétrograd avaient l'impression, qui d'ailleurs n'était pas sans fondement, que la Grande-Bretagne et la France étaient d'avis que la meilleure solution du problème des Détroits serait de les déclarer zone neutre, ainsi qu'on l'avait fait pour le canal de Suez. Voilà pourquoi Sazonoff souleva encore une fois devant le Grand Quartier Général la question d'une participation russe aux opérations contre les Détroits. Cette fois encore la réponse fut négative. Les milieux militaires russes ne se montraient pas exagérément inquiets à la nouvelle de l'action des Alliés contre les Dardanelles, parce qu'ils ne croyaient pas à son succès (1).

Quelle était, en effet, l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France à l'endroit du problème oriental ?

La France, et encore moins l'Angleterre, ne pouvaient guère être enchantées à la perspective de voir s'instaurer sur les Détroits la domination des Tzars. Pour ces Puissances la meilleure solution était, en l'occurrence, la neutralisation du Bosphore et des Dardanelles. Longtemps avant que la Turquie fût entrée dans la guerre, M. Churchill, premier lord de l'Amirauté, avait soutenu devant sir Edward Grey une proposition émanant de M. Venizelos, alors président du Conseil de Grèce, qui envisageait une opération militaire contre les Dardanelles. L'essence de cette proposition consistait en ceci : Le 19/6 août 1914,

(1) Ibid., p. 22.

c'est-à-dire 3 semaines environ après le commencement de la guerre, M. Venizelos avait offert au gouvernement britannique de mettre à la disposition des Alliés toutes les forces armées de la Grèce, en vue d'une opération contre la Turquie. Le premier ministre de Grèce ajoutait que cette proposition était faite « tout particulièrement (in a special sense) à la Grande-Bretagne, avec les intérêts de laquelle les intérêts de la Grèce sont inséparablement liés (1). » Il s'agissait évidemment de forcer les Dardanelles. Le véritable sens de la proposition de M. Venizelos, ainsi que l'attitude qu'avait adoptée l'Angleterre et la France dans la question des Détroits, furent définis peu après, par une lettre du président du Conseil grec, en date du 5 mars 1915, adressée à M. Stavridis, consul de Grèce à Londres, qui avait toujours été bien reçu par M. Lloyd George, alors chancelier de l'Echiquier. Dans cette lettre il était dit : « Comme vous le savez, le désir de la France et de l'Angleterre est que la Russie ne devienne pas toute puissante en Orient. Si la France et la Grande-Bretagne occupent Constantinople, elles en feront une ville internationale. Sans aucun doute, cela sera mille fois mieux pour nous que de la voir aller définitivement entre les mains de la Russie (2). »

M. Venizelos a toujours été un des initiés de la haute politique européenne et lorsqu'il affirme que l'intention de la France et de l'Angleterre a été d'internationaliser Constantinople, on peut avoir toute confiance en son affirmation.

L'action militaire contre les Dardanelles ne fut-elle pas entreprise dans ce but ?

Quoi qu'il en soit, un fait est certain : ce n'est qu'après l'échec complet des opérations contre les Dardanelles que fut signé, sous la pression des nécessités de la guerre, l'accord entre la Grande-Bretagne

(1) W. CHURCHILL, *The World Crisis*, London, 1922, t. I, p. 485..

(2) Livre blanc grec du 11 octobre 1915 à juin 1916, Athènes, 1921, II, n° 3, pp. 21 et 22.

et la France, d'une part, et la Russie, d'autre part, en vertu duquel Constantinople et les Détroits étaient cédés à la Russie (1).

Maintenant que nous connaissons les points de vue opposés des Puissances de l'Entente, nous pouvons aborder la question de l'attitude que la Bulgarie observa au cours de la première année de la guerre, ainsi que celle des causes qui la déterminèrent à se ranger aux côtés des Empires Centraux.

Le traité de Bucarest dépouilla la Bulgarie de tous ses avantages territoriaux en Macédoine au profit des Serbes et des Grecs. La Roumanie annexa une partie de la Dobroudja méridionale; la Turquie reprit Andrinople et Kirk-Kilisse et les territoires jusqu'à la Maritza. Les sacrifices énormes de la Bulgarie avaient été entièrement vains. Aussi était-il bien naturel que le peuple bulgare se montra extrêmement mécontent de l'issue de la guerre balkanique. Il n'avait pas non plus à se louer de la conduite manifestement hostile que la Russie avait adoptée à son égard, car c'était avec l'approbation du gouvernement russe que la Roumanie avait attaqué la Bulgarie, contribuant de la sorte à la débâcle bulgare.

Le revirement qui s'était accompli dans les milieux politiques de St-Petersbourg depuis la guerre de 1912 était complet. La diplomatie russe s'était imaginé que la Bulgarie avait l'intention d'occuper Constantinople et, depuis ce moment, elle la voyait d'un mauvais œil. La Russie cherchait des collaborateurs pour l'aider à réaliser son rêve, mais ceux-ci devaient renoncer à toute récompense dans la zone qu'elle convoitait. Soupçonnant les Bulgares de vouloir contre-carrer les intérêts de la Russie, le gouvernement de St-Petersbourg chercha de nouvelles amitiés à Bucarest. L'empereur Nicolas II rendit une visite au roi Carol à Constanza et accepta d'être nommé chef du régiment qui avait le premier franchi la frontière

(1) Cet accord fut signé le 16 février 1916; voir LYAUTÉY, *Le drame oriental et le rôle de la France*.

bulgare en 1913. Cette manifestation dirigée évidemment contre la Bulgarie, fit une impression pénible sur le peuple bulgare. En outre, la Russie avait promis son appui à la Roumanie pour le maintien du traité de Bucarest. On avait constaté une conformité de vue absolue entre St-Pétersbourg et Bucarest sur la nécessité de maintenir autour de la Bulgarie la coalition créée par le même traité (1).

« On créa l'impression, lisons-nous à ce propos dans la préface des publications diplomatiques de Moscou, que la Russie, qui était tenue pour responsable de la politique balkanique de l'Entente, avait volontiers rejeté la Bulgarie par-dessus bord pour ne pas permettre qu'elle devînt trop forte, ce qui l'aurait rendue capable de menacer Constantinople. En réalité, ni le peuple bulgare, ni ses dirigeants n'avaient jamais pensé à occuper Constantinople (2). »

Au début de la guerre la Bulgarie adopta une attitude d'observateur impartial. Il ne lui était pas facile de faire son choix entre les deux groupements de Puissances opposés.

D'un côté il y avait la Serbie qui, une année auparavant, avait enlevé à la Bulgarie la Macédoine, la Russie qui ne manquait pas de manifester sa mauvaise humeur pour la Bulgarie, l'Angleterre et la France qui, par leur attitude sévère, avait froissé les sentiments nationaux les plus chers du peuple bulgare.

(1) Documents diplomatiques sur l'intervention de la Bulgarie dans la guerre européenne, p. 106 n° 186, Rapport du ministre de Bulgarie à Bucarest.

(2) *Constantinople et les Détroits*, t. II, p. 61. L'affirmation, que nous citons ci-dessus, que la Bulgarie n'avait jamais eu l'intention de s'emparer de Constantinople est tout à fait conforme à la vérité. Au mois de décembre 1914, M. Panaretoff, ministre de Bulgarie à Washington, avait déclaré à la presse américaine que la Bulgarie n'avait nul besoin de Constantinople (*Ibid.*, p. 245, n° 170). Le roi Ferdinand lui-même avait déclaré, au début de 1915, au général anglais Padgett que la Bulgarie n'avait aucun intérêt à occuper la capitale turque (*Ibid.*, p. 272, n° 194).

De l'autre côté, il y avait l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne dont les intérêts en Orient, et surtout en Macédoine, ne coïncidaient nullement avec ceux de la Bulgarie.

Dans de telles conditions, on ne pouvait décider la Bulgarie à se départir de sa position de stricte neutralité qu'en lui faisant des propositions parfaitement concrètes et avantageuses.

Les puissances de l'Entente, et surtout l'Angleterre, se rendaient clairement compte du rôle important que la Bulgarie allait jouer dans la guerre, grâce à sa situation géographique. La coopération de l'armée bulgare à l'expédition des Dardanelles aurait pu grandement faciliter la tâche des Alliés et surtout celle de la Russie qui, depuis l'entrée en guerre de la Turquie, se trouvait coupée de ses alliés de l'Ouest (1).

Le premier souci de la Bulgarie au lendemain de la guerre fut, comme nous l'avons dit, de s'imposer une neutralité absolue et de prendre toutes mesures utiles pour maintenir la paix dans les Balkans. Dans ce but, elle proposa à la Grèce et à la Roumanie la conclusion de pactes d'amitié et d'alliance (2).

Cependant, à Bucarest aussi bien qu'à Athènes, on préférait garder sa liberté d'action et les propositions bulgares restèrent sans écho. Dans ces conditions, il ne restait à la Bulgarie qu'à continuer d'observer la marche des événements, en attendant que s'éclairât l'horizon international. Certes, le gouvernement de Sofia avait aussi envisagé l'éventualité d'une intervention de la Bulgarie et il avait pris soin d'en fixer le prix. Pour entrer en guerre aux côtés des Alliés, la Bulgarie ne demandait à ce moment que la cession de la Macédoine, conformément aux termes du traité de 1912 (3). La justesse des revendications bulgares

(1) BUCHANAN, *Mémoires*, 1910-1917, Paris, 1925, p. 74.

(2) Documents diplomatiques sur l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre, p. 173, n° 326, et p. 239, n° 460.

(3) *Constantinople et les Détroits*, t. II, p. 63; BUCHANAN, *op. cit.*, p. 75.

était généralement reconnue. Sir Edward Grey avait déclaré, le 31 décembre 1914, au ministre de Bulgarie à Londres : « J'avoue que la réalisation d'un rapprochement entre les pays balkaniques dépend des concessions territoriales que la Serbie, la Roumanie et la Grèce feront à la Bulgarie » (1). Le gouvernement britannique s'était rendu compte de l'utilité que présenterait la coopération de la Bulgarie; mais en dépit de ses efforts, il n'avait pu amener les gouvernements d'Athènes et de Belgrade à faire les sacrifices nécessaires pour se l'assurer (2). En réalité, l'intervention de la Bulgarie dépendait presque exclusivement de l'attitude de la Serbie. Si le gouvernement de Belgrade avait consenti à céder à la Bulgarie la région de la Macédoine, dite « non contestée (3) », la question aurait reçu une solution rapide et définitive. Mais la Serbie fit preuve d'une intransigeance absolue. Toutes les démarches officielles de l'Entente, tendant à contraindre le gouvernement de Belgrade à faire les concessions nécessaires à la Bulgarie, se heurtèrent à l'entêtement de la Serbie (4). D'ailleurs la Serbie persistait dans sa mauvaise volonté et dans son intransigeance, parce qu'elle s'y trouvait encouragée par la Russie. Quelque surprenant que cela puisse paraître, un fait est maintenant certain : *la Russie ne voulait pas que la Bulgarie entrât dans la guerre aux côtés de l'Entente et elle s'y employa de toutes ses forces.*

Dès le mois de septembre 1914 le chargé d'affaires

(1) Documents diplomatiques sur l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre, p. 180, n° 345.

(2) BUCHANAN, *op. cit.*, p. 75.

(3) Selon le traité d'alliance de 1912, la Macédoine était divisée en deux parties : contestée et non contestée. La zone non contestée était reconnue par la Serbie comme devant revenir après la guerre à la Bulgarie. La zone contestée devait être départagée par l'Empereur de Russie.

(4) Documents diplomatiques sur l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre, p. 204, n° 398; p. 247, n° 475; p. 308, n° 599; p. 316, n° 609; p. 384, n° 689; p. 513, n° 892; p. 513, n° 893; p. 515, n° 895; p. 571, n° 976; p. 621, n° 1054.

de Bulgarie à St-Petersbourg télégraphiait à son gouvernement : « De la conversation que j'ai eue avec M. Sazonoff, j'ai tiré l'impression que le désir de la Russie de nous réconcilier avec la Serbie a presque disparu, parce qu'elle a pris des engagements formels envers la Serbie (1). »

Au mois de mai 1915, M. Buxton, qui avait fait un voyage à Paris, où il avait eu l'occasion de s'entretenir avec M. Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères de France, et avec M. Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris, confia au ministre de Bulgarie qu'au cours de son entretien avec M. Isvolsky, il avait eu l'impression très nette que la Russie préférerait que la Bulgarie ne prît pas part à la guerre (2.)

D'ailleurs, il n'est point nécessaire de recourir à diverses sources pour prouver que la Russie a été contre l'intervention de la Bulgarie aux côtés de l'Entente. Nous possédons aujourd'hui des aveux catégoriques émanant d'une source officielle russe.

Dans le chapitre IV des Publications Diplomatiques de Moscou de l'année dernière, intitulé « Attitude du gouvernement bulgare à l'endroit de la Question de Constantinople et des Détroits », on trouve des documents et des conclusions qui viennent appuyer ce que nous avons dit plus haut.

A la fin de février 1915, Lloyd George fit de nouvelles démarches auprès des Cabinets de Paris et de Pétrograd pour obtenir des concessions plus considérables en faveur de la Bulgarie. La Serbie et la Grèce refusèrent cette fois encore. Les représentants des autres pays de l'Entente ne prêtèrent pas leur appui à la proposition de Lloyd George et le gouvernement de Pétrograd se tut énigmatiquement, sous prétexte qu'il attendait une initiative de la Bulgarie, mais la vraie raison était qu'il s'efforçait d'écarter

(1) Documents diplomatiques sur l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre, p. 224, n° 432.

(2) Ibid., p. 486, n° 848.

sa participation aux opérations contre Constantinople (1).

Le 27/9 avril, Sazonoff soumit à Paris et à Londres le texte d'une note qu'il se proposait de remettre au gouvernement bulgare et dans laquelle les Puissances de l'Entente avertissaient la Bulgarie qu'elles considéraient avec défaveur ses coquetteries avec les Empires centraux. Cette note était rédigée en termes si cassants et si blessants pour la Bulgarie qu'elle fut désapprouvée par M. Delcassé. La rédaction de Sazonoff déplut au ministre des Affaires étrangères de France, non seulement parce qu'elle était offensante pour la Bulgarie, mais aussi parce qu'elle ne faisait aucune mention des propositions concrètes formulées par sir Grey; ces propositions étaient remplacées dans la note de M. Sazonoff par une phrase extrêmement vague. M. Asquith exprima, lui aussi, sa désapprobation. La note fut cependant envoyée à Sofia dans sa rédaction primitive, c'est-à-dire, telle qu'elle avait été rédigée par M. Sazonoff (2). Or, les termes en lesquels elle était conçue devait infailliblement provoquer une rupture entre la Bulgarie et l'Entente. Conscient des conséquences fâcheuses que pouvait avoir la remise au gouvernement de Sofia de la note en question, M. Savinsky, ministre de Russie à Sofia, jugea opportun d'attirer sur ce point l'attention de Sazonoff.

« L'opinion publique bulgare, dit Savinsky dans son télégramme du 3/16 avril 1915, comme je vous le signifiais ces temps derniers, s'exprime chaque jour de plus en plus nettement en faveur d'une intervention aux côtés de l'Entente; les éléments extrêmes, comme les Macédoniens, sont prêts, eux aussi, à faire des concessions en renonçant à toute modification territoriale jusqu'à la fin de la guerre. »

(1) *Constantinople et les Détroits*, t. II, pp. 64-66. Télégrammes du Prince Troubetzkoï, ministre de Russie à Niche, du 22/7 mars et de Savinsky, ministre de Russie à Sofia, le 4/17 mars.

(2) *Constantinople et les Détroits*, t. II, p. 74.

Plus loin, Savinsky soulignait le fait que l'intervention de la Bulgarie, au moment même où les opérations contre les Dardanelles allaient commencer, serait d'une grande importance pour la Russie.

« Tout bien considéré, il me semble que la rupture avec la Bulgarie au moment actuel est tout à fait inopportune. Si le gouvernement impérial se propose d'attirer la Bulgarie à nos côtés par la communication qui m'a été faite par le télégramme n° 1.666, on peut affirmer dès à présent en toute certitude que cette communication est non seulement vouée d'avance à un échec, mais aussi qu'elle nous aliénera nos amis les plus dévoués. En réalité, si la Bulgarie n'a pas jusqu'à présent adopté une conduite bien définie, cela est dû dans une grande mesure à ce que, dans nos démarches précédentes, nous n'avons jamais précisé les avantages sur lesquels elle pourrait compter ; on n'a fait mention que du tracé Enos-Midia ; mais en ce qui concerne la question la plus brûlante — celle de Macédoine — on s'est borné à dire que « la Bulgarie obtiendrait, après la guerre, d'équitables améliorations territoriales en Macédoine ». Si peu que cela fût, c'était tout de même quelque chose, tandis que la dernière phrase de la nouvelle communication se réduit à des propositions encore plus vagues que les précédentes, et provoquera, sans aucun doute, de la perplexité et d'amères déceptions chez nos meilleurs amis.

» Je considère comme une obligation morale d'attirer l'attention de Votre Excellence sur le fait que *la notification du télégramme n° 1666 nous aliénera toute la Bulgarie ; si tel est votre désir le résultat est certain.* » (1)

Savinsky avait bien deviné : *le but de Sazonoff était de rompre avec la Bulgarie.* La note fut remise au gouvernement bulgare dans sa forme primitive.

En commentant cet acte de Sazonoff, le rédacteur des publications diplomatiques russes dit : « Sans

(1) *Constantinople et les Détroits*, p. 274, n° 196.

aucun doute Sazonoff s'était décidé à agir de la sorte, poussé par des considérations de « situation politique générale », très décisives à ses yeux, dont Savinsky lui-même soupçonnait l'influence sur sa politique. Sazonoff avait agi à l'égard des Bulgares, comme il avait agi, au mois de mars, à l'égard de la Grèce. Chaque fois, il avait saboté l'initiative anglaise, croyant ainsi empêcher que Constantinople et les Détroits ne fussent finalement occupés par leurs voisins balkaniques les plus proches que l'Angleterre considérait comme des instruments qu'elle ferait agir, afin de créer un état de choses qui nécessiterait l'internationalisation de ces contrées.

« Devant ce but qui semblait pour Sazonoff être de première importance, toutes les autres considérations de caractère militaire restaient au second plan » (1).

D'autre part, le fait que c'était l'Angleterre qui dirigeait les négociations avec la Bulgarie et que c'était Londres qui proposait qu'une pression fût exercée sur la Serbie et sur la Grèce exaspérait les milieux politiques russes. (2)

Le télégramme personnel que le roi George V envoya à l'Empereur Nicolas II le 28/15 juillet, lui demandant d'intervenir auprès du prince régent de Serbie pour que celui-ci consentît à faire des concessions à la Bulgarie, reçut une réponse évasive, presque un refus (3).

Cependant, la Serbie persistait dans son intransigeance et la presse officielle serbe avait, sur l'ordre du gouvernement, commencé une campagne contre la Bulgarie qui finit par exaspérer l'opinion publique bulgare (4).

En Bulgarie l'impression se créait qu'il était impossible d'attendre de l'Entente la satisfaction de

(1) *Ibid.*, II, p. 75.

(2) *Constantinople et les Détroits*, II, p. 91.

(3) BUCHANAN, *op. cit.*, p. 76; *Constantinople et les Détroits*, II, p. 91.

(4) Documents diplomatiques sur l'entrée de la Bulgarie dans la grande guerre, p. 515, n° 895.

ses aspirations nationales. Les Alliés se refusaient à insister énergiquement à Belgrade pour que la zone non contestée de la Macédoine fût cédée à la Bulgarie.

« Nos propositions, dit M. Buchanan dans ses Mémoires, étaient généralement considérées comme trop vagues; à vrai dire, il eût fallu, pour arrêter la marche des événements, donner à la Bulgarie l'assurance formelle qu'elle recevrait la zone non contestée. » (1)

Cette assurance ne fut jamais donnée par les Alliés, parce qu'ils ne voulurent pas imposer à la Serbie les sacrifices nécessaires.

M. O'Beirne, qui fut le dernier ministre britannique à Sofia, avait, au mois de septembre, exprimé l'opinion suivante : « La Serbie repousse quelques-unes de nos demandes, mais elle cédera, *si l'on insiste avec énergie.* »

« Si les Alliés, poursuit M. Buchanan, avaient contraint la Serbie à laisser la Bulgarie occuper immédiatement la zone non contestée, *la Bulgarie n'aurait probablement pas, même à la dernière heure, marché contre nous, aussi avancées qu'eussent pu être les tractations du roi Ferdinand avec les Puissances centrales. Si nous avions agi plus tôt, sa décision n'eût pas fait de doute.*

» Si les Alliés avaient accompli une semblable démarche, la guerre aurait été considérablement abrégée, et la Russie eût peut-être échappé aux horreurs de la révolution bolchevik » (2).

Voilà ce que l'on doit savoir lorsqu'on juge l'intervention de la Bulgarie dans la guerre. La Bulgarie se rangea aux côtés des Empires centraux, non pas à cause des sympathies du roi Ferdinand pour le germanisme, mais parce qu'une nécessité l'y poussa. Et lorsqu'on y pense, on se rend compte que, cette fois encore, la Bulgarie fut le jouet de cette fatalité

(1) BUCHANAN, *op. cit.*, p. 77.

(2) BUCHANAN, *op. cit.*, p. 78.

inexorable qui pèse sur ses destinées depuis sa libération — la proximité de Constantinople et des Détroits. S'il n'y avait pas eu de question des Détroits, si la Bulgarie n'avait pas été l'un des acteurs de ce problème politique, elle n'eût jamais marché avec les Puissances centrales.

Voici quel fut l'enchaînement de causes et d'effets qui se termina par l'entrée en guerre de la Bulgarie contre la Serbie. Elle se tourna contre sa voisine de l'Ouest, parce que ni celle-ci, ni ses protecteurs ne voulurent lui assurer la possession des régions bulgares de Macédoine. Sans aucun doute, la Bulgarie se serait associée à l'œuvre commune de l'Entente, si la Serbie avait donné satisfaction à ses revendications. Le gouvernement de Belgrade aurait cédé la Macédoine non-contestée, si les Puissances de l'Entente, la Russie en particulier, s'y étaient employées énergiquement. Mais la Russie ne voulut pas insister à Belgrade, parce que l'intervention bulgare en faveur de l'Entente était, d'après les conceptions de la diplomatie russe, nuisible aux intérêts de l'Empire. La Bulgarie en guerre contre la Turquie, c'était l'occupation de Constantinople par les troupes bulgares, anglaises et françaises. Une fois les Alliés à Constantinople, cela voulait dire son internationalisation et celle des Détroits; c'était l'effondrement du rêve politique de l'Empire des Tzars. Il était préférable pour la Russie que la Bulgarie allât dans le camp ennemi; c'est ce qui eut lieu.

La Bulgarie paya cher son élan national qui ne contrariait ni les intérêts de la France ni ceux de l'Angleterre. Mais la Russie expia encore plus cher la faute irréparable qu'elle avait commise en poussant les Bulgares dans l'alliance germanique.

Ainsi, pour la dernière fois, par suite des intérêts contraires qu'elle faisait entrer en jeu, la Question des Détroits joua un rôle néfaste dans la vie politique de la Bulgarie contemporaine.

TROISIÈME PARTIE

**La Bulgarie et la Question des Détroits
après la guerre de 1914-1918.**

PREMIER CHAPITRE

LES TRAITES DE SEVRES ET DE NEUILLY ET LES DETROITS.

La révolution bolcheviste en Russie et la conclusion du traité de paix séparé de Brest-Litovsk vinrent rompre les accords existants entre la Russie tzariste et les autres Puissances de l'Entente. Les Alliés se considéraient comme déliés de leurs obligations envers les nouveaux gouvernants de la Russie qui avaient renoncé à collaborer à l'œuvre commune de la guerre. Par conséquent, un des accords les plus importants intervenu entre les Alliés et la Russie des tzars — celui relatif à Constantinople et aux Détroits — ne pouvait plus avoir, comme tous les autres d'ailleurs, aucune force obligatoire. Ainsi la Question d'Orient, et en particulier celle des Détroits, restèrent en suspens. La paix définitive devait régler leur sort.

En effet, à la fin de la guerre, le problème oriental, qui suscita des rivalités endormies par la guerre, fut l'objet de toute une série d'actes diplomatiques que nous nous proposons d'étudier successivement.

Le pacte avant-coureur de la paix entre les Alliés et la Turquie fut l'armistice signé le 30 octobre 1918, en rade de Moudros, à bord du cuirassé anglais « Superb », entre les délégués de la Sublime Porte et l'amiral Calthorpe, seul mandataire des Puissances alliées. L'armistice de Moudros fut le prélude de nouvelles complications dans la Question d'Orient et en même temps ce fut la première solution, quoique provisoire, de la Question des Détroits. En vertu de cet armistice les Détroits furent ouverts aux escadres de l'Entente, et les Puissances alliées obtinrent le

droit d'occuper les points fortifiés sur les deux rives du Bosphore et des Dardanelles. En outre, l'armistice de Moudros prévoyait l'occupation par les forces alliées de plusieurs points stratégiques du territoire de l'Empire Ottoman, ainsi que celle de Batoum et de Bacou, la reddition des garnisons turques en Syrie, Mésopotamie, Hédjaz, Tripolitaine, Cilicie, etc... Cette fois, semblait-il, le sort de l'Empire Ottoman allait se décider. Le monde se préparait à assister au démembrement de la Turquie. L'accord secret Sykes-Picot de 1916, avait, d'ailleurs, tracé les grandes lignes du partage des provinces turques en Asie Mineure entre l'Angleterre et la France (1).

Cependant, l'ouverture de la Question Turque inaugura la lutte clandestine de prédominance entre les deux alliées principales. La rivalité entre la France et l'Angleterre en Orient, apaisée au cours de la guerre, surgit à nouveau le jour même où la victoire fut certaine, par suite des efforts évidents des Anglais pour enrayer l'influence française dans les provinces de l'Empire Ottoman et pour priver la France des avantages qu'elle était en droit d'attendre comme résultat de la guerre victorieuse (2).

Tout d'abord, l'armistice ne fut l'œuvre que du commandement suprême de l'armée britannique en Orient. Il fut signé, en toute hâte, par les délégués de la Porte et l'amiral Calthorpe, et le généralissime français n'en prit connaissance qu'après la signature. Ce fut le premier coup direct porté à l'influence française au Levant (3). A partir de ce moment toute initiative dans les affaires d'Orient appartenait à la Grande-Bretagne. La France ne semblait capable d'opposer à l'action anglaise qu'une résistance passive (4). Préoccupée du règlement de

(1) BERTHE-GEORGES GAULIS, *Le nationalisme turc*, Paris, 1924, p. 33.

(2) LYAUTÉY, *op. cit.*, p. 155.

(3) BERTHE-GEORGES GAULIS, *op. cit.*, p. 10.

(4) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 11.

ses nouvelles relations avec l'Allemagne, la France se vit obligée d'abdiquer, en faveur de l'Angleterre, ses droits de priorité et ses ambitions dans les affaires orientales, dans l'espoir de recevoir en échange l'appui du gouvernement de Saint-James dans le règlement des questions occidentales.

L'occupation de Smyrne par les Grecs, effectuée le 15 mai 1919 sous la protection des forces navales anglaises, fut un des premiers pas de la pénétration anglaise en Asie Mineure. Elle souleva en France de vives protestations qui restèrent, cependant, sans effet (1). Mais cette occupation déclencha le grand mouvement nationaliste en Turquie qui parvint, quelques mois plus tard, à chasser glorieusement les Grecs du sol ottoman. L'invasion des étrangers dans les provinces les plus fertiles et les plus civilisées de l'Asie Mineure, les atrocités commises par les troupes grecques sur la population musulmane (2) finirent par éveiller dans la masse inerte du peuple turc le sentiment patriotique et contribuèrent pour beaucoup à l'expansion du mouvement nationaliste qui embrasa bientôt la Turquie entière.

Or, l'Angleterre ne s'arrêta pas là. Elle se fit céder par la France le Mossoul et la Palestine, qui, selon les termes de l'accord secret Sykes-Picot, devaient revenir à la France. Puis, pour s'assurer le concours de l'Emir Fayssal qui avait combattu les troupes françaises en Syrie, elle proclama roi d'Irak (3) et essaya d'étendre sa domination en Kurdistan (4). Mais le coup de force qui produisit un effet énorme dans le monde entier, ce fut, sans aucun doute, l'occupation de Constantinople par les troupes anglaises, le 16 mars 1920. Le rude poing de la Grande-Breta-

(1) Ibid., *op. cit.*, p. 13.

(2) Voir le rapport de la Commission d'enquête sur les atrocités grecques en Asie-Mineure publié dans la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 71, 1921.

(3) Voir MAURICE PERNOT, *La Question turque*, Paris, 1923, p. 248, cité par ALTINOFF, *op. cit.*, p. 132.

(4) Mme BERTHE-GEORGES GAULIS, *op. cit.*, p. 33.

gne s'abattit sur le Bosphore comme s'il voulait montrer au monde comment l'Angleterre entendait résoudre la question d'Orient. En effet, les deux autres Puissances alliées, la France et l'Italie, étaient aussi représentées dans l'administration de Constantinople et des Dardanelles, mais la direction des affaires appartenait, d'une façon effective, au commandement anglais. D'autre part, la Grande-Bretagne sut enlever à la France la Thrace occidentale, cédée par la Bulgarie en vertu de l'art. 48 du traité de Neuilly aux Puissances alliées, et administrée irréprochablement jusqu'au mois de mai 1920 par le général français Charpie. Ainsi l'Angleterre instaura sa prépondérance effective sur Constantinople et les Détroits, ainsi que sur tous les points stratégiques dans leurs environs. La conférence de San Rémo sanctionna le triomphe de la politique britannique en Orient et élaborà les bases du futur traité de paix avec la Turquie. Ce fut le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920.

Le traité de Sèvres assurait la prédominance britannique dans la région des Détroits. Pour se rendre compte de la situation privilégiée que ce traité créait pour la Grande-Bretagne, il suffit d'examiner quelques-unes des clauses relatives au régime des Détroits.

Quel fut d'abord le sort de Constantinople ? En vertu de l'article 36 du traité de Sèvres les Puissances Alliées accordaient au gouvernement turc et au Sultan la liberté de résider à Constantinople et d'y maintenir la capitale de l'Etat ottoman (1). Cependant, cette liberté était conditionnée par la « loyale observation de la part de la Turquie des dispositions du traité ou des traités ou conventions complémentaires, notamment en ce qui concerne le respect des droits des minorités ethniques, religieuses ou de

(1) Voir le Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et la Turquie, signé à Sèvres, le 10 août 1920, publication du Ministère des Affaires étrangères, Paris, 1920.

langue ». Les Puissances Alliées se réservaient expressément le droit, au cas où la Turquie manquerait à ses obligations, que nous venons de mentionner, de modifier la stipulation précédente, et la Turquie, pour sa part, s'engageait à agréer, par avance, toutes dispositions qui seraient prises à cet égard. Ainsi les Puissances Alliées entendaient régler le sort de la capitale ottomane. De fait, l'avenir de Constantinople restait aussi problématique et plein d'imprévu après la signature du traité de Sèvres qu'il l'était auparavant. Les Puissances alliées se réservaient par cet article le droit, non seulement d'intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie, mais aussi d'intimider la Sublime Porte par la menace constante d'une occupation militaire de la capitale, rendue possible et légitime par le consentement préalable du gouvernement turc. D'autre part, l'article 36, p. 2 du traité de Sèvres avait encore cette particularité qu'il imposait à la Turquie une obligation dont l'objet était inexistant au moment de la conclusion du traité. La force juridique d'une telle obligation peut à juste titre être discutée d'autant plus qu'au point de vue du Droit civil toute obligation qui manque d'objet est considérée purement et simplement comme nulle et non avenue. Une pareille discussion, cependant, nous semble déplacée, puisque les événements qui se déroulèrent depuis prouvèrent d'une manière éclatante l'instabilité et le caractère éphémère du traité de Sèvres tout entier.

En ce qui concerne le régime des Détroits, l'art. 37 proclamait la libre navigation dans le Bosphore, la mer de Marmara et les Dardanelles pour tous les bâtiments de commerce ou de guerre, ainsi que pour les aéronefs militaires ou commerciaux, sans distinction de pavillon. En outre, l'alinéa suivant du même article mentionnait que les eaux des Détroits ne seraient sujettes au blocus, qu'aucun droit de guerre ne pourrait y être exercé ni aucun acte d'hostilité y être commis, sauf dans le cas de l'exécution d'une décision du Conseil de la Société des Nations. Le traité

instituait ensuite une Commission des Détroits dont les membres devaient être nommés par l'Angleterre, la France, le Japon, la Grèce et la Roumanie, ainsi que par les Etats-Unis d'Amérique, la Russie, la Bulgarie et la Turquie, dès leur admission à la S. D. N. (art. 38-40). L'autorité de cette commission qui jouissait d'un nombre considérable de prérogatives non seulement techniques, mais aussi politiques (art. 43-48), s'étendait, aux termes du traité de Sèvres, sur les eaux des Détroits, ainsi que sur le rivage dans la mesure où cela serait nécessaire à l'accomplissement des dispositions prévues par la section II du traité relative aux Détroits (art. 39).

Ensuite le traité de Sèvres prévoyait (art. 178) la démilitarisation d'une zone autour des Détroits, comprenant le littoral du Bosphore, de la mer de Marmara et des Dardanelles, ainsi que les îles de la mer de Marmara et celles de la mer Egée : Lemnos, Imbros, Samothrace, Tenedos et Mytilène. La zone démilitarisée atteignait à certains endroits une profondeur de 90 kilomètres.

De prime abord il semblerait que le nouveau régime des Détroits, institué par le traité de Sèvres, comportait la neutralisation du Bosphore et des Dardanelles. Cependant, à la lecture du quatrième paragraphe de l'article 178, on se rend parfaitement compte du véritable but poursuivi par les Puissances alliées. Le dit article stipule notamment que les Puissances alliées agissant conjointement auront la faculté de maintenir dans la zone et les îles démilitarisées telles forces militaires et aériennes qu'elles jugeront nécessaires pour empêcher qu'aucune action puisse être effectuée ou préparée, qui, directement ou indirectement, serait susceptible de porter atteinte à la liberté des Détroits. Aussi l'article 44 prévoit-il qu'au cas où la Commission estimerait que la liberté de passage des Détroits est entravée, elle en informerait les représentants à Constantinople des Puissances alliées fournissant les forces d'occupation prévues à l'art. 178.

Ainsi dans la pensée des auteurs du traité de Sèvres, le nouveau régime des Détroits se dessinait non comme un régime de neutralisation et encore moins d'internationalisation, mais comme un régime tout particulier où les Détroits seraient soumis au contrôle exclusif d'un nombre limité de Puissances. Il n'est pas difficile à deviner que cette solution singulière de la Question des Détroits était de provenance anglaise. Il ne pouvait y avoir aucun doute sur le rôle prépondérant que l'Angleterre allait jouer, grâce à sa puissance maritime, dans le système de surveillance militaire et navale sur les Détroits, organisé par le traité de Sèvres. Le traité du 10 août 1920 établissait la force britannique sur les deux rives du Bosphore et des Dardanelles et assurait le libre accès de la Mer Noire aux escadres alliées, tout en fermant pour de longues années à la Russie l'issue à la mer ouverte. D'autre part, l'installation de la Grèce à Smyrne et dans le territoire adjacent à la ville (art. 59 et suiv.), ainsi que dans les îles de la mer Egée assurait la prédominance anglaise dans ces régions et garantissait la sécurité du nouveau régime des Détroits.

Pour avoir une idée encore plus précise de l'instauration de la puissance britannique dans le Proche-Orient, il faut jeter un coup d'œil sur ce qui s'était passé en Thrace. Le sort de ce pays, plus particulièrement de la Thrace occidentale, fut d'abord réglé par le traité de Neuilly, signé le 27 novembre 1919, entre la Bulgarie et les Puissances alliées et associées. Il n'y a qu'un seul article qui s'y rapporte. C'est l'article 48. Conformément à ses termes, la Bulgarie renonça en faveur des principales Puissances alliées et associées à ses territoires de la Thrace qui n'étaient l'objet d'aucune attribution jusqu'alors et s'engagea à reconnaître les dispositions que les Puissances alliées et associées prendraient relativement à ces territoires, notamment en ce qui concerne la nationalité des habitants. De leur côté les Puissances alliées et associées s'engagèrent à ce que la liberté

des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Égée fût garantie (1).

En vertu de ce texte, la Bulgarie évacua la Thrace qui fut occupée par les troupes des Puissances alliées. Ces dernières confièrent au général français Charpie l'organisation de la nouvelle administration de la région. Le général Charpie s'acquitta avec honneur de sa mission. Avec le concours des représentants de la population indigène, il sut créer un régime administratif exemplaire dont tous les habitants de la Thrace, sans distinction de nationalité, se déclaraient satisfaits (2). Mais cet état de choses ne dura pas longtemps. Vers la fin du mois de mai 1920 l'Angleterre obtint de la France la cessation de l'administration du général Charpie et par un traité annexe au traité de Sèvres, conclu entre les Puissances alliées et la Grèce, le 10 août 1920, la Thrace occidentale fut attribuée à cette dernière. Ce fut un nouveau succès de la politique britannique. Ainsi les Bulgares furent rejetés des bords de l'Archipel et considérablement éloignés de Constantinople et des Détroits. En attribuant par le traité de Sèvres la Thrace toute entière à la Grèce, la Grande-Bretagne barrait aux Slaves la route de Constantinople, flanquait d'une défense effective les Détroits et y consolidait ses positions.

Ainsi, profitant de l'absence de la Russie du concert européen, l'Angleterre sut créer dans le Proche-Orient un état de choses éminemment favorable à ses intérêts. Les Soviets, proscrits de la Société des Puissances européennes, n'eurent pas la possibilité de donner leur avis sur le nouveau régime des Détroits, mais, sans aucun doute, ils n'en étaient pas enchantés. Un régime qui fournissait toutes les garanties pour la sauvegarde des intérêts britanniques, apparaissait, par la force même des choses, comme défavorable aux

(1) Voir le Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et la Bulgarie, signé le 27 novembre 1919 à Neuilly-sur-Seine.

(2) ALTINOFF, *La Thrace interalliée*, Sofia, 1921 (en bulgare).

aspirations et aux intérêts de la Russie. Nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de voir, dans les pages qui suivent, l'attitude officielle du gouvernement soviétique dans la Question des Détroits. Ce ne fut qu'à la conférence de Lausanne que M. Tchitcherine révéla les positions de son gouvernement dans le problème oriental. Et comme on le verra, la politique extérieure des Soviets dans la Question d'Orient s'avéra comme une continuation logique de celle de la Russie tsariste.

Quant à la Bulgarie, la question des Détroits, après la guerre mondiale, n'avait pas cessé de l'intéresser vivement, d'autant plus que le traité de Neuilly, en lui enlevant la Thrace occidentale, lui avait coupé le débouché sur la mer Egée. Cependant, au cours des quelques premières années qui suivirent la guerre, sa voix avait encore moins d'importance dans la discussion des grandes questions politiques qu'avant la crise de 1914-1918. Les vainqueurs traçaient la carte du Proche-Orient sans respecter les intérêts vitaux des vaincus. D'autre part, écrasée par le lourd fardeau du traité de Neuilly, entourée de voisins hostiles, préoccupée de troubles intérieurs, la Bulgarie ne put prêter aux problèmes les plus importants de la politique orientale l'attention qu'ils méritaient. Puis, la paix nouvelle, au lieu de simplifier la conjoncture politique existante aux abords de Constantinople et des Détroits, vint embrouiller les relations entre les Etats balkaniques. Le traité de Neuilly, et plus tard le traité du 10 août 1920 entre les Puissances alliées et la Grèce, firent naître la question de l'issue de la Bulgarie sur l'Archipel qui devint une des difficultés du problème oriental. Cette question, qui est de première importance pour la Bulgarie, concentra l'attention du gouvernement et de l'opinion bulgares. Cependant, les efforts de l'Europe en 1923, en vue de lui donner une solution satisfaisante, aboutirent à un échec complet. Quelles furent les causes de cet insuccès — nous verrons cela lorsque nous étudierons le travail et l'œuvre finale de la Conférence de Lausanne de 1923.

DEUXIÈME CHAPITRE

DU TRAITE DE SEVRES A LA CONFERENCE DE LAUSANNE.

L'occupation de Smyrne par les Grecs, les ennemis séculaires des Ottomans, l'installation des Anglais à Constantinople, capitale de l'Empire et siège du Califat et de la Sublime porte, la signature du traité de Sèvres qui asservissait la Turquie entière furent des événements tragiques dans l'histoire de l'Empire ottoman qui réveillèrent le peuple turc de l'apathie et de la torpeur où il était tombé depuis des siècles.

Le début de 1920 enregistra les premières manifestations du mouvement nationaliste qui menaçait d'éclater avec une force terrible. Au mois de janvier 1920, avant l'occupation de Constantinople, le Parlement turc vota une déclaration, connue depuis sous la dénomination de « pacte national », qui servit plus tard de point de départ aux doctrines politiques du mouvement nationaliste. Dans cette déclaration le Parlement turc exposait en quelques points les bases sur lesquelles il entendait construire l'édifice de la paix future. Les principes du plébiscite, du droit à l'autonomie locale, de la protection des minorités, de l'indépendance économique y trouvaient une place prépondérante. En ce qui concerne Constantinople et les Détroits, le pacte national disait que la sécurité de la capitale de l'Empire et de la mer de Marmara devait être en dehors de toute atteinte. La Turquie ne se déclarait prête à assurer l'ouverture des Détroits au commerce international qu'après l'adoption de ce principe (1).

(1) ALTINOFF, *La Turquie nouvelle et la Question d'Orient*, p. 170.

Or, l'occupation de Constantinople par les Anglais fit comprendre aux Turcs que la Grande-Bretagne et les Alliés n'avaient aucunement l'intention de prêter l'oreille aux exigences formulées par le Parlement ottoman. Il ne restait, par conséquent, au peuple turc, qu'un seul moyen pour défendre son indépendance et ses droits — c'était de recourir aux armes. Au mois d'avril 1920 se réunit à Angora la Grande Assemblée Nationale qui constitua le nouveau gouvernement de la Turquie dont la présidence fut dévolue à Mustapha Kemal Pacha. Un des premiers actes du gouvernement nationaliste fut de déclarer la guerre aux Puissances Alliées. La signature du traité de Sèvres par les délégués de la Sublime Porte vint augmenter énormément le prestige du mouvement nationaliste qui s'était chargé de la sainte mission de défendre la liberté de la Turquie et du monde musulman.

Ainsi éclata la nouvelle guerre en Orient. La Grèce, dont le rêve chimérique de rétablir l'ancien empire byzantin coïncidait, pour le moment, avec les intérêts britanniques dans le Proche-Orient, se chargea de réduire à l'obéissance les nationalistes turcs qui avaient jeté le défi aux auteurs du traité de Sèvres.

La première conséquence logique de la situation créée par les Puissances Alliées en Turquie et surtout dans la région des Détroits fut le rapprochement entre les nationalistes turcs et la Russie soviétique. Bannie du monde européen, traquée par les armées des Puissances occidentales, il était bien naturel que la Turquie nationaliste cherchât l'appui d'un autre pays également proscrit de la société européenne. La Russie soviétique, de son côté, restée fidèle aux traditions politiques de la Russie tsariste, ne pouvait pas accepter un régime des Détroits, qui, tout en lui fermant pour de longues années l'issue sur la mer ouverte, donnait un accès libre aux escadres des Puissances Alliées dans la Mer Noire. La république des Soviets ne pouvait pas renoncer au testament de Pierre le Grand parce que les principes de la vie poli-

tique internationale ainsi que les nécessités économiques au temps de Lénine étaient toujours les mêmes qu'à l'époque des Empereurs. Par conséquent, la lutte séculaire entre la Russie et la Grande-Bretagne devait nécessairement continuer. Le mouvement nationaliste turc apparaissait aux Soviets comme le meilleur moyen pour faire sauter le nouveau régime des Détroits établi par les Puissances Alliées. L'importance des intérêts que l'Union des Républiques soviétiques avait à défendre dans la Question d'Orient était si grande que les commissaires du peuple de Moscou n'hésitèrent pas à rechercher l'amitié et la collaboration d'un mouvement nationaliste qui, par ses mobiles et par les buts poursuivis, était l'antipode du bolchevisme.

Le 16 mars 1921, les délégués du gouvernement d'Angora et ceux des Soviets signèrent à Moscou un traité d'amitié et d'alliance. En vertu de ce traité la Turquie céda aux Soviets la ville de Batoum et ses environs ; en revanche, le gouvernement de Moscou promettait à la Turquie son aide dans la lutte contre les Puissances alliées. En ce qui concerne les Détroits, le traité de Moscou stipulait que la question du statut international de la Mer Noire et des Détroits serait établi par une conférence des représentants des Etats riverains. Toutefois, il indiquait les bases du régime futur du Bosphore et des Dardanelles : ce régime devait notamment assurer la libre navigation pour le commerce de tous les pays, tout en fournissant les garanties nécessaires pour l'inviolabilité de la souveraineté turque et pour la sécurité de Constantinople (1).

La Conférence de Londres du mois de février 1921 qui réunit, en vue d'une révision partielle du traité de Sèvres, les délégués de la Sublime Porte et ceux du gouvernement de l'Assemblée Nationale d'Angora, d'une part, et les représentants des Puissances Alliées et de la Grèce, de l'autre, aboutit à un échec complet.

(1) ALTINOFF, *op. cit.*, pp. 187 et suivantes.

Toutefois, cette conférence et l'accord signé le 9 mars 1921 à Londres par Bekir-Sami-bey et M. Briand inaugurèrent le rétablissement des relations amicales entre la France et la Turquie. A partir de ce moment la France et la Grande-Bretagne se séparèrent officiellement dans leur politique orientale. Tandis que le gouvernement français, pénétré d'un esprit de conciliation, cherchait les moyens pour mettre fin à l'état de guerre en Asie-Mineure, le gouvernement de Londres se déclarait nettement hostile aux nationalistes turcs et continuait à soutenir la politique belliqueuse de la Grèce.

Grâce à des concessions mutuelles, la France et la Turquie nationaliste parvinrent à conclure le traité du 20 octobre 1921 signé à Angora par M. Franklin Bouillon, représentant de la France, et Youssouff Kemal Bey, commissaire des Affaires étrangères du gouvernement de l'Assemblée Nationale. Ce fut la paix séparée ; elle délimita les territoires de la Turquie nouvelle de ceux occupés par les troupes françaises en Syrie. Les nouvelles tentatives faites par le gouvernement d'Angora au début de 1922 pour arriver à la conclusion de la paix avec les autres Alliés restèrent sans effet. Le gouvernement de Londres tenait surtout au maintien des clauses les plus importantes du traité de Sèvres.

Le 5 août 1922, M. Lloyd George, répondant à la Chambre des Communes aux critiques formulées par M. Kenworthy contre l'attitude du gouvernement dans la Question d'Orient, défendit avec acharnement sa politique. « Avant tout, la paix doit être rétablie dans le Proche-Orient, déclarait-il, mais ce doit être une paix juste, équitable et qui puisse durer. » Ensuite, il insista sur le fait que les tentatives des Alliés en vue de la conclusion de la paix avaient échoué par la faute des nationalistes turcs qui avaient exigé l'évacuation préalable de l'Asie-Mineure par les Grecs. Cette condition, les gouvernements alliés l'avaient repoussée et Lloyd George expliqua en ces termes la conduite de son gouvernement : « Nous ne pouvons pas

laisser sans protection efficace les minorités de l'Anatolie. Pour obtenir des garanties actives, il ne suffit pas de se livrer à des menaces, de prononcer des paroles enflammées. Pour que la protection soit efficace, il faut constituer un gouvernement dans cette province.» (1) La protection des minorités, c'était le leit-motiv du discours de M. Lloyd George, c'était l'unique moyen de défense de sa politique orientale.

Cependant, le cours des événements en Asie-Mineure donna raison aux Turcs. Les nationalistes déclenchèrent, le 25 août 1922, une offensive générale contre les armées grecques et dix jours plus tard les troupes turques entrèrent à Smyrne. La victoire brillante remportée par les nationalistes sur les Grecs fut un coup porté à la politique britannique.

La marche des Turcs sur Constantinople, après la défaite des Grecs en Asie-Mineure, était facile à prévoir. Le prestige de l'Angleterre était mis en jeu. Le gouvernement de Londres n'avait qu'à choisir entre ces deux éventualités : ou bien perdre tous les avantages qu'il avait su conquérir dans les Détroits, ou bien défendre, au prix d'une guerre contre les Turcs, la nouvelle situation en Orient. Mais la politique anglaise ne connaît pas la défaillance. La force a toujours été l'ultime raison de la diplomatie anglaise, lorsque les intérêts suprêmes de l'Empire britannique étaient mis en danger. Cette fois aussi le gouvernement de Saint-James n'hésita pas un instant. Devant l'alternative de céder ou de combattre, il se décida à recourir aux armes. Des renforts considérables furent envoyés au général Harington, commandant en chef des forces alliées à Constantinople. D'autre part, le 16 septembre, une note officielle anglaise, publiée par l'agence Reuter, dénonça le point de vue du gouvernement britannique au sujet de la situation nouvellement créée dans les environs des Détroits, ainsi que ses intentions pour l'avenir.

« Le bras de mer qui sépare l'Europe de l'Asie,

(1) Voir le *Temps* du 6 août 1922.

disait la note, et qui réunit la Méditerranée à la Mer Noire affecte des intérêts mondiaux, des intérêts européens et des intérêts britanniques de premier ordre.

» Le gouvernement britannique considère la liberté effective et permanente des Détroits comme une nécessité vitale pour laquelle il est prêt à faire des efforts.»

Il y était dit ensuite que la Turquie ne serait pas privée de Constantinople et que le désir du gouvernement britannique était qu'une conférence se réunît pour assurer une paix stable avec la Turquie. La note faisait aussi remarquer que les instructions avaient été données aux Hauts Commissaires alliés à Constantinople pour notifier à Mustapha Kemal Pacha et au gouvernement d'Angora que les zones neutres établies sous les drapeaux des trois Grandes Puissances devaient être respectées.

« Mais, poursuivait la note, il serait futile et dangereux, vu l'état d'excitation et les demandes exorbitantes des Kemalistes, de s'en tenir uniquement à une action diplomatique. Une force adéquate doit être également prête à garder la liberté des Détroits et à défendre le bras de mer entre l'Europe et l'Asie contre l'agression violente et hostile des Turcs. »

Puis, énumérant les conséquences « désastreuses » que pouvait amener la réapparition de la Turquie victorieuse sur la rive européenne, le gouvernement britannique faisait appel aux Puissances alliées, ainsi qu'à la Roumanie, la Yougo-Slavie et la Grèce, en vue d'obtenir leur collaboration effective dans la défense des Détroits. Voici de quels termes, aussi pittoresques qu'exagérés, la note anglaise se servait pour dépeindre la « menace kémaliste » aux gouvernements de Belgrade, d'Athènes et de Bucarest :

« Les Puissances Alliées de la Péninsule balkanique sont profondément et inévitablement intéressées dans cette question. La Roumanie a été conduite à la ruine, pendant la grande guerre, par la fermeture des Détroits. L'union de la Turquie et de la Bulgarie serait féconde en conséquences funestes pour la Yougo-Slavie en général et la Serbie en particulier.

Tout le commerce du Danube qui se dirige vers la Mer Noire est de même en péril si les Détroits sont fermés. Il est également certain que les intérêts grecs sont engagés dans ces questions. Le gouvernement de Sa Majesté s'adresse donc à ces trois Puissances balkaniques au sujet de leur participation à la défense effective des zones neutres. »

À la fin, la note annonçait que des ordres avaient été donnés à la flotte britannique de la Méditerranée pour qu'elle s'opposât par tous les moyens à toute tentative des Turcs contre la zone neutre ou à toute tentative de leur part pour atteindre la rive d'Europe (1).

Cette communication ne fut pas accueillie avec trop d'empressement par les Puissances Alliées. La France, qui se déclarait prête à s'associer à une action diplomatique auprès du gouvernement d'Angora, ne montrait aucun goût pour un conflit armé avec les Kémalistes (2). L'Italie, elle aussi, se refusa à participer à une action militaire contre les Turcs (3).

Désireux d'éviter toute conflagration dans le Proche-Orient, le gouvernement français s'entremet entre Angora et Londres et, le 23 septembre, les trois ministres des Affaires étrangères des Puissances Alliées, M. Poincaré, lord Curzon et le comte Sforza, adressèrent au gouvernement de la Grande Assemblée Nationale une invitation en vue d'une conférence à laquelle participeraient la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, la Yougo-Slavie, la Roumanie et la Grèce. Cette conférence devait élaborer les conditions de la paix entre la Turquie et les Puissances Alliées. En même temps, les Alliés déclarèrent qu'ils ne voyaient aucune difficulté à ce que la Thrace orientale fût rendue à la Turquie, mais à la condition que les armées nationalistes ne franchiraient les limi-

(1) Voir le *Temps* du 18 septembre 1922.

(2) Voir l'éditorial du *Temps* du 18 septembre 1922.

(3) Voir la *Tribuna*, organe officiel du Gouvernement italien, de la même date.

des zones neutres autour de Constantinople et des Détroits, tant que les négociations pour la paix n'auraient pas pris fin (1).

Le 29 septembre, le gouvernement d'Angora donna son consentement à la réunion d'une conférence préliminaire qui devait élaborer les conditions d'un armistice entre la Turquie et les Alliés. Cette conférence se réunit le 3 octobre à Moudania. Le lendemain, Youssouf Kemal, commissaire des Affaires étrangères du gouvernement de l'Assemblée Nationale, remit la réponse de son gouvernement à la note des Puissances Alliées du 23 septembre, relative à la convocation de la Conférence de la Paix. Dans cette réponse le gouvernement turc déclarait être d'accord en principe, avec les Puissances Alliées, sur la nécessité d'un règlement pacifique des questions litigieuses dans le Proche-Orient et acceptait l'invitation qui lui était adressée. Mais, constatant qu'une des questions les plus importantes que la future conférence de paix aurait à résoudre était celle du régime des Détroits, le gouvernement de la Grande Assemblée Nationale de Turquie émettait l'avis que la collaboration de la Russie, de l'Ukraine et de la Géorgie à cette conférence serait d'une grande utilité. « Il est hors de doute, disait la réponse, que la participation à l'élaboration du statut des Détroits de ces républiques qui, par le seul développement de leurs côtes sur la Mer Noire, ont un grand intérêt dans la fixation de ce régime, ne pourrait que contribuer à le rendre plus durable et à écarter toute cause de conflit. Par conséquent, le gouvernement de l'Assemblée Nationale de Turquie propose tout particulièrement d'inviter à la conférence projetée les représentants de ces Puissances. » (2) C'était l'unique réserve que les Turcs avaient à faire à l'initiative des Puissances alliées.

Le 11 octobre, Ismet Pacha, délégué du gouvernement de l'Assemblée Nationale, signa, sous la somma-

(1) Le *Temps* du 25 septembre 1922.

(2) Le *Temps* du 9 octobre 1922.

tion britannique, l'armistice de Moudania. Conformément aux termes de cette convention, la Thrace orientale fut rendue à la Turquie. Les Grecs s'engageaient à évacuer immédiatement cette région, mais son annexion à la Turquie ne devait avoir lieu qu'après la conclusion de la paix; jusqu'à cette époque le pays restait sous l'occupation des troupes des Puissances Alliées. D'autre part, le gouvernement nationaliste acceptait l'obligation de ne point faire dépasser par ses troupes les limites de la zone neutre dont les frontières étaient précisément fixées par les clauses de l'armistice; cette zone restait occupée par les troupes des Puissances Alliées jusqu'à la décision de la conférence de la Paix (1).

Cette fois encore le gouvernement britannique sut sauver ses positions. Sans doute, il avait consenti des concessions considérables aux Turcs; il avait abandonné la Thrace orientale; il dut reconnaître le gouvernement d'Angora; il se vit obligé d'admettre la discussion de la Question des Détroits par une conférence internationale avec la participation de la Russie, mais le prestige de la Grande-Bretagne fut sauvé. Le gouvernement de Londres restait, comme par le passé, le facteur le plus important dans la discussion des affaires orientales. Néanmoins, la politique orientale du cabinet Lloyd George fut vivement critiquée à la Chambre et dans la presse par l'opposition. L'opinion publique anglaise désapprouvait l'attitude, ouvertement hostile et menaçante que le cabinet britannique avait adoptée à l'égard des Turcs, les vieux amis de l'Angleterre. Lord Gladstone, petit-fils du grand homme d'Etat libéral anglais, avait vigoureusement attaqué, au cours d'une réunion tenue à Manchester, la politique du gouvernement l'accusant d'avoir intempestivement recouru à la force pour intimider les Turcs. M. Asquith formula plus tard, dans un discours prononcé à West-Hartlepool, la même accusation. « Personne, dit-il, n'aurait trouvé

(1) ALTINOFF, *op. cit.*, p. 228.

à redire à ce qu'on envoie discrètement et en silence des renforts à Constantinople, mais il est impossible d'excuser la proclamation bruyante et déplacée que *Downing Street* a lancée le 16 septembre. On n'a fait aucun effort pour justifier ce document, mauvais et malveillant. » (1)

Toutes ces attaques et accusations fournirent l'occasion à Lloyd George de s'expliquer sur sa politique orientale. A l'issue d'un déjeuner qui lui était offert, le 14 octobre, par le Reform Club de Manchester, le premier ministre prononça un grand discours politique qui ne fut qu'un plaidoyer de la politique du Cabinet dans le Proche-Orient. Lloyd George se flattait d'avoir assuré la paix, grâce à la résolution et la fermeté dont fit preuve le Cabinet, en envoyant au général Harington les renforts qui « impressionnèrent l'esprit oriental ».

« Quand nous avons arrêté notre ligne de conduite, déclara le Premier britannique, nous avons trois buts dans le Proche-Orient : le premier était d'assurer la liberté des Détroits pour le commerce de toutes les nations. Le deuxième était d'empêcher la guerre de se propager en Europe avec toutes les possibilités inconcevables d'une conflagration. Et le troisième était d'empêcher la répétition à Constantinople et en Grèce des scènes d'horreur intolérable qui se sont déroulées en Asie-Mineure au cours de ces six ou sept dernières années. »

Puis Lloyd George nia d'avoir inauguré la politique de démembrement de la Turquie. « Cette politique, dit-il, fut soutenue par tous les partis en Angleterre, ainsi que par MM. Clémenceau, Poincaré et le Président Wilson. » Lui-même, il l'avait approuvée. Cependant, si cette politique avait échoué, cela tenait à des facteurs indépendants de la volonté du gouvernement britannique.

« Nous avons fait du mieux que nous avons pu, déclara à la fin Lloyd George. Nous avons obtenu la

(1) *Le Temps* du 16 octobre 1922.

liberté des Détroits, ce qui est d'un intérêt de premier ordre, non pas seulement pour l'Empire britannique, mais pour l'humanité entière. Nous avons réussi à maintenir la paix jusqu'à ce que la liberté ait été donnée à la noble race arabe et quelque protection obtenue pour les minorités de l'Europe Orientale.» (1)

Ce discours fut le chant du cygne de Lloyd George. Le 19 octobre, il démissionna sous la pression de l'opinion et de l'opposition. La situation dans le Proche-Orient avait considérablement changé et ce n'était plus l'homme qui convenait au nouveau cours de la politique orientale de la Grande-Bretagne. Le cabinet de coalition de Lloyd George fut remplacé par le ministère Bonar Law, pris dans le sein du parti conservateur. Lord Curzon garda dans le nouveau cabinet le portefeuille des Affaires Etrangères.

Le 27 octobre 1922, les Puissances alliées adressèrent au gouvernement d'Angora et à la Sublime Porte l'invitation en vue de la prochaine conférence de paix qui devait se tenir à Lausanne.

Le 2 novembre, l'Assemblée Nationale d'Angora proclama la déchéance du Sultan et la fin du gouvernement de Constantinople. Ainsi, l'unité de la Turquie nationaliste fut affirmé et la nouvelle Turquie se présenta à Lausanne une et unanime.

Quelle attitude la Bulgarie observait-elle au cours des événements si importants qui se déroulaient dans son voisinage immédiat? Elle pouvait se résumer en deux mots : stricte neutralité. Il n'en pouvait être autrement. Pour de longues années encore la Bulgarie était condamnée à être considérée, en matière de politique internationale, comme une quantité négligeable. Le système volontaire de recrutement de l'armée bulgare n'était pas de nature à donner à ce pays la force que lui accordait le traité de Neuilly même, soit 33.000 hommes. A ce moment il n'y avait que 11.000 volontaires sous les armes : ils étaient occupés pres-

(1) Le *Temps* du 16 octobre 1922.

que uniquement au maintien de l'ordre intérieur (1). La Bulgarie, dont la solitude morale et matérielle continuait à être complète, ne pouvait donc songer à entrer en conflit avec personne, comme le craignaient ses voisins. De plus, elle traversait à cette époque une crise profonde dans sa vie politique intérieure qui accaparait complètement l'attention des partis. Les luttes politiques intestines avaient repris avec une intensité extraordinaire. Le mouvement communiste avait atteint son apogée. C'était, en somme, un tableau bien triste. Il était profondément regrettable qu'à l'heure même où le problème du Proche-Orient européen et celui de la Thrace, si importants pour l'avenir de la Bulgarie, allaient se poser pour une solution définitive, une trêve ne s'organisât pas spontanément entre les divers partis de l'ordre.

La seule action diplomatique de la Bulgarie pendant cette période, qui mérite d'être enregistrée, fut la note du gouvernement bulgare du 18 septembre 1922, faisant connaître aux Puissances alliées le point de vue de la Bulgarie dans la question de Thrace. Le gouvernement de Sofia exprimait l'avis que la création d'une Thrace autonome, de Tchataldja jusqu'au fleuve de Mesta, était seule de nature à concilier les thèses contradictoires des parties belligérantes. Il croyait qu'une telle combinaison politique pouvait seule garantir d'une façon satisfaisante la liberté des Détroits et prévenir les conséquences fâcheuses d'un retour des Turcs en Europe (2).

Cette démarche diplomatique n'eut aucune suite. La solution qu'elle préconisait était, peut-être, le meilleur moyen de satisfaire aux intérêts peu conciliants des Etats balkaniques, mais il est certain que la note bulgare du 18 septembre fut une maladresse. Le moment fut mal choisi pour une intervention diplomatique de ce genre. Le 23 septembre les Puissances alliées notifièrent à Angora la cession de la Thrace

(1) *Le Temps* du 18 septembre 1922.

(2) ALTINOFF, *op. cit.*, p. 253.

orientale à la Turquie. Ainsi, le nouvel état de choses venait en conflit avec la thèse bulgare et il était bien naturel qu'un froid en résultât dans les relations turco-bulgares. D'autre part, la proposition bulgare éveilla la méfiance de la Grèce et de la Yougo-Slavie. Pour ériger la Thrace en province autonome, il fallait l'enlever d'abord à la Grèce, à laquelle elle appartenait en vertu du traité de Sèvres du 10 août 1920. Puis, une province autonome sur les bords de la Mer Egée était une combinaison politique qui ne faisait pas du tout l'affaire de la Serbie. Les Puissances alliées ne pouvaient, en conséquence, accueillir avec faveur la proposition bulgare. Elles étaient préoccupées à ce moment du rétablissement de la paix en Orient qui devait se faire nécessairement au prix d'une satisfaction territoriale donnée à la Turquie. Mais, en s'engageant dans cette voie, elles ne pouvaient non plus négliger les intérêts de leurs alliées de la Péninsule. Tout au contraire, les Puissances alliées s'efforçaient d'adoucir le sacrifice que les Grecs prétendaient accomplir, en cédant la Thrace orientale et l'Asie-Mineure, et, en même temps, elles se montraient prêtes à ménager les intérêts serbes. Par conséquent, il était certain d'avance que la note bulgare ne devait pas aboutir.

Troubles et instabilité à l'intérieur, isolement et méfiance à l'extérieur, telle était la situation politique de la Bulgarie à la veille de la Conférence de Lausanne. Elle s'y rendit pour faire acte de présence.

TROISIÈME CHAPITRE

LA CONFERENCE DE LAUSANNE.

La victoire des Turcs en Asie-Mineure abolit de fait le traité de Sèvres. Les rapports internationaux de la Turquie, ainsi que toutes les questions étroitement liées à l'existence de ce pays attendaient un nouvel examen, une nouvelle solution. La conférence de Lausanne se chargea de cette mission ingrate et difficile. La tâche que la réunion internationale de Lausanne se proposait d'accomplir était vraiment délicate, car, on peut l'affirmer sans exagérer, il n'y a rien de plus difficile à résoudre, en matière de politique internationale, que les problèmes ayant un rapport étroit avec l'existence de la Turquie. Les négociations d'un traité politique international avec l'ancien Empire ottoman ravivent nécessairement tous ces problèmes épineux du Proche-Orient qui, depuis des siècles, tourmentent sans trêve la paix européenne. Si cette fois l'Europe entière se réunit à Lausanne, si le Japon et les Etats-Unis jugèrent opportun d'y envoyer leurs délégués, si, enfin, la Russie soviétique se décida à siéger à la table des Puissances capitalistes, ce n'était évidemment pas pour réconcilier la Grèce et la Turquie (1). Il s'agissait d'aborder encore une fois la discussion du problème le plus important de la politique européenne : le problème des Détroits qui, depuis la guerre, avait acquis un intérêt mondial. Si la conférence de Lausanne suscitait un intérêt tout particulier dans les milieux politiques, c'était sans doute à cause de la participation des Soviets ; pour la première

(1) La Russie soviétique ne fut invitée à prendre part qu'à la discussion de la question du régime des Détroits.

fois depuis la grande guerre qui provoqua de si profonds changements politiques en Russie, une rencontre officielle devait avoir lieu entre la Grande-Bretagne et la nouvelle Russie et ce à propos d'une question qui, dans le passé, avait plus d'une fois été une cause de conflits entre ces deux Puissances. La présence des délégués du Japon et des Etats-Unis à cette conférence vint augmenter son importance (1). Pour la première fois des Puissances extra-européennes participaient à la discussion du statut des Détroits de Constantinople et des Dardanelles. Ainsi le problème oriental fut soustrait à la compétence exclusive des Etats européens pour être attribué à l'aréopage mondial.

La conférence de Lausanne tint sa première séance plénière, le 21 novembre 1922, au château d'Ouchy. Cette séance fut entièrement consacrée aux travaux préliminaires et à la constitution des trois commissions qui furent chargées de l'étude des questions impliquées dans la conclusion du traité de paix entre la Grèce et la Turquie, savoir : la commission des questions territoriales et militaires et du régime des Détroits; la commission du régime des étrangers et des minorités en Turquie; et la commission des questions financières et économiques.

Nous nous bornerons à l'étude des travaux de la première commission, présidée par lord Curzon, qui s'occupa du problème du statut des Détroits et du sort de la Thrace.

La question initiale que cette commission aborda au cours de sa première séance, tenue le 22 novembre, fut celle des frontières de la Thrace orientale (2).

(1) Les délégués des Etats-Unis d'Amérique participaient à la conférence en qualité d'observateurs; ils avaient le droit d'assister aux séances plénières, ainsi qu'aux séances des commissions et des sous-commissions et pouvaient y être entendus sur un pied d'entière égalité avec les délégués des autres Puissances.

(2) Voir le procès-verbal n° 1 de la séance de la commission des questions territoriales et militaires du 22 novembre 1922, Documents diplomatiques, Conférence de Lausanne, t. I, éd. du Ministère des Affaires Etrangères, Paris, 1923.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, la Thrace orientale jusqu'au fleuve de la Maritza fut rétrocédée par la note des Puissances alliées et par la convention de Moudania à la Turquie. Dès la première séance de la commission, Ismet Pacha, représentant du gouvernement de l'Assemblée Nationale de Turquie, fit connaître les revendications turques qui portaient sur deux points : elles tendaient, d'une part, à obtenir pour la Thrace orientale les frontières de 1913 (1) et, d'autre part, à instituer un plébiscite en Thrace occidentale.

Les revendications turques provoquèrent l'opposition catégorique de la Grèce. M. Venizélos déclarait que la Thrace occidentale jusqu'à la Maritza appartenait à la Grèce, en vertu du traité du 10 août 1922, conclu entre les Puissances alliées et la Grèce, et que, d'autre part, c'était de la Bulgarie que les Puissances alliées tenaient cette région toute entière, en vertu de l'art. 48 du traité de Neuilly. Par conséquent, les réclamations turques relatives à la frontière de 1913 apparaissaient comme dépourvues de tout fondement juridique. Quant à la question du plébiscite en Thrace occidentale, M. Venizélos repoussa avec la même énergie cette proposition turque.

La thèse grecque eut l'appui des délégués yougoslave et roumain. M. Nintchitch, invoquant des arguments d'ordre géographique, déclara adhérer à la proposition des Puissances, exprimée dans la note du 23 septembre, de fixer la frontière de la Thrace orientale à la ligne de la Maritza. En ce qui concernait le

(1) Selon les termes du traité de Constantinople du 29 avril 1913 passé entre la Bulgarie et la Turquie, la frontière entre la Thrace orientale, qui allait à la Turquie, et la Thrace occidentale, qui revenait à la Bulgarie, en vertu du traité de Londres du 30 avril 1913, passait sur la rive droite de la Maritza de façon que les villes de Dimotika et de Kouléli-bourgas restaient en territoire turc. Plus tard, par une convention passée en 1915 entre la Bulgarie et la Turquie, la région comprise entre la frontière de 1913 et la Maritza fut cédée à la Bulgarie. C'était cette région notamment que Ismet Pacha réclamait pour la Turquie.

plébiscite à instituer en Thrace occidentale, le délégué yougoslave déclara que, s'il était demandé pour constater le nombre des Turcs afin d'en garantir les droits, il paraissait inutile, puisque la Grèce était tenue par un traité à respecter les droits des minorités qui se trouvaient sur son territoire. « Mais, continuait M. Nintchitch, si par le plébiscite, la délégation turque désire arriver à créer une organisation politique autonome, la délégation serbe-croate-slovène estime que des régimes aussi compliqués et aussi peu clairs ne serviraient en rien à la cause de la paix dans les Balkans, mais au contraire prépareraient de nouveaux troubles. »

M. Duca, le délégué roumain, s'associa au point de vue de M. Nintchitch.

Le même jour, au cours de la séance de l'après-midi, la parole fut accordée au premier délégué de la Bulgarie, M. Stambolisky, afin d'exposer le point de vue bulgare dans la question discutée (1).

« La Question d'Orient, dit-il, touche de très près aux intérêts bulgares aux points suivants : 1° le débouché de la Bulgarie à la Mer Egée; 2° le sort des réfugiés des deux Thraces; 3° le sort des minorités des deux Thraces; 4° notre intégrité territoriale, en tant que nation désarmée devant la situation nouvellement créée; 5° le régime des Détroits. »

Ensuite le délégué bulgare se borna à développer le premier point seulement de sa déclaration qui se rapportait au sujet traité.

« La Bulgarie, poursuivit-il, ne peut regretter d'avoir formulé le principe de l'autonomie de toute la Thrace (2). Nous croyons, en effet, qu'une pareille solution de la question aurait été la meilleure et la plus équitable, vu qu'elle aurait assuré la liberté d'existence à tous les éléments qui constituent la population de la Thrace : Turcs, Bulgares, Grecs, Arméniens, Israélites, dont pas un ne forme, par lui-même, une majorité

(1) Voir Procès-Verbal n° 2 de la séance du 22 novembre 1922.

(2) On se rappelle que le Gouvernement bulgare avait formulé dans sa note du 18 septembre 1922 le désir de voir se constituer de la Thrace orientale et occidentale une région autonome.

assez importante; l'autonomie de la Thrace aurait, d'autre part, largement contribué à consolider la paix dans les Balkans, à assurer la liberté des Détroits et l'efficacité du débouché bulgare, et surtout n'aurait en rien porté atteinte, en ce qui concerne l'Europe, à l'intégrité des traités de paix. »

Cependant, constatant que les Puissances alliées avaient déjà consenti à la révision du traité de Sévres en rendant à la Turquie la Thrace orientale, le délégué bulgare exprimait, à juste titre, l'avis qu'il ne fallait plus recourir à des demi-mesures pour régler les grandes questions balkaniques et rendre la guerre chronique dans la Péninsule.

« En ces circonstances, concluait-il, la rétrocession de la Thrace orientale à la Turquie aurait dû être suivie par la rétrocession de la Thrace occidentale à la Bulgarie. Ce fait semble dicté par la logique; ce fait paraît dicté par la justice; ce fait semble dicté par l'intérêt même de la paix des Balkans et de toute l'Europe. »

Mais, se rendant compte que l'accomplissement éventuel de ce fait serait considéré comme un coup porté au traité de Neuilly, la délégation bulgare formula la proposition suivante :

« Si les Puissances alliées ne consentent pas à constituer la Thrace occidentale en une région autonome, il serait préférable de revenir à la situation qui existait lors de la signature du traité de Neuilly et de son article 48. La Bulgarie demande que la Thrace occidentale reste à la disposition des Grandes Puissances alliées, et qu'elles la dotent d'un régime qui la transformera véritablement en zone neutre, à travers laquelle s'étendra le réseau des voies ferrées bulgares et sur les plages de laquelle la Bulgarie construira ses ports qui desserviront le commerce d'exportation et d'importation de tous les Etats civilisés d'occident et d'outre-mer, d'une part, et, de l'autre, de la Bulgarie et de ses voisins, la Roumanie, la Yougoslavie, l'Ukraine, etc.

» C'est seulement dans ces conditions que le débouché bulgare à la Mer Egée n'aura pas à redouter de menaces pas plus du côté occidental que du côté oriental, et que les voies ferrées et les ports bulgares pourront se développer, au point de pouvoir entièrement répondre aux nécessités d'ordre commercial et économique toujours croissantes, et de faire fructifier les relations les plus étroites, par la Mer Egée, avec tout le monde civilisé.

» Il est non seulement absolument impossible, concluait la déclaration, mais encore psychologiquement inadmissible que

l'accès du débouché bulgare passe à travers un territoire turc et grec. »

Cependant, la thèse bulgare concernant l'institution d'une Thrace autonome, aussi bien que la proposition turque tendant à effectuer un plébiscite en Thrace occidentale, restèrent sans aucun effet. Lord Curzon déclara, au nom des Puissances alliées, que ces deux propositions étaient inacceptables, aussi bien l'une que l'autre. Puis la Commission décida, sur une motion émanant de lui, de renvoyer la question du débouché bulgare à une sous-commission qui devait donner un avis sur les conditions dans lesquelles pouvait être organisée une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière de la Thrace orientale, ainsi que sur les dispositions à adopter pour assurer à la Bulgarie une libre issue économique sur la Mer Egée.

La sous-commission, qui délibéra sous la présidence du général Weygand, présenta à la séance du 24 novembre son rapport relatif aux questions susmentionnées. Ce rapport comportait deux parties (1). La première comprenait les questions d'ordre militaire. Dans cette partie la sous-commission donnait son avis sur les conditions de la démilitarisation de la zone de la frontière de la Thrace orientale. La deuxième partie du rapport comprenait les questions d'ordre économique. La sous-commission y proposait notamment l'institution d'une commission internationale qui devait entreprendre la construction et l'équipement d'un port franc à Dédéagatch et assurer également la direction, l'administration et l'amélioration successive de ce port. Aussi devait-elle surveiller l'exploitation du chemin de fer allant de Dédéagatch jusqu'à la frontière bulgare.

Les discussions auxquelles le rapport de la sous-commission donna lieu fournirent à la délégation bulgare l'occasion de présenter à l'appui de sa thèse, déjà connue, un exposé complet, relatif à la situation géo-

(1) Voir l'annexe A au procès-verbal n° 4 de la séance du 24 novembre 1922.

graphique, ethnographique et économique de la Thrace par rapport aux intérêts des Etats balkaniques et tout particulièrement de la Bulgarie. La conclusion de ce document, dont l'impartialité et la conformité avec l'état de choses existant ne faisaient aucun doute, était la suivante : « Les conditions géographiques aussi bien que les raisons économiques et ethniques imposent de retirer le mandat provisoire attribué à la Grèce et de donner à la Thrace occidentale un statut plus conforme aux intérêts généraux des peuples balkaniques et de l'Europe. Les événements politiques survenus en Proche-Orient, depuis deux ans, ont donné à cette nécessité une retentissante confirmation. » (1)

A la fin, M. Morfoff, conseiller technique de la délégation bulgare, résuma en quelques mots le point de vue de son gouvernement. « Ce n'est que par la possession directe d'un territoire suffisant autour du chemin de fer et du port, déclara-t-il, ou par l'assujettissement de ce même territoire à un régime pleinement autonome économiquement lié à la Bulgarie par des stipulations spéciales, pareille à celles prévues actuellement pour le port de Dantzig, que le port de Dégéagatch sur la Mer Egée pourrait être construit, aménagé et exploité en concordance avec les intérêts économiques de la Bulgarie. » (2)

A la suite de cette déclaration, lord Curzon répéta encore une fois l'affirmation que les Puissances alliées répugneraient à donner satisfaction aux revendications bulgares.

Ainsi le règlement de la question de l'issue de la Bulgarie sur la Mer Egée s'avéra comme impossible. Tout de même une nouvelle tentative fut faite

(1) Voir le procès-verbal n° 4 de la séance du 24 novembre 1922.

(2) Il est tout à fait superflu, croyons-nous, de démontrer ici le besoin impératif pour l'économie bulgare d'un débouché réel de la Bulgarie sur la Mer Egée. Le fait que les Puissances alliées, elles-mêmes, l'ont reconnu dès 1919 et ont donné une promesse de réalisation dans l'art. 48 du Traité de Neuilly, est suffisamment éloquent.

en vue de la solution de cette question. Le 5 janvier 1923 un nouveau projet fut soumis à l'examen de la Délégation bulgare. Voici quels furent les points les plus importants de cette nouvelle proposition : la Grèce s'engageait à céder à la Bulgarie sous la forme d'un bail emphytéotique, pour une période de 99 ans, un territoire long de 3 kilomètres et large de 1 kilomètre sur la côte de la Mer Egée, dans les environs de Dédéagatch. Ce territoire serait considéré au point de vue administratif comme faisant partie du territoire bulgare. L'ordre et la sécurité dans cette concession seraient maintenus par les autorités bulgares, sous le contrôle d'une commission internationale. Le port serait construit et aménagé aux frais du gouvernement bulgare; il serait déclaré port libre d'intérêt international. L'exploitation du chemin de fer allant du territoire concédé à la frontière bulgare serait soumise à la surveillance de la Commission internationale, composée des représentants des trois grandes Puissances alliées, de la Grèce, de la Turquie et de la Bulgarie.

La délégation bulgare étudia minutieusement la nouvelle proposition qui lui était faite et le 26 janvier, à la séance de la Commission respective, elle donna une réponse négative. La Bulgarie ne pouvait évidemment pas dépenser des millions pour la construction d'un port situé loin de ses frontières et auquel elle n'était reliée que par une ligne de chemin de fer qui traversait un territoire étranger. Elle ne pouvait pas consentir à une expérimentation politique semblable qui jamais et nulle part au monde n'avait pratiquement donné de bons résultats (1).

Cette fois encore la question du débouché bulgare sur la Mer Egée resta irrésolue. Les tractations ultérieures de la conférence rendirent sa solution absolument impossible. Au cours de la deuxième conférence de Lausanne, qui commença ses travaux le

(1) ALTINOFF, *op. cit.*, p. 350.

23 avril 1923 (1), les Puissances alliées se virent obligées de céder à la Turquie la ville de Karagatch, banlieue d'Andrinople, située sur la rive droite de la Maritza et station du chemin de fer reliant la frontière bulgare à Dédéagatch. Ainsi le *statu-quo* en Thrace se compliqua davantage et rendit impossible la réalisation de l'accès bulgare à la Mer Egée, puisque le chemin de fer allant de la frontière bulgare jusqu'à la mer devait passer à travers trois tronçons de territoires : grec, turc et grec. En vertu de l'art. 107 du traité de paix de Lausanne un régime spécial fut institué, assurant la liberté du transit pour les voyageurs et les marchandises en provenance ou à destination de la Turquie ou de la Grèce qui utilisaient les trois tronçons des chemins de fer orientaux. Cependant la Bulgarie ne fut pas associée à ce régime de faveur et, par conséquent, elle n'eut aucune liberté de transit à travers les territoires situés entre sa frontière méridionale et Dédéagatch. En effet, elle signa la convention du 24 juillet 1923, relative à la frontière de la Thrace, mais cette convention ne faisait même pas mention du débouché économique de la Bulgarie.

La Bulgarie se rendit à la conférence de Lausanne à un moment où son isolement politique était presque total. Ses revendications n'y trouvèrent aucun appui. La Grande-Bretagne ne pouvait pas admettre un instant l'hypothèse d'une Thrace autonome et encore moins celle d'une issue territoriale de la Bulgarie sur l'Archipel. Elle avait ses intérêts propres dans les Détroits et elle croyait prudent d'éloigner les Bulgares des bords de la Mer Egée. La diplomatie anglaise pré-

(1) La première Conférence de Lausanne, n'arrivant pas à surmonter les difficultés qui avaient surgi, interrompit ses travaux le 6 février 1923. La Turquie fit preuve d'une intransigeance absolue en ce qui concerne le sort de la ville de Karagatch, la question de Mossoul, celle des capitulations et le règlement de certaines difficultés d'ordre financier et économique. D'autre part, les divergences existant dans la politique orientale de la France et de l'Angleterre contribuèrent pour beaucoup à l'échec de la première conférence.

féra y établir ses alliés — les Grecs — dont les aspirations coïncidaient plus ou moins avec ses propres intérêts. Elle répéta ainsi encore une fois la faute de 1878.

La France, elle aussi, se refusait à soutenir la thèse bulgare. Elle devait tenir compte de la volonté de son alliée, la Yougoslavie. Cette dernière, qui hérita des aspirations balkaniques de l'Autriche-Hongrie, était hostile aussi bien à une issue territoriale de la Bulgarie sur la Mer Egée qu'à l'institution d'une Thrace autonome. Ainsi les deux facteurs les plus importants de la politique européenne avaient presque subordonné leur politique balkanique aux intérêts de leurs alliés péninsulaires. Quant à l'Italie, n'ayant aucun désir de se séparer de ses Alliés en ce qui concerne les affaires balkaniques, elle se réservait d'approuver officiellement le point de vue bulgare.

Aujourd'hui, la question du débouché de la Bulgarie sur la Mer Egée se pose de la même façon qu'auparavant. Après le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 sa solution est devenue encore plus difficile et sa réalisation encore plus aléatoire. Les Puissances alliées n'ont donc pu tenir leur parole et l'engagement pris dans l'art. 48 du traité de Neuilly, qui, pourtant, est toujours en vigueur, est resté à l'état de lettre morte.

La question la plus importante que la conférence de Lausanne eut à résoudre était, sans aucun doute, celle des Détroits.

La commission politique aborda cette question dans sa séance du 4 décembre 1922, à laquelle furent invités à assister les représentants des Républiques soviétiques, de Russie, d'Ukraine et de Géorgie.

Le président, lord Curzon, invita d'abord la délégation turque à exposer ses vues.

Ismet Pacha qui préférait, avant de préciser le point de vue de son gouvernement, entendre les représentants des autres pays intéressés, se borna à faire une très brève déclaration :

« Le point de vue du Gouvernement turc en cette matière, dit-il, proclamé depuis quatre ans déjà par le Pacte National, est le suivant : la sécurité de Constantinople, capitale de la Turquie et siège du Califat, ainsi que celle de la mer de Marmara doivent être à l'abri de toute atteinte. Ce principe une fois posé et admis, la nation turque est prête à souscrire à toute décision qui sera prise d'un commun accord avec le Gouvernement turc, d'une part, et les Puissances intéressées, de l'autre, en vue d'assurer l'ouverture des Détroits au commerce mondial et aux communications internationales. » (1)

Cependant, le délégué turc se réservait le droit de faire des propositions complémentaires plus concrètes au sujet de la question discutée.

La délégation soviétique fut invitée ensuite à exposer comment elle entendait résoudre la question du régime futur des Détroits. M. Tchitchérine fit alors une déclaration d'une clarté et d'une franchise absolues. Diplomate de l'ancienne école, le chef de la politique extérieure des Soviets soutint avec beaucoup d'éloquence une thèse qui, dix ans auparavant, eût été le mot d'ordre de la diplomatie anglaise.

L'argumentation de M. Tchitchérine reposait sur les deux points suivants que la délégation soviétique se proposait de faire reconnaître : 1° égalité de la position et des droits de la Russie et de ses alliés et de la position et des droits des autres Puissances ; 2° sauvegarde de la paix et de la sécurité des territoires de la Russie et des républiques alliées, ainsi que de la liberté de leurs relations économiques avec les autres pays.

M. Tchitchérine formula ensuite la manière de voir de son gouvernement :

« La liberté permanente de la navigation commerciale et des communications maritimes pacifiques dans le Bosphore, la Mer de Marmara et les Dardanelles doit être assurée d'une façon absolue et sans aucune restriction. Le maintien de la paix dans la Mer Noire et la sécurité de ses côtés, de même que le maintien de la paix dans le Proche-Orient et la sécurité de Constantinople, doivent être garantis d'une façon durable, ce qui revient à dire que les Dardanelles et le Bosphore, en temps

(1) Voir le procès-verbal n° 1 de la séance du 4 décembre 1922 de la Commission pour l'étude du régime des Détroits.

de paix ainsi qu'en temps de guerre, doivent être constamment fermés aux navires de guerre et aux navires armés, ainsi qu'aux appareils militaires d'aviation de tous les pays excepté la Turquie. » (1)

Ainsi, la Russie plaidait la fermeture absolue et complète des Détroits. De plus, pour que cette fermeture fût effective, M. Tchitchérine demandait que la garde des Détroits fût confiée à la Turquie souveraine.

« En se basant sur le fait que les Dardanelles et le Bosphore appartiennent à la Turquie, disait-il, le Gouvernement russe et ses alliés, respectueux de la souveraineté de chaque peuple, insistent sur le rétablissement et le maintien, dans toute leur plénitude, des droits du peuple ture sur son territoire et sur ses eaux. Le Gouvernement russe et ses alliés insistent de même sur le fait que le Gouvernement ture ne sera en état de défendre d'une façon effective les Détroits et la Mer de Marmara contre toute attaque que si le droit lui est expressément reconnu de fortifier et d'armer ses côtes, de posséder une flotte de guerre et d'appliquer pour la défense des Détroits et de la Mer de Marmara tous les dispositifs de la technique de guerre moderne. »

Puis, M. Tchitchérine insista de nouveau sur l'importance exclusive qu'avaient les Détroits pour la vie économique de la Fédération soviétique et il conclut en affirmant que la solution qu'il préconisait constituait la seule garantie possible des intérêts vitaux de la Russie.

La déclaration du commissaire des Affaires Etrangères des Soviets n'avait rien d'extraordinaire. La Russie a de tout temps suivi dans la question des Détroits une politique qui, tout en visant un seul et même but, s'est servi de moyens souvent absolument contradictoires. C'est un fait historique depuis longtemps prouvé que, chaque fois que la Russie se sent faible et que son influence est prépondérante en Turquie — et tel était le cas en 1922 — elle trouve son avantage à préconiser le principe de la fermeture des Détroits : elle n'ignore pas que les Dardanelles et le Bosphore pourront, le cas échéant, protéger ses côtés et ses arsenaux contre l'agression d'une flotte enne-

(1) Ibid.

mie tandis qu'ils ne sauraient constituer, pour elle-même, un obstacle sérieux si elle venait à avoir besoin de faire sortir ses vaisseaux de la Mer Noire. Ainsi, l'attitude adoptée à Lausanne par M. Tchitchérine prouvait que la diplomatie soviétique marchait dans la même voie que la diplomatie de l'ancien régime. Il était également curieux de constater que le chef de la politique étrangère des Soviets préconisait là un régime des Détroits qui datait d'une centaine d'années. En effet, le 10 juillet 1833, l'envoyé du Tzar, Alexis Orloff, avait déjà obtenu du Sultan la signature du traité d'Unkiar-Skélessi qui stipulait que « la Sublime Porte devrait borner son action en faveur de la Cour Impériale de Russie à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous quelque prétexte que ce fût »(1).

La Russie bolchéviste demandait notamment le rétablissement du régime existant avant la convention de Londres de 1841, avec cette différence qu'elle sollicitait, pour ce régime, la sanction des Puissances.

Analysons maintenant l'attitude des délégations des autres pays intéressés.

M. Duca, délégué de la Roumanie, exposa brièvement le point de vue de son gouvernement et conclut en ces termes :

« Les Détroits doivent être libres pour le passage des navires de guerre et de commerce, sans aucune restriction ni aucune limite. En outre, leurs côtes, depuis la Mer Egée jusqu'à la Mer Noire, doivent être démilitarisées dans des conditions à déterminer par les experts et, certainement, en tenant compte des mesures qui seront prises pour démilitariser la frontière de la Thrace. »

En se faisant l'interprète de la thèse de son gouvernement qui était exactement opposée à la solution que préconisait la délégation russe, M. Duca allait, comme nous allons le voir, au-devant des désirs des Puissances alliées. De plus, en défendant la thèse de

(1) MARTENS, *Recueil de traités et conventions conclus par la Russie avec les Puissances étrangères*, t. XI, p. 659.

l'ouverture sans restriction des Détroits, il agissait dans l'intérêt même de la Roumanie. Voisine immédiate de la Russie soviétique, avec laquelle elle se trouvait en désaccord à propos de la Bessarabie, la Roumanie ne pouvait jamais consentir à accepter un régime qui, coupant toutes ses communications avec ses alliés de l'Occident et transformant la Mer Noire en un lac russe, la livrerait à la merci de la Puissance moscovite.

Le délégué bulgare, M. Stambolisky, présenta le point de vue de son pays dans une déclaration conçue en termes assez circonspects et indécis :

« La Bulgarie, dit-il, est prête à adhérer aux mesures par lesquelles il sera établi sur le Bosphore et les Dardanelles un régime assurant la pleine liberté de passage à tous les bateaux de commerce en temps de paix et en temps de guerre. De même, la Bulgarie désire, en bonne justice, prendre part, à titre égal, à l'administration internationale qui sera instituée pour garantir la liberté de navigation à travers les Détroits. »

Ce caractère vague de la déclaration bulgare ne peut s'expliquer que par le désir du gouvernement bulgare de rester neutre dans la grande lutte diplomatique à laquelle la discussion de la question des Détroits allait donner lieu. Certes, elle ne pouvait se désintéresser du régime qui allait être appliqué à la seule voie qui reliait aux autres mers la mer Noire, où se concentrait tout son commerce maritime. Mais, dans l'ignorance où elle se trouvait des propositions que les Puissances alliées allaient formuler, elle redoutait d'éveiller certaines susceptibilités. D'ailleurs, au cours d'une des séances suivantes, la délégation bulgare adhéra complètement aux propositions des Etats alliés, propositions que nous allons examiner. Cette adhésion s'imposait à la Bulgarie du fait de la situation politique internationale du moment. La Russie bolchéviste constituait, avec sa propagande communiste et son expansion révolutionnaire, une menace fort dangereuse pour la Bulgarie. L'ouverture des Détroits, sans être nuisible à ses intérêts, constituait une garantie pour la sécurité de ses côtes ouvertes à toute agression bolchéviste.

La Grèce qui, elle, était au courant du projet que les Alliés se proposaient de soumettre à la conférence, se déclara favorable à l'ouverture des Détroits tant pour les navires de guerre que pour les navires de commerce.

Après avoir entendu les délégués des pays directement intéressés à la question des Détroits, lord Curzon prit la parole, à la séance du 6 décembre 1922, pour donner connaissance à la conférence du point de vue et des propositions des Puissances alliées. Le discours de lord Curzon n'était qu'un exposé de la thèse britannique, une réponse aux aspirations et aux arguments de la délégation russe. Cette fois encore la Grande-Bretagne, d'accord avec ses alliés, se dressa menaçante devant les prétentions russes et le duel éternel entre Albion toute-puissante et la Puissance moscovite recommença avec acharnement. Quelques dizaines d'années auparavant la diplomatie russe de l'ancien régime avait cherché à ouvrir à la flotte russe la porte de sortie des Détroits. La Grande-Bretagne et les autres Puissances occidentales avaient à ce moment opposé une digue à l'ambition russe en fermant le Bosphore et les Dardanelles. Maintenant les rôles étaient renversés. C'était la Russie, faible et torturée par une crise intérieure terrible, qui cherchait à s'enfermer dans la Mer Noire, alors que la Grande-Bretagne tâchait de profiter de la nouvelle situation pour s'introduire dans cette mer qui, de tout temps, avait été fermée à ses escadres.

« S'il est vrai, disait Lord Curzon, que la politique aujourd'hui défendue par M. Tchitchérine a été constamment observée par les Puissances occidentales au cours du XIX^e siècle, il n'en est pas moins vrai que la Russie l'a combattue avec une égale persévérance. Les positions respectives de l'Europe et de la Russie sont maintenant renversées. Tandis que les Puissances occidentales n'ont plus l'intention ni le désir d'empêcher le libre passage des bâtiments de guerre russes à travers les Détroits, ce sont les Russes eux-mêmes qui désirent aujourd'hui rendre ce passage impossible.

» La conférence s'est certainement rendu compte que les propositions de la délégation russe reviennent, en fait, à maintenir la situation qui existait dans les Détroits et dans la Mer

Noire avant la guerre, avec cette différence importante que la Turquie serait privée du droit qu'elle a obtenu en 1871, d'ouvrir les Détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des Puissances amies et alliées.»

Il est évident, concluait lord Curzon, que, dans de telles conditions, la Russie exercera un contrôle illimité dans la Mer Noire et que les droits et le commerce international des autres Puissances ne dépendront que d'elle.

« Il apparaît clairement que le programme russe poursuit un but : transformer la Mer Noire en un lac russe avec la Turquie comme fidèle gardienne de l'issue de ce lac. Dans la Mer Noire la Russie doit régner en maîtresse ; elle pourra fortifier ses côtes, créer une flotte puissante, assez puissante en tout cas pour dominer ses voisins ; elle pourra transporter ses troupes d'une côte à l'autre. »

Le délégué britannique insista ensuite sur les défauts d'un régime semblable qui entraverait la liberté du commerce des Puissances non-riveraines auxquelles appartenaient 80 % du tonnage qui entrait dans la Mer Noire.

« La formule de M. Tchitchérine, continua-t-il, ne tient pas compte du principe de droit international, suivant lequel le passage entre deux mers devrait être considéré comme une voie internationale. »

Les Puissances alliées ne pouvaient, en conséquence, accepter le point de vue russe. De leur côté elles firent les propositions suivantes : 1° liberté complète de navigation en temps de paix et en temps de guerre pour tous les bâtiments de commerce ; 2° liberté complète de navigation en temps de paix et en temps de guerre pour tous les bâtiments de guerre, sauf une limitation du nombre et de la durée de séjour dans un port turc ; 3° démilitarisation de certaines zones sur les côtes européennes et asiatiques des Dardanelles et du Bosphore ; 4° institution d'une commission internationale pour assurer le passage des Détroits et pour surveiller la démilitarisation des zones territoriales (1).

(1) Voir le procès-verbal n° 2 de la séance du 6 décembre 1922 de la commission pour l'étude du régime des Détroits.

Les délégués français et italiens déclarèrent que les propositions faites au nom des Alliés par lord Curzon répondaient entièrement aux vues de leurs gouvernements. L'intervention du délégué des Etats-Unis d'Amérique suscita un certain intérêt dans les milieux de la conférence, parce qu'elle marqua le commencement d'une nouvelle phase dans le développement de la question des Détroits : le problème oriental sortait du cercle des intérêts des Puissances européennes pour prendre un caractère mondial. Les Etats-Unis abandonnaient l'attitude de désintéressement quasi-complet qu'ils avaient observé jusqu'alors à l'égard de la question d'Orient et manifestaient leur désir de participer au règlement du régime des Détroits qu'ils tendaient maintenant à considérer comme un problème d'intérêt international.

« La position que nous adoptons, déclara M. Child, est basée sur la politique de notre gouvernement, qui veut, pour notre commerce et pour le commerce des autres nations, une liberté complète et constante sans privilège spécial... Nous ne pouvons accepter le point de vue que l'avenir du commerce dans la Mer Noire soit l'affaire exclusive des Etats qui bordent cette mer. Nous affirmons que toutes les nations de la terre ont le droit de s'en préoccuper. Il n'est pas soutenable qu'une nation quelconque ait, par un privilège géographique, le pouvoir de priver de leurs droits les autres nations. Ce ne serait pas seulement contre les intérêts de notre politique nationale ; ce serait aussi contre l'intérêt de toute nation riveraine de la Mer Noire ; ce serait aussi contraire à tout le développement historique de la liberté de la Mer Noire. La domination illimitée des Détroits et de la Mer Noire par une nation quelconque est contraire à la politique du monde... Notre sentiment est que la liberté de la Mer Noire ne peut être obtenue que par le désarmement. »

Le délégué américain s'associa à la proposition des Alliés. Il demanda l'ouverture des Détroits pour les navires de guerre et soutint que les vaisseaux de guerre n'étaient pas nécessairement des agents de destruction, mais que, au contraire, ils pouvaient être aussi des agents de préservation et servir à des fins heureuse et pacifiques en prévenant le désordre et en maintenant la paix.

Le discours de lord Curzon et les propositions des

Alliés provoquèrent une réplique vigoureuse de la part de M. Tchitchérine. Il reconnaissait que les rôles de la Russie et des Puissances occidentales étaient renversés, mais il tâchait de démontrer que la Russie soviétique n'avait pas les ambitions agressives de la Russie tzariste et qu'elle ne s'inspirait que de sentiments d'amitié et de fraternité envers les peuples orientaux.

« La Russie ayant renoncé à ses visées sur Constantinople et les Détroits, s'écriait M. Tchitchérine, deux combinaisons sont possibles : la première, c'est la fermeture des Détroits aux navires de guerre et la souveraineté de la Turquie, c'est-à-dire le mur mitoyen entre les sphères d'influence russe et britannique ; la seconde, c'est une combinaison internationale qui transportera les conflits et la rivalité du monde entier dans cette région.

» Une combinaison internationale, cela veut dire la perpétuation des troubles au lieu et en place de la paix, une violation constante de la sécurité et de la souveraineté de la Turquie, et enfin, la nécessité pour la Russie d'armer, d'armer, d'armer.

» Ce n'est qu'un mur mitoyen qui séparera effectivement les rivalités et qui donnera la garantie de l'existence indépendante de la Turquie en même temps que de la paix ».

A la séance du 8 décembre, le commissaire des Affaires étrangères des Soviets fit un suprême effort pour faire triompher sa thèse du « mur mitoyen ».

« La nouvelle Russie, affirmait-il, ayant renié les buts agressifs, veut maintenir une digue contre les agressions d'autrui. La Grande Bretagne qui, autrefois, cherchait à protéger par cette digue sa puissance mondiale, veut profiter, aujourd'hui, de l'affaiblissement momentané de la Russie et écarter la vieille digue des Détroits qui est pour cela un empêchement. »

C'est ainsi qu'à la conférence de Lausanne M. Tchitchérine assumait le rôle de champion de la souveraineté et de l'intégrité turques. Une Turquie, forte et pleinement souveraine, devait, selon lui, garder la clef de la maison russe. En plus, il était de première importance pour la Russie d'obtenir la reconnaissance que la Mer Noire était une mer close appartenant aux Puissances riveraines. M. Tchitchérine recourut, dans ce but, à l'autorité même de M. Hanotaux qui, dans son livre « La guerre des Balkans et

l'Europe », avait défendu la thèse de la Mer Noire close dont le statut devait être réglé par les Etats riverains (1). L'article 21 du contre-projet russe, présenté à la commission, portait notamment sur la reconnaissance, par les Puissances, de la Mer Noire comme une mer close (2).

Mais la thèse russe ne trouva aucun appui à la conférence. Le délégué du Japon, le baron Hayashi, s'associa entièrement à la proposition de lord Curzon et aux paroles prononcées par le délégué des Etats-Unis. « Pour éviter tout malentendu à cet égard, déclara-t-il, la délégation japonaise désire marquer que le Japon a un grand intérêt dans la question des Détroits, étant donné qu'il est l'une des grandes Puissances maritimes et commerciales dans la Méditerranée et qu'il a le droit d'étendre son commerce à la Mer Noire. »

Tous les Etats riverains adhérèrent également aux propositions alliées et la Turquie, elle-même, dut les accepter, en formulant, cependant, quelques réserves qui tendaient à obtenir des garanties plus sérieuses pour la sécurité de Constantinople et des Détroits.

La commission pour l'étude du régime des Détroits se réunit pour la dernière fois le 1 février 1923, afin d'entendre les observations des différentes délégations au sujet du projet définitif de convention concernant le régime des Détroits. Ce projet de convention, qui fut le résultat de concessions mutuelles faites par la Turquie et les Puissances alliées, devint plus tard le texte définitif du statut des Détroits. A cette dernière séance M. Tchitchérine fit une déclaration au nom de la délégation de Russie, d'Ukraine et de Géorgie. Après avoir constaté que le projet de convention, présenté par les Puissances invitantes, menaçait la sécurité et les intérêts vitaux de la Russie, de l'Ukraine et de la Géorgie, cette déclaration finissait par une protestation contre cet acte de la conférence et par

(1) Voir le procès-verbal, n° 3 de la séance du 8 déc. 1922.

(2) Voir le procès-verbal n° 6 de la séance du 19 déc. 1922.

l'avertissement que si la convention était signée sans la Russie, l'Ukraine et la Géorgie, ces Puissances conserveraient les mains entièrement libres et une complète liberté d'action (1).

Comme on le sait, la conférence de Lausanne interrompit ses travaux le 6 février et ne les reprit que le 24 avril 1923. La convention relative au régime des Détroits ne fut signée que le 24 juillet, en même temps que le traité de paix principal. La Russie, elle-même, après une nouvelle protestation écrite, conçue en termes assez violents, consentit à signer ladite convention le 14 août 1923 (2).

Ainsi fut élaboré le statut actuel des Détroits du Bosphore et des Dardanelles dont nous exposerons ci-dessous les grandes lignes.

Les articles premier et 2 de la convention concernant le régime des Détroits, signée le 24 juillet 1923, proclament le principe de la liberté de passage et de navigation par mer et dans les airs dans le détroit des Dardanelles, la Mer de Marmara et le Bosphore pour tous les bâtiments et aéronefs de commerce ou de guerre (3).

Une annexe spéciale règle le passage des Détroits et prévoit certaines restrictions concernant le total des forces navales qu'une Puissance quelconque pourra faire entrer dans la Mer Noire, la durée de passage des bâtiments de guerre, le séjour dans les ports des Détroits et de la Mer de Marmara, etc. (4). Afin que

(1) Voir le procès-verbal n° 8 de la séance du 1 février 1923.

(2) La convention fut signée par le représentant des Soviets à Rome.

(3) Conférence de Lausanne sur les affaires du Proche-Orient (1922-1923). Actes signés à Lausanne les 30 janvier et 24 juillet 1923, Paris 1923.

(4) Par. 2 de l'annexe : « La force maximale qu'une Puissance pourra faire passer en temps de paix par les Détroits à destination de la Mer Noire ne dépassera pas celle de la flotte la plus forte appartenant aux Puissances riveraines de la Mer Noire et existant dans cette mer au moment du passage ; toutefois, les Puissances se réservent le droit d'envoyer en Mer Noire, en tout temps et en toute circonstance, une force n'ex-

le passage et la navigation dans les Détroits fussent libres de toute entrave, les articles 4 à 9 stipulent la démilitarisation des deux rives du détroit des Dardanelles et de celui du Bosphore, ainsi que celle des îles de la Mer de Marmara, sauf une, et des îles de Samothrace, Lemnos, Imbros, Tenedos, et des îles aux Lapins dans la Mer Egée. Dans l'intérêt de la sécurité de Constantinople, cette ville et les îles de Princes ne sont pas comprises dans la zone neutre. La Turquie a le droit d'y tenir une garnison de 12.000 hommes; elle a aussi le droit de faire passer en transit ses forces armées dans les zones et îles démilitarisées du territoire turc (art. 6 et 8). Une commission internationale, présidée par un représentant de la Turquie, et composée de représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, de la Bulgarie, de la Grèce, de la Roumanie, de la Russie et de l'Etat serbe-croate-slovène, est chargée d'assurer l'observation des dispositions concernant le passage des bâtiments de guerre et aéronefs militaires (art. 12 et 15). Cette commission exerce sa mission sous les auspices de la Société des Nations, à laquelle elle adresse chaque année un rapport sur l'accomplissement de sa mission. Ce rapport fournit, de plus, tous renseignements utiles au point de vue du commerce et de la navigation (art. 15). Enfin, en cas de violation des dispositions sur la liberté de passage, en cas d'attaque inopinée, ou si quelque menace de guerre venait à mettre en péril la liberté de la navigation des Détroits ou la sécurité des zones démilitarisées, les Parties contractantes et, dans tous les cas, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon les empêcheront conjointement par tous les moyens que le Conseil de la Société des Nations décidera à cet effet (art. 18).

Telles sont les dispositions les plus importantes de la dernière convention sur le régime des Détroits.

cédant pas trois bâtiments dont aucun ne dépassera 10.000 tonnes... Toutefois, ces limitations ne sont pas applicables, en temps de guerre, aux Puissances belligérantes au préjudice de leurs droits de belligérants en Mer Noire. »

Comme on peut le constater, le statut existant du Bosphore et des Dardanelles constitue, par rapport au régime créé par le traité de Sèvres, un progrès réel dans la voie de l'internationalisation des Détroits. La zone neutre sur les deux rives des Détroits est, il est vrai, moins étendue que celle prévue par le traité de Sèvres, mais, en revanche, elle a un caractère plus international. Le droit, consacré par l'art. 178 du traité de Sèvres, qu'avaient les Puissances alliées de maintenir dans la zone et les îles démilitarisées telles forces militaires et aériennes qu'elles jugeraient nécessaires, n'existe plus dans la convention de Lausanne. L'art. 6 de cette dernière dit qu'aucune force armée ne devra stationner dans la zone démilitarisée en dehors des forces de police et de gendarmerie qui sont nécessaires au maintien de l'ordre. Enfin, le nouveau statut des Détroits prévoit une restriction en ce qui concerne le total des forces navales que l'on peut faire entrer, en temps de paix, dans la Mer Noire, restriction qui n'était pas prévue par le traité de Sèvres. Il faut remarquer aussi que les moyens de défense de la liberté de passage des Détroits contre toute violation ou contre toute agression sont fixés par le Conseil de la Société des Nations (art. 18) au lieu de l'être tout simplement par les Puissances alliées ainsi qu'il était prévu à l'art. 44 du traité de Sèvres.

Mais, en relevant les avantages du statut actuel des Détroits par rapport à celui qui avait été institué par le traité de Sèvres, il ne faut pas se tromper sur sa vraie valeur. Au point de vue de la neutralisation des Détroits, il laisse beaucoup à désirer. Tant que les Turcs dominent Constantinople et tant qu'ils ont le droit d'y tenir une garnison considérable, d'y maintenir un arsenal et une base navale, la neutralisation des Détroits ne peut être réelle. Cette neutralisation est pareillement impossible tant que la Thrace orientale sera entre les mains des Turcs, parce que, dans ce cas, ils auront toujours besoin de faire passer des troupes d'une rive à l'autre des Détroits. Le caractère international du régime actuel est aussi extrêmement

imparfait. La commission, chargée d'assurer la bonne observation du statut établi à Lausanne, en dehors de son caractère international incomplet, n'est qu'un organisme administratif, assez anémique, dépourvu de toutes les prérogatives et de toutes les attributions qui pourraient en faire un organe international indépendant et souverain. D'autre part, les quatre grandes Puissances alliées, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon, ont jugé prudent de se réserver le droit exclusif d'intervenir seules « dans tous les cas » pour empêcher une violation, une agression ou une menace de guerre contre le régime existant des Détroits. Une telle action isolée, même lorsqu'elle émane de grandes Puissances agissant conjointement, est contraire à l'idée de l'internationalisation.

Si le régime des Détroits institué par la convention du 24 juillet 1923 ne satisfait point aux exigences de ces deux notions : la neutralisation et l'internationalisation, il satisfait amplement aux aspirations de la politique britannique en Orient. Il n'assure que trop son triomphe. La Mer Noire est largement ouverte aux escadres de la Great Fleet et la puissance britannique est instaurée sur les Détroits. La Russie est, pour des longues années encore, repoussée de la Méditerranée. La route maritime des Indes est assurée et la diplomatie anglaise a tout lieu d'être satisfaite. Le sera-t-elle longtemps ?

Le nouveau régime des Détroits satisfait-il les intérêts de la Bulgarie. Lui assure-t-il une paix durable ? Est-il favorable à son développement politique ? Nous répondrons à ces questions dans notre conclusion en étudiant quel est le régime le plus favorable aux intérêts de la Bulgarie, ainsi qu'à la paix balkanique et européenne.

CONCLUSION

La Bulgarie, au cours de sa vie politique d'un demi-siècle, a été un des facteurs principaux dans le jeu des événements politiques du Proche-Orient. Pendant cette période elle a traversé des moments où son indépendance et sa liberté ont été sérieusement menacées. Elle a fait quatre guerres qui, toutes, ont leurs racines dans les complications politiques des Balkans, complications qui, dans leur ensemble, ne sont autre chose qu'une variété de la grande question d'Orient. Enfin, elle a subi deux malheurs nationaux dont les causes résident toujours dans la complexité de ce grave problème.

La proximité des Détroits du Bosphore et des Dardanelles a fait de la Bulgarie et de son peuple vigoureux et entreprenant le point de mire de plusieurs combinaisons politiques dont le but a toujours été de régler la question des Détroits. Le régime qui avait confié au Sultan la garde de cette passe d'importance mondiale et qui avait fermé son accès aux flottes de guerre de toutes les Puissances fut la cause de conflits presque chroniques. L'état latent de guerre diplomatique, dans lequel se trouvait le bras de mer qui reliait la Mer Noire à la Méditerranée, avait toujours une répercussion néfaste sur les affaires balkaniques. Jetée par le destin dans ce coin de l'Europe, la Bulgarie se trouvait en face de deux formidables Puissances hostiles que leurs intérêts contradictoires poussaient l'une contre l'autre. Où aller ? Dans les bras de la Russie ou sous la protection de l'Angleterre ? Tel était le pénible problème qui se dressait devant les hommes d'Etat bulgares. La meilleure solution de cette question délicate eût été la neutralité absolue. Mais, en politique, la neutralité est une

position qui ne dure pas longtemps, surtout lorsqu'on a des intérêts propres en jeu. Il n'y avait, par conséquent, rien d'étonnant à ce que la Bulgarie essayât de satisfaire ses intérêts, ses besoins légitimes en profitant de l'animosité mutuelle qu'éprouvaient les grandes Puissances lorsqu'il s'agissait des affaires orientales. Mais tous ses efforts restèrent sans résultat. Fatalement repoussée de la mer Egée, de la Thrace et de la Macédoine, la Bulgarie dut, après la crise mondiale, se recueillir dans ses étroites frontières au Nord du Rhodope pour guérir ses blessures. Après deux essais infructueux pour satisfaire ses besoins économiques et réaliser ses idéals nationaux, elle put méditer les leçons amères de l'expérience. Maintenant, plus que jamais, elle connaît la véritable cause de son infortune, de la fatalité qui la poursuit. Elle n'ignore plus à présent que le monde redoute une Bulgarie forte qui bouleverserait l'équilibre oriental et qui menacerait la liberté des Détroits. Le devoir s'impose donc à elle de prouver au monde entier, à commencer par la Grande-Bretagne, que le peuple bulgare n'a aucun intérêt à s'emparer de Constantinople et des Détroits et que, d'ailleurs, il n'en a pas la prétention. C'est un non-sens de prétendre que son intérêt le lui impose : la Bulgarie n'y est poussée ni par des raisons économiques, ni par des raisons politiques. Un grand centre cosmopolite à la périphérie d'un petit Etat comme la Bulgarie, qui n'a ni industrie développée, ni commerce maritime propre, ne serait que trop désastreux pour son développement économique. D'autre part, une ville de l'importance mondiale de Constantinople entre les mains d'un petit Etat ne serait qu'un danger constant pour la paix. Constantinople et les Détroits, de par leur position géographique, ne peuvent appartenir qu'à une grande Puissance dont les possessions bordent la Mer Noire entière ou à la communauté internationale. Et le véritable intérêt de la Bulgarie en ce qui concerne la question des Détroits lui dicte de travailler

pour la complète internationalisation du Bosphore et des Dardanelles.

Plusieurs solutions ont été proposées à ce délicat problème. D'aucuns étaient d'avis que Constantinople devait être donné à la Russie (1). D'autres disaient que l'administration de cette ville devait être confiée à un petit Etat, comme, par exemple, la Belgique (2). Certains proposaient que les Détroits restassent aux Turcs avec liberté complète de passage pour tous les navires de toutes les nations (3). D'autres encore préconisaient l'internationalisation des Détroits sur le modèle du Canal de Suez ou du Canal de Panama (4). M. Gabriel Hanotaux plaidait, lui, une autre cause : celle de la Mer Noire — *mare clausum*, dont le statut devait être fixé par les Etats riverains (5).

La Conférence de Lausanne adopta un régime qui, tout en abandonnant Constantinople à la Turquie, tâchait de donner aux Détroits un caractère plus ou moins international. A cette conférence, la Bulgarie s'associa au statut proposé par les Puissances alliées, et elle fit bien. Il lui était impossible, il lui est impossible encore aujourd'hui et il lui sera impossible de longtemps sinon pour toujours, de défendre la thèse, peut-être assez rationnelle, de M. Hanotaux, thèse qui fut soutenue à la conférence par M. Tchitchérine. Tant qu'elle voudra être un Etat indépendant et libre, la Bulgarie ne pourra jamais consentir à un régime qui, en fermant les Détroits, transformerait la Mer Noire en mer close, et ferait nécessairement

(1) A. SARDOU, *L'indépendance européenne*, Paris 1915, pages 63, 64 ; S. GRAHAM, *Russia and the World*, London, 1915, p. 195.

(2) S. JUGE, *La paix de 1916*, Paris, 1915, p. 123.

(3) Voir PHILLIPSON and BUXTON, *The Question of Bosphorus and Dardanelles*, page 224. Les auteurs citent cette opinion sans lui donner leur approbation. MM. Phillipson et Buxton se prononcent pour l'internationalisation des Détroits à l'image du Canal de Suez.

(4) R. PINON, *La Revue des deux mondes*, octobre 1905, page 823 ; PHILLIPSON and BUXTON, *op. cit.*, 236.

(5) G. HANOTAUX, *La Guerre des Balkans et l'Europe*, p. 199.

des petits Etats riverains, comme la Roumanie et la Bulgarie, des satellites de la Russie. L'ouverture des Détroits expose peut-être les côtes bulgares à une agression qui peut venir de la Méditerranée, mais c'est un péril moins grave que le premier, et, de ces deux maux, il faut choisir le moindre. En outre, la liberté des Détroits ouvre la porte à l'influence européenne, à l'influence mondiale qui contrebalancera l'influence russe. Ainsi, au point de vue politique, l'intérêt de la Bulgarie s'accorde très bien avec le principe de l'ouverture des Détroits.

Voyons maintenant le côté juridique. L'ouverture des Détroits est-elle contraire au droit international? Aucunement. La liberté des mers suppose la liberté de tous les canaux et détroits. M. Clémenceau avait exprimé l'essence de cette question épineuse de la liberté de passage des Détroits en une seule sentence qui la résumait parfaitement et suggérait en même temps une solution : « Si l'on aborde audacieusement, demandait-il, la transformation de l'Europe et de l'Asie par l'ouverture du Canal de Suez, comment fermer les canaux que l'innocente nature a formés? » (1)

A l'époque de la Société des Nations, à l'époque où la solidarité des intérêts de tous les peuples est un fait incontestable, où la mer nous apparaît comme le lien naturel entre les nations et sa liberté comme le moyen le plus sûr d'assurer la prospérité et le développement de tous les membres de la communauté internationale, la fermeture d'un canal naturel paraît un anachronisme.

L'ouverture du Bosphore et des Dardanelles ne peut donc être en contradiction avec les normes du droit international contemporain, d'autant plus que l'indépendance et la liberté de la Turquie n'en souffriront point. Constantinople n'est plus la capitale de l'Islam, et cela facilite la solution de la question. Cependant

(1) CLÉMENTEAU, *L'homme enchaîné*, 23 février 1915, cité par PHILLIPSON and BUXTON, *op. cit.*, p. 234.

la solution donnée par la conférence de Lausanne est insuffisante. D'une part, la présence de l'armée turque à Constantinople et dans les environs des Détroits sera toujours une menace au principe de la liberté de passage. D'autre part, la prépondérance marquée des Puissances alliées dans la surveillance du Bosphore et des Dardanelles éveillera toujours les susceptibilités de la Russie et sera, sans doute, un prétexte constant de guerre. Dans l'intérêt de la paix européenne et de la liberté complète des Détroits, il est donc nécessaire que l'Europe procède audacieusement à l'internationalisation absolue du Bosphore et des Dardanelles. Quant à Constantinople, la meilleure solution serait, sans aucun doute, sa transformation en ville libre sous la protection non seulement de la Société des Nations, mais de toutes les grandes Puissances.

Ainsi, en ce qui concerne les Détroits, les intérêts de la Bulgarie sont en parfaite harmonie avec ceux de la paix.

Cependant, il est une autre question qui, actuellement, monte comme un sombre nuage sur l'horizon politique des Balkans. C'est la question de la Thrace, de l'issue territoriale de la Bulgarie sur la mer Egée. La Bulgarie éprouve un besoin pressant d'un débouché effectif sur l'Archipel. C'est une nécessité économique qui est plus forte que les combinaisons diplomatiques des Puissances. La Bulgarie entière, jusqu'au Danube, appartient économiquement à la mer Egée; elle est son hinterland. Tout son commerce, toute son exportation, toute sa vie économique se portent instinctivement vers le Sud, vers la mer ouverte qui communique avec les mers du monde entier. C'est une tendance, d'ailleurs, que marquent tous les Etats balkaniques et même ceux de l'Europe centrale. L'Autriche-Hongrie, dans le passé, éprouvait, elle aussi, ce besoin impérieux de descendre à Salonique. Aujourd'hui la Yougoslavie, qui l'a remplacée, manifeste la même tendance. C'est la voie naturelle des peuples des Balkans et, tôt ou tard, ils parvien-

dront, nous en sommes sûrs, à réaliser ce que la diplomatie européenne leur refuse pour des raisons politiques.

Mais, nous croyons que les événements démontreront bientôt l'erreur commise par les Puissances et que celles-ci s'apercevront assez à temps du mal pour le réparer dans l'intérêt de la justice et de la paix.

Vu : Le Président de Thèse,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu : Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE.

- ALBIN. — *Les Grands Traités Politiques, Recueil des principaux textes internationaux depuis 1815 jusqu'à nos jours*, Paris, 1911.
- ALEXINSKY. — *Russia and the Great War*, London, 1915.
- ALTINOFF. — *La Turquie nouvelle et la Question d'Orient*, Sofia, 1925, édition de l'Union des Savants, des Publicistes et des Artistes bulgares (en bulgare).
- AVRIL. — *Les Négociations relatives au traité de Berlin*, Paris, 1885.
- BECKER. — *La guerre contemporaine dans les Balkans et la Question d'Orient*, 1885-1897, Paris 1899.
- BISMARCK. — *Pensées et souvenirs*, I-II, Paris, 1899.
- BUCHANAN. — *Mémoires*, 1910-1917, Paris 1925.
- CHOUBLIER. — *La Question d'Orient depuis le traité de Berlin*, Paris 1897.
- CHURCHILL. — *The World Crisis*, London, 1922, I.
- DEBIDOUR. — *Histoire diplomatique de l'Europe depuis le traité de Berlin jusqu'à nos jours*, Paris, 1919.
- DRANDAR. — *Les événements politiques en Bulgarie depuis 1876 jusqu'à nos jours*. Paris, 1898.
- GAULIS, (Berthe Georges). — *Le nationalisme turc*, Paris, 1921.
- GORIAINOFF. — *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910.
- GOUDEFF. — *Histoire de la Question d'Orient jusqu'à l'affranchissement de la Bulgarie*, Sofia, 1908 (en bulgare).
- HANOTAUX. — *La Guerre des Balkans et l'Europe*, Paris 1914.
- KASSIMOFF. — *La Russie et les Détroits*, Paris, 1926.
- KESSIAKOFF. — *Recueil de tous les traités, toutes les conventions, et divers autres documents diplomatiques signés entre la Bulgarie et les autres Puissances de 1878 jusqu'à nos jours*, Sofia, 1925 (en bulgare).
- LAUNAY. — *La Bulgarie d'hier et de demain*, Paris, 1907.
- LYAUTEY. — *Le drame oriental et le rôle de la France*, Paris, 1923.
- MANDELSTAM. — *Le sort de l'Empire Ottoman*, Paris & Lausanne, 1917.
- MICHEFF. — *La Mer Noire et les Détroits de Constantinople*, Paris, 1899.
- PINON. — *L'Europe et l'Empire Ottoman*, Paris, 1909.
- POINCARÉ. — *Au service de la France*, t. II. *Les Balkans en feu*, 1912, Paris, 1924.

PHILLIPSON and BUXTON. — *The Question of Bosphorus and Dardanelles*, London, 1917.

RADEFF. — *Les constructeurs de la Bulgarie contemporaine*, I-II, Sofia, 1911 (en bulgare).

TATITCHCHEFF. — *Entretiens diplomatiques sur la politique extérieure de la Russie*, Saint Pétersbourg, 1890 (en russe).

PUBLICATIONS DIPLOMATIQUES.

Blue Book. — *Turkey*, 1886, 1887.

Livre Jaune. — *Affaires de Roumémie et de Grèce*.

Livre Vert. — 15 novembre 1886 — 11 novembre 1889 — mai 1890.

Livre Blanc. — Octobre 1915 — juin 1916, Athènes, 1921.

Rapport de la Commission parlementaire, nommée par le XVII^e Sobranié dans la séance du 11 mai 1914 pour enquêter sur la politique du gouvernement des cabinets Guechoff et Daneff concernant la préparation de la guerre de 1912, Sofia (en bulgare).

Documents diplomatiques relatifs à l'intervention de la Bulgarie dans la Grande guerre, 1913-1915, Sofia, 1920 (en bulgare).

Constantinople et les Détroits, d'après les documents secrets de l'ancien Ministère des Affaires Etrangères, I-II, Moscou, 1925-1926 (en russe).

Documents diplomatiques, *Conférence de Lausanne*, 21 novembre 1922, 1^{er} février 1923, Paris, 1923.

Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et la Turquie, signé à Sèvres le 10 août 1920, Paris, 1920.

Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et la Bulgarie, signé à Neuilly le 27 novembre 1919, Paris 1919.

Actes signés à Lausanne, le 30 janvier et le 24 juillet 1923, Paris, 1923.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — <i>La création de la Bulgarie contemporaine au point de vue de la question d'Orient</i>	17
I. — L'Europe à la veille de la guerre russo-turque de 1877-78	19
II. — Les négociations pour le traité de Berlin	29
III. — Le traité de Berlin	48
DEUXIÈME PARTIE. — <i>La Bulgarie nouvelle et sa politique par rapport au problème des Détroits</i>	61
I. — La réunion des deux Bulgaries	63
II. — La rupture entre la Bulgarie et la Russie	80
III. — Vingt-cinq ans de paix	93
IV. — L'alliance balkanique et la guerre de 1912	107
V. — La Bulgarie et la grande guerre	123
TROISIÈME PARTIE. — <i>La Bulgarie et la Question des Détroits après la guerre de 1914-1918</i>	141
I. — Les traités de Sèvres et de Neuilly et les Détroits	143
II. — Du traité de Sèvres à la conférence de Lausanne	152
III. — La conférence de Lausanne	165
CONCLUSION	189



